

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA GUERRE EN AFGHANISTAN : L'IMPACT DES MANŒUVRES DE PALAIS

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR JASON KEAYS

FÉVRIER 2012

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je tiens d'abord à remercier mon directeur Dan O'Meara, dont l'aide a été cruciale dans la réussite de ma maîtrise, ainsi que Frederick Gagnon, Stéphane Roussel, Jessica Hould Fortin et Daniel Côté, qui m'ont tous apportés de précieux conseils et révisions de textes.

Je remercie aussi mon père Renaud Keays et ma mère Danielle Stibre pour leur support dans mes études, ainsi que ma conjointe Alexandra.

TABLES DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	iv
LISTE DES ACRONYMES.....	v
RÉSUMÉ.....	vi
INTRODUCTION	1
Question de recherche.....	4
Cadre	5
Méthodologie.....	11
Le rôle des médias comme courroie de transmission.....	13
CHAPITRE I	
CONCEVOIR LA GUERRE.....	17
1.1 Le Crédo	17
1.2 De la Guerre froide à la guerre en Afghanistan.....	20
1.3 Les doctrines militaires du Crédo.....	26
1.4 L'émergence du COIN comme paradigme dominant.....	29
1.5 Contre-terrorisme versus contre-insurrection.....	31
1.6 Le président du statu quo.....	36
1.7 Le Président s'entoure de guerriers	39
1.8 Les dilemmes de l'«Af-Pak ».....	43
CHAPITRE II	
LA GUERRE D'OBAMA I	48
2.1 Manœuvres pour obtenir du renfort.....	49
2.2 Enlèvement en Afghanistan et à Washington.....	54
2.3 La fuite de McChrystal	60
2.4 Le président acculé au mur.....	64

2.5 Le discours de West Point	68	
2.6 Des indices d'une occupation permanente	70	
CHAPITRE III		
LA GUERRE D'OBAMA II.....	73	
3.1 Les limites du COIN.....	73	
3.2 La plus longue guerre de l'histoire des États-Unis.....	77	
3.3 Petraeus prend sa guerre en main	82	
3.4 L'héritage de Petraeus	87	
3.5 L'échec du COIN.....	91	
CONCLUSION		97
BIBLIOGRAPHIE		101

LISTE DES FIGURES

Figure 1	
Carte ethnolinguistique de l’Af-Pak	46
Figure 2	
Nombre de soldats américains en Afghanistan et en Irak entre 2002 et 2010	92
Figure 3	
Nombres d’attaques d’insurgés par mois et par région de janvier 2006 à août 2010.....	95

LISTE DES ACRONYMES

ANA	Armée National Afghane
CENTCOM	<i>United States Central Command</i>
CIA	<i>Central Intelligence Agency</i>
CNAS	<i>Center for a New American Security</i>
COIN	<i>Counter-Insurgency</i>
COMUSEUCOM	<i>United States European Command</i>
CT	<i>Counter-terrorism</i>
DoD	<i>Department of Defense</i>
FOB	<i>Foward Operating Base</i>
IED	<i>Improvised Explosive Device</i>
ISAF	<i>International Security Assistance Forces</i>
ISI	<i>Inter-Services Intelligence</i>
JCS	<i>Joint Chiefs of Staff</i>
JSOC	<i>Joint Special Operations Command</i>
MRAP	<i>Mine Resistant Ambush Protected</i>
NSC	<i>National Security Council</i>
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
ONU	Organisation des Nations-Unies
PCCS	<i>Program for Culture & Conflict Studies</i>
PNAC	<i>Project for a New American Century</i>
RMA	<i>Revolution in Military Affairs</i>
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques

RÉSUMÉ

À travers un cadre poststructuraliste, ce mémoire cherche à évaluer l'impact sur la durée et l'ampleur de la guerre en Afghanistan du discours de contre-insurrection (COIN) ainsi que celui des « manœuvres de palais » entrepris par des penseurs stratégiques influents au sein des Forces armées américaines dans la période 2008-2011.

Nous verrons qu'au sein des institutions américaines de la sécurité nationale, il existe deux doctrines en compétition parmi les penseurs stratégiques ; celle du contre-terrorisme, et celle plus récente de contre-insurrection. Chacune d'entre-elle propose une méthode différente pour faire la guerre en Afghanistan.

Par une série de manœuvres de palais, c'est-à-dire des actions entreprises au sein des institutions du pouvoir afin d'influencer les décideurs, les promoteurs de la doctrine de contre-insurrection ont progressivement réussi à faire appliquer leur doctrine en Afghanistan, avec comme conséquences, un accroissement de la présence militaire dans ce pays, et une hausse marquée de la violence.

Pour le démontrer, nous procéderons d'une part à une mise en contexte afin de tracer l'origine de cette guerre et une généalogie qui permet de comprendre le régime de vérité qui structure les discours de ces penseurs stratégiques. D'autre part, nous évaluons le déroulement de trois séries de manœuvres de palais décisives : celles qui ont eu lieu pendant les trois premiers mois de la présidence d'Obama ; celles de l'été 2009 ; et celles qui se sont produits pendant l'été et l'automne 2010. À travers ce récit, nous verrons en détails les conséquences de ces manœuvres.

INTRODUCTION

Lors de son discours sur l'état de l'Union en 2011, le Président Obama affirma que les États-Unis devaient empêcher les talibans de rétablir leur emprise sur le peuple afghan et empêcher *Al-Qaeda* d'avoir un refuge pour préparer d'autres attentats comme celui du 11 septembre 2001 (Obama 2011). C'est le même discours qu'on entend depuis neuf ans de la part des représentants de la Maison Blanche, du Pentagone, de l'état-major, des médias et de plusieurs *think tanks* et chercheurs. Peu d'invasions militaires reçurent un soutien aussi unanime des chancelleries occidentales que celle lancée par les États-Unis sur l'Afghanistan en octobre 2001 et qui dure depuis. La plupart des gouvernements donnèrent leur appui à l'Opération *Enduring Freedom*, même si l'Afghanistan est historiquement connu sous le sobriquet de « cimetière des empires » (Silverstein 2008).

Alors que l'occupation de l'Irak s'est transformée en fiasco, la guerre en Afghanistan a longtemps été représentée comme une « guerre juste » dans l'imagerie populaire américaine. Légitimée par une résolution de l'ONU, elle était vue comme le front principal contre le terrorisme. Cherchant à se montrer durs sur leur politique de défense pendant la campagne électorale de 2008, Obama et les démocrates en ont fait un enjeu de politique étrangère central. Dans l'ombre de cette nouvelle présidence, qui se prétendait comme un changement par rapport au prédécesseur, plusieurs officiers ambitieux avaient gravi les échelons jusqu'au sommet de la hiérarchie militaire. Ils promettaient, grâce à leur nouvelle doctrine de contre-insurrection (COIN), de pacifier l'Afghanistan et d'en faire une démocratie.

La présidence d'Obama a été marquée jusqu'ici par un accroissement record du budget militaire, ainsi que par l'envoi massif de renforts, et une extension des bombardements aériens et des assassinats ciblés par les Forces spéciales au Pakistan. Et alors qu'Obama proclamait en décembre 2010 un progrès significatif en Afghanistan, la Croix-Rouge affirmait que, pendant ses trente années d'implication dans ce pays, la situation n'avait jamais été aussi pire (Birch 2010). La Croix-Rouge publia un rapport

accablant montrant que des groupes armés de toutes allégeances ont proliféré, augmentant la violence et la corruption, et provoquant un nombre record de pertes humaines, tous belligérants confondus (Birch 2010).

L'insurrection est maintenant répandue dans l'ensemble du pays et le régime du Président Hamid Karzaï ne contrôle que les grandes villes. Les milliards de dollars que les pays de l'Occident envoient en aide internationale disparaissent dans la corruption sans aucun bénéfice pour la majorité de la population, et la police et les juges sont corrompus et agissent en prédateurs plutôt qu'en protecteur (Turse 2010 : 54-55). Bien que les sondages démontrent que l'opposition de la population à cette guerre dans l'ensemble des pays de l'OTAN dépasse les 60%, les gouvernements ont néanmoins réussi à repousser sans cesse la date fatidique où ils devront retirer leurs troupes (Langer et Phelan 2010). Pendant ce temps, alors que les États-Unis accumulent une dette immense dépassant 15 334 milliards de dollars, le budget accordé au Pentagone atteint des sommes astronomiques malgré les tentatives de les réduire, et l'appareil coercitif américain n'a jamais été aussi étendu (Kucinich 2011). Comment en est-on arrivé dans cette situation?

Dans le cadre de ce mémoire, nous nous concentrons sur l'impact des discours et actions d'officiers militaires très influents comme le Général David H. Petraeus, le Général Stanley MacChrystal et l'Amiral Mike Mullen. Ce choix est justifié par le fait qu'ils sont devenus des acteurs très médiatisés et influents de l'*establishment* militaire depuis 2006 et ont réussi, par leur promotion de la doctrine de contre-insurrection (COIN), à articuler le débat des politiciens et médias en leur faveur, malgré l'impopularité grandissante de cette guerre. Nous verrons aussi l'impact des discours du Président et de certains sénateurs, et intellectuels, qui ont soit donné la réplique, soit davantage de poids et de justification aux discours des militaires. Notre analyse est faite à travers une approche poststructuraliste, afin de bien saisir dans quel contexte ces membres de l'état-major ont réussi à influencer le discours dominant.

Pour notre étude, nous analysons les « manœuvres de palais », c'est-à-dire des actions entreprises par des acteurs au sein des institutions et des médias afin d'influencer

les décideurs. Le terme « palais » désigne le siège d'une institution politique, dans lequel se déroule l'exercice du pouvoir. Ces manœuvres sont généralement des actes de langage fait en ces lieux sous une forte attention médiatique, et qui tente de produire une réponse favorable du Président ou du Congrès, car ils s'inscrivent dans le processus de formation de l'identité américaine, tel que perçu par l'opinion publique. Nous prenons trois cas de manœuvres qui se sont produits entre l'automne 2008 et l'automne 2010 et nous examinons comment les pratiques discursives des acteurs étudiés et leur doctrine s'inscrivent en continuité de celles qui ont façonné l'identité des Forces armées américaines depuis 1945 et qui ont permis son accroissement.

Les auteurs en Relations internationales qui s'intéressent aux guerres ont tendance à considérer les belligérants comme des entités unifiées. La plupart d'entre eux ne prennent pas en compte les luttes qui se font entre les acteurs influents à l'intérieur des institutions qui composent le belligérant, et qui permettent de comprendre le contexte qui engendre le déroulement de ces guerres. Ces luttes d'influence vont être menées par des pratiques discursives qui justifient l'existence de l'institution ou de l'agent en cause. Comme dans toute structure pyramidale, le succès de la carrière militaire d'un individu repose donc sur son habileté à exploiter l'identité, les règles et les routines bureaucratiques de cette institution et à la définir, contre des concurrents qui convoitent la même place au sommet. Il ne faut pas non plus négliger les interminables luttes qui se font pour l'attribution du budget et pour le prestige personnel. Dans un contexte où la guerre en Afghanistan est devenue un fiasco qui a coûté plus de 400 milliards de dollars depuis 2001 (Beslaco 2011), nous pensons que ce genre d'analyse est pertinent pour comprendre les dynamiques qui ont perpétué cette guerre sous l'administration Obama.

Question de recherche

Ce mémoire est basé sur la question de recherche suivante : *à quel point les manœuvres de palais ont contribué à prolonger la durée de la guerre, et d'augmenter la présence militaire des États-Unis dans la région?*

Nous verrons d'abord le cadre théorique et la méthodologie utilisées, qui permettent d'interpréter les actes discursifs et leur impact sur la perception que les gens ont de la guerre. Ces discours de menace tirés de l'*imaginaire sécuritaire* s'inscrivent dans un récit bien précis qui structure l'identité. Ensuite, nous allons aborder comment ce récit a façonné la doctrine militaire américaine et à quel point des officiers ont bâti leur carrière en transformant cette doctrine pour l'adapter à ce qu'ils perçoivent comme les défis sécuritaires du 21^e siècle. Puis, grâce à une chronologie des événements, nous observerons comment ils ont manœuvré dans les médias et au sein de leur institution afin de promouvoir cette nouvelle doctrine de contre-insurrection et prolonger la guerre en Afghanistan. Face aux critiques de plus en plus virulentes contre la guerre, on distingue trois tournants qui sont l'objet d'analyse, nommés « manœuvres de palais ». Chacune de ces manœuvres a permis d'escalader la guerre et atténuer les contradictions issues d'objectifs mal définis et d'échecs répétés sur le terrain. C'est à travers ces manœuvres et leur traitement médiatique qu'apparaissent les pratiques discursives qui engendrent une réponse favorable de la part de l'opinion publique et des élites politiques qui l'influence.

Ces manœuvres de palais sont issues de pratiques discursives en compétition, perceptibles dans les débats au sein des institutions et des médias. Chacun des grands thèmes de ces discours est relié à une signification plus large de l'identité américaine partagée par une majorité des Américains et que nous verrons au chapitre II. Les relations entre les acteurs au sein des institutions qui forment l'État américain sont constituées par des luttes entre des interprétations qui visent à établir les normes de pouvoir et de connaissance. À travers ces luttes, nous verrons qu'il y a toujours une certaine forme de consensus qui en émerge et qui donne lieu aux événements étudiés ainsi qu'à l'interprétation que font les médias de masse de ces événements. Ces pratiques discursives semblent avoir mené de 2001 à 2012 à une guerre interminable en

Afghanistan et Petraeus et ses collaborateurs ont su redonner, par leur doctrine du COIN et leurs manœuvres de palais, une légitimité à un conflit qui tournait mal. La guerre en Afghanistan représente un excellent exemple de la façon dont le complexe militaro-industriel s'adapte à un échec afin de toujours garder son importance au sein de la société occidentale.

Cadre théorique

Les adeptes de la doctrine de contre-insurrection sont fréquemment désignés par les médias comme étant des *guerriers-intellectuels* à cause de leur fréquente utilisation des théories des sciences sociales dans leurs analyses militaires (Miller & Mills 2010 : 207). Ce n'est donc guère surprenant que dans le manuel de contre-insurrection, écrit en grande partie par le Général David Petraeus, on retrouve des traces d'influence de l'approche poststructuraliste:

The central mechanism through which ideologies are expressed and absorbed is the narrative. A narrative is an organizational scheme expressed in story form. Narratives are central to the representation of identity, particularly the collective identity of groups such as religions, nations and cultures. Stories about a community history provide models of how actions and consequences are linked and are often the basis of strategies of actions and interpretation of other actors (Amos et Petraeus 2006:26).

Petraeus utilise le terme « *narrative* » pour parler du mécanisme central par lequel les idéologies sont exprimées et absorbées dans la société. Dans ce mémoire, nous traduisons *narrative* par le terme *récit*, et qui sera un concept invoqué fréquemment. Un récit est une interprétation de l'histoire qui se retrouve au cœur de la représentation de l'identité collective d'un groupe comme les religions, les nations et les cultures. Les histoires, légendes, mythes et discussions sont les modèles qui motivent les actions et l'interprétation qu'on se fait d'une situation. Nous reprenons donc dans notre analyse des manœuvres de palais, ce concept de récit dans un cadre d'analyse poststructuraliste tel que développé originalement par David Campbell (1998).

L'approche poststructuraliste, plutôt que de considérer les motivations derrière une action, examine comment une variété de politiques a permis de maintenir l'identité

dominante et de définir les menaces à cette identité. Les motivations d'un acteur se trouvent donc directement déterminées par l'identité. Ce concept d'identité renvoi ici à une définition beaucoup plus large que les simples caractéristiques des individus ou des nations. Ce concept représente les relations sociales entre les agents par des pratiques discursives qui construisent cette identité. (Campbell 1998 : 139). L'approche poststructuraliste s'inspire notamment de Foucault (1980), qui affirmait que les discours influencent les actions humaines en générant des régimes de vérité qui sont intériorisés par les individus au dépend d'autres régimes qui sont marginalisés.

Cette notion de régime de vérité est une forme de discursivité qui essaie de convaincre en s'appuyant sur un garant institutionnel, qui lui donne sa légitimité. Par exemple, les traditions (religion, Églises) la rationalité scientifique (université), ou la sécurité nationale (Pentagon) sont chacun perçus comme ayant une crédibilité plus grande en leur domaine que des acteurs plus marginaux. (Leclerc 2001 :224). Les relations de pouvoir ne sont donc pas seulement reproduites par la force, mais surtout par le consentement d'individus envers des pratiques discursives qui proviennent de ces institutions. Le régime de vérité repose avant tout sur une mythologie, qui compose les différents récits identitaires de cette institution. Par une répétition régulière des pratiques discursives des agents du pouvoir, ces mythes deviennent la « vérité » admise. À ce titre, nous examinons si le COIN est une tentative d'établir un nouveau régime de vérité au sein des Forces armées et qui permet de justifier un type de guerre plutôt qu'un autre.

Le poststructuralisme soutient donc que la société est constituée d'une série de pratiques discursives. Le monde matériel existe indépendamment du langage, mais notre compréhension de celui-ci est limitée, puisque notre existence sociale est inconcevable sans nos actes discursifs et interprétatifs qui la façonnent. Lorsque nous employons un terme pour décrire une situation ou un objet, nous nous engageons dans une abstraction et une interprétation intersubjective. Peu importe la perspective qu'on adopte, il est impossible d'échapper à l'interprétation (ou au récit selon Petraeus). À partir de ce constat, on se rend compte que certaines pratiques sociales ou historiques ont donné lieu à une façon particulière et dominante de voir le monde (Campbell 1998 : 204). Les pratiques discursives sont une série de représentations et de pratiques à travers lesquelles

le sens est produit, l'identité est constituée et les relations sociales sont établies. La signification du langage implique que les discours politiques sont vus comme émergents d'une certaine construction subjective des problèmes et de leurs solutions. Les allocations de fonds pour le déploiement de troupes et l'achat d'armements ou encore les discours de mise en garde dans les médias sont autant d'actes de langage qui définissent l'identité et qui transmettent une certaine forme de consensus dans les pratiques discursives (Campbell 1998 : 216).

Les événements sont construits par des récits en compétition. Chacun des grands termes de ces discours est relié à une signification plus large de l'identité (Campbell 1998 : 217). Les relations entre les institutions qui forment l'État américain sont constituées par des luttes entre des régimes de vérités hiérarchisés qui établissent les normes de pouvoir et de connaissance. À travers ces luttes, il y a toujours une certaine forme de consensus qui en émerge et qui engendre les événements. L'approche poststructuraliste s'intéresse aux pratiques qui font que certaines perspectives atteignent un monopole de légitimité et marginalisent les alternatives (Devetak 2005 : 184). Dans ce contexte, les généraux comme Petraeus, par l'autorité qu'on accorde à leur position sociale, acquièrent le pouvoir de façonner le savoir sur la guerre ainsi que de faire la promotion de nouvelles doctrines. Lorsque les prémisses narratives de ces doctrines sont profondément ancrées dans l'identité de l'élite politique et militaire et dans leur perception d'un problème et de ses solutions, il est facile pour l'auteur de ces doctrines d'influencer le décideur.

Selon notre approche, les actions d'un individu sont déterminées par une structure discursive binaire qui considère ce qui est à l'intérieur comme bon, et ce qui est à l'extérieur comme menaçant (Soi/l'Autre, Américains/terroristes, policiers afghans/combattants étrangers). La description de l'extérieur est toujours nécessaire pour décrire l'intérieur, qui est considéré comme sain et rationnel (Campbell 1998 : 215). Pour mieux comprendre ce phénomène d'altérité, nous reprenons ici le concept d'imaginaire sécuritaire que O'Meara définit ainsi;

By this concept of "security imaginary" we understand the range of cultural practices that together define a uniquely American geopolitical space and identity—an American Self—in relation to a

depiction of the world beyond US borders [...] these cultural practices additionally delineate the relationship of these various Others to the American Self; they lay out the conditions, contexts and cultural mechanisms through which this or that "Other" becomes represented as friend or as threat to the American Self; and delimit the parameters of how to defend America against those menacing Others [...] The security studies literature uses the term securitization to refer to this process of institutionalizing difference as threat. As a "more extreme form of politicization", securitization is a "move [by socially authorized actors] that takes politics beyond the established rules of the game and frames the issue either as a special kind of politics or as above politics"—and usually about national survival (O'Meara A paraître : 8).

Pour les guerriers-intellectuels de notre étude, les États-Unis sont investis d'un exceptionnalisme et d'une mission de propager et protéger (par la violence si nécessaire) les valeurs dites universelles de liberté et de démocratie, qui sont continuellement menacées par les terroristes islamiques, totalitaires et mauvais.

Dans son analyse intertextuelle (relation entre les pratiques discursives), Homolar-Reichmann démontre que malgré leur prétention à répudier la doctrine Bush, les membres du Parti démocrate et leurs partisans invoquent de plus en plus des concepts similaires à l'agenda néoconservateur, considérant les États-Unis comme une puissance morale chargée d'assurer l'ordre mondial. L'administration Obama peut donc être perçue comme en continuité de l'ère Bush et de tous ses prédécesseurs (Homolar-Reichmann 2009 :180). Leur rhétorique est issue directement des idées de l'exceptionnalisme américain et de sa destinée manifeste que nous élaborons au chapitre I.

Le résultat de cette continuité est très simple : il s'agit ni plus ni moins de la construction de l'identité, qui est centrale dans l'approche poststructuraliste. Aucune société ne peut exister sans une identité. Elle est construite et constituée dans une relation d'altérité avec des frontières idéologiques et narratives qui la démarquent de son contraire, de l'identité de soi contre l'autre, du domestique contre l'étranger, du *Leader of the Free World* contre les talibans (Campbell 1998 : 9). Au sujet de la frontière, Campbell ajoute;

The frontier is central to identity because it is not only an open space beckoning those who seek success, but also the boundary between barbarism and civilisation, chaos and order [...] The mythology of the frontier [...] mandate that to ensure the survival of civilisation the forces of barbarism have to be constantly repelled if not overcome. At the core of the myth is the belief that economic, moral and spiritual progress are achieved by the heroic foray of civilized society and by conquest and subjugation of wild nature and savage mankind. This disposition has been exhibited

each time it has been argued that a barbarian group only understands force and cannot be reasoned with (Campbell 1998 : 146).

Dans ce contexte d'altérité, sécuriser l'identité repose sur une définition par le récit d'une menace extérieure. Les discours de menaces sont centraux aux discours des intellectuels puisqu'ils fournissent le régime de vérité qui définit l'identité américaine; quel danger les Américains doivent craindre, et surtout, quelle solution ils peuvent y apporter et comment y arriver (Campbell 1998 : 48). Ces événements ou facteurs qu'on considère comme menaçants ne le deviennent que par une certaine interprétation qui n'a rien à voir avec une réalité objective (Campbell 1998 : 2). Les pratiques discursives sont remplies de sermons sur la nécessité de protéger l'ordre établi, les principes fondamentaux de la civilisation, la peur de la perte de repères culturels et la responsabilité de protéger les acquis. Ces discours et textes visent le maintien d'une identité américaine particulière et c'est de ceux-ci que s'inspirent les guerriers-intellectuels. On retrouve ce phénomène dans l'objet d'étude de ce travail.

L'approche poststructuraliste permet de voir la « guerre au terrorisme » comme un épisode historique à l'intérieur duquel une variété de pratiques discursives sert à construire le sens partagé de l'identité américaine. En définissant le monde comme un espace constitué en deux catégories, une méchante et l'autre juste et morale, on en vient à pouvoir considérer certaines pratiques politiques et militaires comme légitimes, ce qui permet d'assurer la stabilité de l'identité et de définir l'intérêt national à sécuriser. Pour une partie de la classe politique américaine, s'opposer à un accroissement de l'occupation de l'Afghanistan équivaut à s'opposer à la protection de l'identité américaine et de ce qui est considéré comme bien. (Devetak 2005). Face à un *lobby* d'état-major qui sait aussi habilement exploiter le récit de l'identité américaine, le *Commander in Chief* subit une très forte pression qui l'encourage à accéder aux demandes des militaires.

La politique étrangère des États-Unis ne peut être comprise qu'à travers la compréhension de la construction, de la production et du maintien de l'identité américaine face à une menace (Campbell 1998 : 6). Ainsi, pour l'approche poststructuraliste, le but d'un décideur (*policymaker*) est de présenter une politique étrangère qui est perçue comme légitime par le public et doit donc être en lien avec le

récit qui définit l'identité de ce dernier. Ce récit est toujours contesté par les luttes entre les acteurs bureaucratiques influents qui tentent, parfois inconsciemment, d'imposer leur régime de vérité. Ainsi, au centre de l'activité politique, on retrouve les liens construits entre cette politique et l'identité du public (Hansen 2006 : 28). Grondin rapporte que :

... pour comprendre la puissance et les rapports de pouvoir, il faut voir comment ces théories sont construites et comment les développements théoriques sont interreliés pour comprendre leur fonctionnement dans l'établissement des relations du pouvoir. On historicise, par interprétation, les discours théoriques en les restituant dans leur contexte et en les interprétant comme des pratiques politiques (Grondin 2010 : 318).

Les attaques du 11 septembre ne sont pas sorties de nulle part. Elles sont la conséquence des choix faits par des décideurs américains pendant la Guerre froide. La guerre en Afghanistan a été produite en réaction à l'extension de la sphère d'influence des Soviétiques. Le laisser-faire serait une défaite pour le paradigme d'endiguement issu du récit de la prépondérance du pouvoir et de l'exceptionnalisme américain. Pour des raisons de géopolitique, les États-Unis ont donc activement encouragé et financé l'émergence de courants d'islamistes radicaux qui ont engendré une longue guerre civile en Afghanistan, qui dure encore trente ans plus tard (Cox et Stokes 2008 : 410). Sans vraiment prendre en compte les erreurs du passé, les guerriers-intellectuels ont procédé à une construction discursive des talibans et d'*Al Qaeda* comme étant des acteurs non rationnels et barbares, ce qui justifia une expansion du militarisme, représenté comme une lutte manichéenne entre les forces du bien et du mal (Grondin dans Macleod & O'Meara 2010 : 334).

Pour procéder à une analyse poststructuraliste des manœuvres de palais des guerriers-intellectuels, on tente d'abord d'élaborer un modèle de récit partagé au sein de la société, qu'on retrouve dans les pratiques discursives de la classe politique et militaire américaine depuis soixante ans. Ces discours sont basés sur le mythe de l'exceptionnalisme, profondément ancré dans l'identité américaine. Nous avons repris à ce sujet l'explication élaborée par Deudney et Meiser :

The United States became the leader and protector of liberal democracies everywhere, and had it not been for American power and purpose between 1940 and 1990, liberal democracies might well

have been eliminated from the planet. The United States was no longer simply the leading exemplar of the project of freedom, but the indispensable leader of the free world whose every major action seemed ripe with world historical significance [...] In other words, values are a means of achieving a goal. American people will only support [...] US foreign policy if they feel it is consistent with American values. Thus, American leaders must frame their preferred policy in terms of how it fosters American values (Deudney et Meiser 2008 : 38).

Méthodologie

Les concepts de « régime de vérité » et de « récit » n'expliquent pas l'ensemble des actions ni de la population américaine ni celles de l'état-major. Néanmoins, les acteurs que nous prenons comme objet d'analyse sont dans une position très influente et leurs actions ont des conséquences sur des millions de personnes et des budgets de milliards de dollars. On peut donc considérer que le régime de vérité repéré chez les décideurs de l'administration civile et militaire ont un impact significatif sur les actions que prennent l'ensemble des millions de gens influencés par eux ou qui doivent simplement obéir aux ordres au sein de la structure hiérarchique des institutions.

C'est à travers les événements rapportés par les médias que nous évaluons les impacts des pratiques discursives. C'est pourquoi nous avons d'abord procédé à une recherche chronologique sur la guerre en Afghanistan depuis 2006 et des manœuvres à Washington qui y sont reliées. Nous avons cherché ce qui a été rapporté dans les médias de masse écrits. Les principaux événements dans chacun des médias choisis entre 2008 et 2011 ont été sélectionnés et nous avons constaté un cycle récurrent de solutions et de critiques qui se relaient en moyenne aux six mois, avec une constante atmosphère de scepticisme et de défaite dans tous les discours journalistiques, ainsi qu'une hausse constante de l'opposition à cette guerre.

Pour les manœuvres de palais, notre documentation provient des médias comme le *New York Times*, le *Wall Street Journal*, le *Washington Post* ainsi que les publications de la Maison Blanche, du Département de la Défense et de *Wikileaks*. Ces manœuvres de palais sont aussi couvertes dans le *best-seller* « *Obama's Wars* » de Bob Woodward. Cet ouvrage, présenté par les médias comme l'histoire véridique de ce qui se passe dans les

coulisses de l'administration Obama, dresse un portrait d'un Président cherchant un compromis au milieu d'une lutte entre les exécutants de la Maison Blanche et ceux du Pentagone, qui se confrontent avec leurs stratégies respectives sur la solution à prendre pour gagner cette guerre. Il constitue donc un excellent portrait du récit officiel du régime de vérité.

Une analyse des pratiques discursives lors des manœuvres de palais permet de constater comment un discours de peur a été efficace contre un Président prisonnier de sa propre rhétorique d'une guerre juste et nécessaire (Engelhardt 2010 : 184). Chacune de ces manœuvres de palais s'est conclue par un discours d'Obama où il prit une décision généralement favorable aux demandes des partisans du COIN. On analyse les pratiques discursives au sein de ces manœuvres par une intertextualité, une généalogie, une double-lecture et une déconstruction de texte, d'où est extrait le récit dominant qui a si bien servi la rhétorique utilisée pour accomplir ces manœuvres de palais.

Pour extraire la généalogie des discours, on cherche à travers ceux-ci les concepts reliés à l'exceptionnalisme américain et à la prépondérance du pouvoir qui compose le récit dominant, et dont les racines discursives remontent à des épisodes historiques qui ont profondément marqué la formulation de l'identité américaine. Afin d'être efficace, le discours militariste de ces acteurs doit être inséré dans les mythes préexistants. C'est ainsi qu'on se rend compte que non seulement la peur du terrorisme a remplacé celle du communisme en employant sensiblement la même rhétorique, mais aussi que la notion de l'importance d'une forte présence militaire en Asie centrale et au Moyen-Orient a toujours été présente, d'abord dans les discours britanniques, puis chez ceux des Américains qui ont pris leur place d'hégémon. En déconstruisant ainsi leur discours, les dichotomies sous-jacentes qui contredisent la version officielle apparaissent.

Outre la généalogie, nous utilisons deux autres techniques poststructuralistes. D'une part, la méthode qui consiste en la double lecture fait ressortir les points d'instabilités qu'un texte contient, ce qui permet d'en révéler les faiblesses et d'en critiquer le récit. Ensuite l'intertextualité consiste à démontrer la relation qui existe entre les pratiques discursives, puisque leurs concepts n'ont de signification que s'ils se

réfèrent à d'autres textes (ou récits historiques) qui font déjà partie de l'imaginaire sécuritaire. Ces récits sont les mythes de l'exceptionnalisme américain et la croyance en la nécessité de la prépondérance de la puissance militaire (Melvin P. Leffler 1994 et Andrew Bacevich 2010). Ces deux récits ont engendré la mentalité de la Guerre froide, qui est elle-même à l'origine de la guerre en Afghanistan. Nous verrons au chapitre suivant comment ces deux récits ont été fondamentaux dans l'imaginaire sécuritaire des soixante dernières années. La synthèse généalogique de ces récits à travers un cadre poststructuraliste nous permet de comprendre pourquoi l'Afghanistan est vu comme un enjeu vital de sécurité nationale par les acteurs qui nous intéressent. L'analyse intertextuelle de ces récits nous permet de comprendre l'impact qu'ils ont au sein des médias et de l'élite militaire et politique à Washington (par les manœuvres de palais), afin de prolonger la durée de la guerre et augmente les budgets et le nombre de troupes.

Le rôle des médias comme courroie de transmission

Les médias jouent un rôle fondamental dans les manœuvres de palais en tant que courroie de transmission des demandes du Pentagone. Pour analyser ce phénomène, nous nous appuyons sur les textes de Barstow (2008), Robinson (2008) et Engelhardt (2010) qui démontrent bien le rôle joué par les médias dans l'expansion du militarisme. Les médias permettent aux guerriers-intellectuels, combinés à leurs *think tanks* affiliés (comme le *Project for a New American Century - PNAC*, le *Brookings Institution* ou le *Center for a New American Security - CNAS*) de définir pour le public la façon d'interpréter un problème tout en écartant des alternatives et en s'assurant qu'elles ne seront pas mentionnées (Robinson 2008 : 174). Le Pentagone fournit aux médias un approvisionnement constant de nouvelles et de spectacles qui sont ensuite diffusés comme des faits véridiques (Robinson 2008 : 175). L'analyse poststructuraliste de la guerre au terrorisme de Richard Jackson démontre à quel point la rhétorique de la doctrine Bush a engendrée un consentement massif des populations pour supporter l'invasion de l'Afghanistan, en exploitant la peur et l'anxiété engendrées par les

spectaculaires attentats du 11 septembre, vus par des milliards de personnes (Jackson 2005).

La complaisance des médias est surtout due à l'utilisation sur une base régulière d'analystes militaires invités chaque fois qu'il est question de guerre. David Barstow du *New York Times* a mené une enquête en 2008 afin de faire la lumière sur ce qu'il considère être un vaste appareil de relations publiques orchestré à partir du Pentagone, et qui sert à obtenir une couverture médiatique favorable aux discours des représentants du Département de la Défense. Cette opération de relation publique se fait à l'aide de ces agents du savoir présentés à la télévision et à la radio comme des analystes militaires ayant une longue carrière dans les Forces armées qui leur permet, dit-on, de poser des jugements objectifs sur les enjeux de politique étrangère (Barstow 2008 : 1).

Ces efforts d'abord enclenchés en 2002 afin d'obtenir un consentement populaire à la guerre en Irak qui se préparait, ont été si efficaces qu'ils continuent à ce jour grâce à l'appât de gains financiers et une allégeance envers le régime de vérité promu par les décideurs militaires. Barstow explique comment la plupart de ces analystes militaires ont des liens contractuels avec l'industrie militaire. Ces liens sont parfois inconnus des médias qui les engagent, mais collectivement, ils sont tous reliés à plus de 150 lobbyistes, consultants, politiciens et entreprises du complexe militaro-industriel (Barstow 2008 :1). Cet assemblage d'intérêts reliés à l'industrie de la guerre contribue à générer un consensus médiatique sur un imaginaire sécuritaire qui a un impact certain sur la conduite des Forces armées et de l'administration Bush puis Obama. Utilisant des archives et des interviews, Barstow démontre comment l'administration Bush a utilisé ces analystes comme une sorte de cheval de Troie pour promouvoir sa rhétorique belliqueuse dans les médias de masse (*Ibid* :1).

Des documents internes du Pentagone analysés par le *New York Times* en 2006 révélèrent la relation de symbiose qui unissait ces analystes militaires employés par les médias et leur ancien employeur, le Département de la Défense (DoD). Dans ces documents, on se réfère aux analystes militaires en les appelant des multiplicateurs du message, sur qui on pouvait compter pour véhiculer dans leurs pratiques discursives les

thèmes et les messages que le DoD souhaitait voir reproduits dans les discussions de millions d'Américains. Dans les échanges de courriels entre le Pentagone et les analystes militaires, ces derniers parlent comme s'ils opéraient derrière les lignes ennemies et certains offrent même des conseils sur la façon d'effectuer le *spin* du message.

Ces analystes militaires ont parfois davantage d'exposition médiatique que les reporters sur le terrain. Leurs actes de langages permettent d'influencer l'interprétation que le public se fait des événements, afin qu'elle soit toujours conforme avec la vision des décideurs du DoD. Ce sont d'anciens militaires, très proches de l'industrie militaire et des institutions du département de la Défense, tous en quête des accroissements budgétaires que garantiraient les guerres en Irak et en Afghanistan si elles étaient prolongées (Barstow 2008 : 6).

Pour prendre un exemple parmi tant d'autres, un analyste militaire chez *Fox News* de 2001 à 2007, le Général à la retraite Paul E. Vallely, affirmait que les journalistes américains avaient échoué à défendre la nation contre la propagande ennemie lors de la guerre du Viêt-Nam, ce qui leur avait fait perdre la guerre. Selon lui, les décideurs devaient maintenant mener des opérations de guerre psychologique non seulement contre les adversaires à l'étranger, mais aussi contre l'auditoire américain afin de renforcer la volonté nationale vers la victoire (Barstow 2008 : 5-7).

À ce sujet, Robert Fisk démontre que les journalistes ne font bien souvent que répéter les termes et slogans comme *Surge* et taliban, sans les remettre dans leur contexte. Une analyse poststructuraliste permet justement de se rendre compte que ces mots cachent une réalité plus nuancée et généralement contradictoire aux discours. On utilise le terme *Surge* pour ne pas admettre qu'on perd la guerre et qu'on a donc besoin de renforts (Fisk 2011). Taliban est un terme qui permet d'exploiter la peur, mais ne représente pas la complexité des insurgés afghans, qui ne sont bien souvent que des coalitions de tribus désabusées par les dix années d'occupations violentes de l'Afghanistan par l'OTAN (Qazi 2010).

Enfin, dans une analyse poststructuraliste, le rôle de courroie de transmission joué par les médias est central, puisque l'analyse est basée sur les discours des décideurs. Nous verrons davantage son importance dans les chapitres suivants. Maintenant que nous avons décrit notre méthodologie de recherche et le cadre d'analyse poststructuraliste, regardons à travers l'ornière de ce dernier afin de comprendre comment les penseurs stratégiques américains conçoivent la guerre, et à quel point leurs manœuvres de palais ont contribué à prolonger la durée de la guerre, et augmenter la présence militaire des États-Unis en Afghanistan.

CHAPITRE I

CONCEVOIR LA GUERRE

1.1 Le Crédo

Actuellement, au sein de l'*establishment* militaire, il y a un débat entre les adeptes du COIN et ceux du contre-terrorisme (CT). Les deux factions partagent un point de vue commun, qu'Andrew Bacevich nomme «le Crédo de la sécurité nationale », et qu'on reprend comme outil d'analyse généalogique poststructuraliste dans ce mémoire. Ce récit du Crédo est constitué d'une solide conviction chez ces intellectuels militaires en l'exceptionnalisme américain, récit partagé par la plupart des Américains sur leur devoir d'assurer l'ordre et la prospérité, et de transformer le monde par leurs valeurs américaines considérées universelles (Bacevich 2010 : 13). Pour ce faire, les Forces armées américaines doivent rechercher une prépondérance de la puissance militaire, thèse développée par Melvyn P. Leffler (1992), qui démontre que cette mentalité fortement ancrée dans l'imaginaire sécuritaire depuis 1945 est la clé pour comprendre les débuts de la Guerre froide et le développement du complexe militaro-industriel.

A l'origine de ce récit, on retrouve ce que le Président Eisenhower appelait le complexe militaro-industriel (Eisenhower 1961). Des auteurs critiques comme Andrew Bacevich (2010 et 2011) et Tom Engelhardt (2010) interprètent les guerres américaines comme la raison d'être d'un complexe militaro-industriel qui donne de l'argent, du pouvoir et des privilèges à une longue liste de bénéficiaires, nommés ou élus, présidents et directeurs généraux d'entreprise ou de lobbies, amiraux et généraux, fonctionnaires, personnalités des médias, chercheurs des universités et *think tanks*. Chaque année, le Pentagone dépense des centaines de milliards de dollars afin d'accroître et maintenir la structure des forces militaires. Cet argent sert de lubrifiant à la politique américaine en remplissant les coffres des campagnes électorales et crée des emplois dans divers domaines connexes pour l'électorat. Le complexe militaro-industriel finance l'activité de chercheurs dont les pratiques discursives ancrées dans le récit dominant justifient continuellement dans les médias l'importance accordée à ce complexe. De plus, ils

assurent qu'aucune critique ne prend trop d'importance. Finalement, ce complexe donne aux médias un spectacle perpétuel de peur qui se vend très bien pour les annonceurs et qui façonne l'identité américaine (Bacevich 2010 : 228). La réification du Crédo à travers les décennies a permis de justifier l'accroissement du complexe militaro-industriel. Mais ce ne fut pas toujours ainsi.

De la Révolution Américaine jusqu'à la guerre de Corée, les Américains avaient toujours démobilisé leurs Forces armées au lendemain d'une guerre. Mais l'ampleur de l'impact d'un événement comme la Deuxième Guerre mondiale a changé cette perception et a fait émerger le récit militaire du Crédo comme étant central à l'identité américaine. Un peuple qui avait longtemps vu une armée fédérale comme une menace à la liberté la voyait maintenant non seulement comme nécessaire à la préservation de cette liberté abstraite, mais il fallait en augmenter la taille et les moyens. Comme le démontre le Colonel à la retraite Andrew Bacevich, un examen des soixante dernières années de la politique étrangère américaine révèle d'importants éléments de continuité qu'il nomme le Crédo de la sécurité nationale, et que nous reprenons dans notre analyse.

Issu de l'imaginaire sécuritaire, ce Crédo consiste en une conviction profonde que les États-Unis doivent maintenir une prépondérance militaire globale face aux menaces existantes ou anticipées et qui sont contrées par une politique d'intervention armée à l'étranger (Bacevich 2010 : 14). Il perpétue le récit de l'exceptionnalisme américain et se développa en un consensus sur les menaces aux intérêts américains et les moyens de les contrer, et ce, peu importe qui occupe la Maison Blanche. Le Crédo étend son influence à toutes les institutions qu'on associe à la sécurité nationale comme le Département d'État ou le Département de la Défense et les nombreuses agences fédérales de renseignement et d'espionnage, mais aussi à l'industrie de l'armement et aux médias qui s'en font parfois les porte-parole (comme le *New York Times* et le *Washington Post*). La perception des militaires est qu'il est risqué de remettre le Crédo en cause lorsqu'on veut faire carrière dans ces institutions (Bacevich 2010 : 15).

Bacevich énumère quatre piliers qui définissent ce récit et qui sont une constante dans toutes les pratiques discursives officielles depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Premièrement, le monde doit être organisé et façonné. En absence d'organisation, le chaos règne. Lorsqu'on parle d'ordre, on se réfère bien sûr à la prémisse hobbesienne selon laquelle l'homme est un loup pour l'homme et qu'il faut donc essayer d'avoir le monopole de la violence qui permet de garantir cet ordre. L'*establishment* militaire des États-Unis croit fermement qu'il doit assurer une prépondérance de la puissance afin de garantir cet ordre (Bacevich 2010 : 21).

Deuxièmement, seuls les États-Unis possèdent les capacités et l'obligation morale d'assurer cet ordre mondial. Aucune autre nation n'a la vision, la sagesse et la volonté que nécessite une telle entreprise (*Ibid* 2010 : 21).

Troisièmement, cet ordre est basé sur la prémisse que la liberté, la démocratie, et la chance pour tous d'atteindre le rêve américain, sont des principes universels (*Ibid* 2010 : 21). En envahissant l'Afghanistan et l'Irak, le Président George W. Bush avait proclamé sa croyance messianique que tous les peuples désiraient la liberté, peu importe le contexte culturel; « *La liberté, disait Bush, est le cadeau universel donné par Dieu tout-puissant* » (cité dans West 2011 : 112). Comme nous allons le voir, on retrouve la même idée dans les discours d'Obama.

Quatrièmement, qu'on soit républicain ou démocrate, le Crédo de la sécurité nationale repose sur une Foi qui considère les États-Unis comme une nation exceptionnelle qui exprime un intérêt collectif pour l'ensemble de l'humanité. On retrouve le Crédo dans les discours de tous les décideurs américains, peu importe l'allégeance politique (*Ibid* 2010 : 21).

Cette énumération que fait Bacevich définit cette croyance en l'exceptionnalisme américain, et comme nous allons le voir ici, on retrouve ces quatre prémisses au travers des discours sur la guerre en Afghanistan. Les décideurs américains semblent tous tenir pour acquis que le penchant interventionniste des États-Unis et l'accroissement de son

appareil coercitif ne sont pas une source d'inquiétude, mais un réconfort face à des menaces qui sont amplifiées par ces mêmes décideurs. Pour les adeptes du Crédo, quitter l'Afghanistan engendrerait d'avantage de guerres. Finalement, de mettre en doute le Crédo, c'est se marginaliser dans les débats, puisque ces concepts sont enracinés de façon profonde dans les mentalités, si bien que les débats sur la sécurité nationale dans les médias de masse et les institutions politiques s'élèvent rarement au-delà d'enjeux techniques. Le lourd processus bureaucratique, les emplois et budgets qui sont en jeu font en sorte de maintenir le statu quo et engendrent ce qu'on pourrait qualifier d'état de guerre permanent (Bacevich 2010 : 21).

Après plus de soixante ans, ce récit fait toujours consensus dans les pratiques discursives de la plupart des institutions et médias. Il ne faut donc pas s'étonner que les Américains aient été plutôt passifs devant la militarisation grandissante de leur politique étrangère. Avec la chute du rival soviétique en 1991, les leaders américains ont de plus en plus agi selon la prémisse que les bénéfices de l'usage de la force compensaient les risques. Les citoyens se sentent peu concernés, puisque la guerre est devenue un spectacle qui inflige peu de malheur évident à la majorité de la population.

1.2 De la Guerre froide à la guerre en Afghanistan

Nous reprenons aussi la thèse de Leffler qui se combine assez bien avec le Crédo tel qu'exposé par Bacevich. Selon Leffler, le récit engendré par le traumatisme de la Deuxième Guerre mondiale a constamment été justifié depuis par des discours de peur face à un ennemi désigné qui menace la liberté. En mars 1947, le Président Truman annonça sa nouvelle doctrine d'endiguement de l'URSS et offrit une assistance économique et militaire à l'Europe et à la Turquie qui allait devenir le plan Marshall. Ce que les Américains craignaient à l'époque n'était pas une agression militaire soviétique (ces derniers n'en avaient pas encore les moyens), mais le fait que les conséquences de la dernière Guerre mondiale avaient grandement affaibli les pays d'Europe et d'Asie, et ils craignaient donc que les communistes exploitent ces faiblesses à leur avantage. Truman

rappelle d'ailleurs dans ses mémoires que si les États-Unis ne faisaient rien, les communistes prendraient le pouvoir dans plusieurs pays d'Europe (Leffler 1994 : 56). Pendant l'été de la même année, le Président signa le *National Security Act* qui officialisait la création du *National Security Council* (NSC), du *Joint Chief of Staff* (JCS), de la CIA et qui fusionnait les divers départements des forces armées pour former ce qui allait devenir le Département de la Défense (DoD) (Leffler 1994 :58-61). L'ensemble de ces institutions ont été le fer de lance du complexe militaro-industriel dans la militarisation de la politique étrangère des États-Unis et de nos jours absorbent plus de 50% du budget du gouvernement fédéral (Kucinich 2011).

Pour mobiliser les Américains derrière ce vaste effort de militarisation et de dépense à l'étranger, Truman affirme qu'il fallait les convaincre que leur liberté était en danger. Le Sénateur Vanderberg alla même jusqu'à dire que Truman devait faire peur aux Américains et que l'heure était venue où les nations devaient prendre position entre deux modes de vie (Leffler 1994 : 58). La doctrine Truman et le plan Marshall furent des actions décisives du déclenchement de la Guerre froide. Ces politiques provenaient de la peur que causaient l'incertitude quant au futur et les expériences du passé. Des Américains de toutes les régions et strates de la société acceptèrent le nouveau rôle d'hégémon qu'on affirmait être leur responsabilité après la victoire sur les nazis et les Japonais. Les politiciens et les hommes d'affaires voyaient dans ce consensus naissant sur la menace communiste, une opportunité pour s'attaquer aux syndicats. L'industrie militaire inonda les caisses électorales d'aspirants sénateurs et membres du Congrès qui ne se gênèrent pas pour exagérer la menace soviétique dans leur discours afin de décrocher des contrats militaires pour leurs contributeurs (Leffler 1994: 79).

Ces initiatives américaines eurent un effet d'accroissement de la peur au sein du Kremlin, qui sortait affaibli d'une longue guerre contre l'Allemagne (la deuxième en vingt-cinq ans) et qui avait détruit une grande partie de son potentiel industriel et causé la mort de 27 millions de ses citoyens. La paranoïa ainsi engendrée amena l'Union Soviétique à adopter une position plus radicale et à augmenter considérablement ses moyens de défense, ce qui enclencha la course aux armements et 45 ans de guerre froide

et de tension entre les deux superpuissances. Le résultat aux États-Unis fut le développement d'un imposant appareil de sécurité nationale, que certains appellent le complexe militaro-industriel ou le *National Security State*, et qui imprégna dans l'esprit des décideurs américains ce régime de vérité selon lequel la sécurité des États-Unis n'était assurée que par la prépondérance de leur force militaire partout sur la planète (Leffler 1994 : 64).

Du point de vue de Washington, il n'y avait pas d'autre alternative que de continuer à bâtir une configuration de ses forces qui sauvegardaient ses intérêts à l'étranger et assuraient une prépondérance militaire. Pour les décennies qui suivirent, les tactiques changèrent fréquemment, mais la stratégie demeurait fondamentalement la même. La guerre en Afghanistan est directement issue de cette continuité.

Dans les récits des conseillers de Truman et des présidents qui suivirent, on affirme que la sécurité nationale des États-Unis devant la soi-disante menace soviétique allait diminuer s'ils n'assuraient pas une prépondérance militaire en élargissant leur force armée. Si les États-Unis n'étaient pas assez menaçants, les Soviétiques seraient plus téméraires et accéléreraient leur expansion. Selon eux, la leçon apprise dans la dernière Guerre mondiale était claire; il fallait assurer la sécurité de la nation par une prépondérance de la puissance militaire, autrement l'ennemi serait tenté d'utiliser la force. Et puisqu'ils étaient imprégnés de cette croyance envers l'exceptionnalisme, ils avaient le devoir moral d'agir ainsi. Dans ce contexte, l'invasion de la Corée du Sud par le Nord en 1950 ainsi que la crise au Viêt-Nam furent des occasions d'accroître l'appareil militaire américain (Leffler 1994 : 103) et renforcer son Crédo. En janvier 1951, Truman exprima ses craintes qui allaient devenir la pierre d'assise du Crédo:

If Western Europe were to fall to Soviet Russia, it would double the Soviet supply of coal and triple the Soviet supply of steel. If the countries of Asia and Africa should fall to Soviet Russia, we would lose the sources of many of our most vital raw materials, including uranium, which is the basis of our atomic power. And Soviet command of the free nations of Europe and Asia would confront us with military forces which we could never hope to equal. In such a situation the Soviet Union could impose its demands on the world, without resort to conflict, simply through the preponderance of its economic and military power (Truman cité dans Leffler 1994 : 110).

À partir de ce récit, la politique étrangère militariste des États-Unis, qui avait comme objectif d'assurer l'ordre international, le libre marché et les libertés personnelles,

eut parfois l'effet inverse. Elle détourna une grande part de l'économie américaine vers l'accroissement d'un complexe militaro-industriel et l'élaboration d'un consensus sur les décideurs. La rhétorique anticommuniste domina bien vite le discours public et, soixante ans plus tard, comme nous allons le voir, elle fut recyclée par l'administration Bush puis par celle d'Obama, la peur du communisme faisant alors place à la peur du terrorisme islamique.

William Appleman Williams démontre que la politique étrangère expansionniste des États-Unis tout au long de son histoire a été formulée par des hommes qui provenaient des milieux industriels et financiers et qui avaient fait le saut en politique (Williams 1969 : 4-35). Même si leur discours était issu du récit de l'exceptionnalisme américain, leur action était aussi motivée par l'obtention ou le maintien de marchés pour les surplus de production et l'acquisition de matières premières à bas prix. L'expansion de la U.S. Navy à la fin du XIX^e siècle en une force capable de rivaliser avec la puissante Royal Navy est issue du lobbying des politiciens des États agricoles du Sud et du Midwest américains qui voulaient assurer des débouchés commerciaux sur les autres continents pour leur surplus de production. Ce mouvement se transforma éventuellement en diplomatie de la canonnière et de la porte ouverte (Williams 1969 : 4-35). Il en va de même pour la doctrine Carter prononcée par le Président du même nom le 23 janvier 1980 lors de son discours sur l'état de l'Union. Faisant écho aux craintes de Truman, il déclarait que la région du Golfe Persique était un enjeu de sécurité nationale pour l'approvisionnement en pétrole des États-Unis (Warnock 2008 :66). Deux mois plus tard, le département de la Défense créait le *Rapid Deployment Joint Task Force* chargé de la gestion des Forces armées américaines dans la région et qui deviendra éventuellement le *United States Central Command* (CENTCOM), qui commande aujourd'hui la guerre en Irak et en Afghanistan et qui est si concernée par la question de l'Iran et l'instabilité au Pakistan.

En constatant la continuité dans les actes de langage des soixante dernières années, on retrouve, sous-jacentes aux discours sur *Al Qaeda* et la prolifération des

islamistes, sensiblement les mêmes peurs et angoisses qu'exprimait Truman en 1947. C'est cette peur qui a maintenu le Crédo en place depuis.

Avec la chute de l'empire soviétique au début des années 1990, le récit de l'exceptionnalisme américain semblait se confirmer. Libéré du carcan soviétique, c'est toute l'Asie centrale, le Caucase et l'Europe de l'Est qui s'ouvraient désormais à l'expansionnisme américain, tel un nouveau *Far East*. En juin 1997, un groupe d'intellectuels provenant des *think tanks* et des milieux conservateurs de Washington DC, se nommant *Project for the New American Century* (PNAC), publia un manifeste dans lequel ils appelaient à l'élaboration d'une force militaire forte et prête à intervenir partout où l'intérêt national des États-Unis serait en jeu. Pour ces intellectuels belliqueux qui considéraient Washington comme la seule superpuissance mondiale garante des vérités universelles, intérêt national signifiait maintenant partout. Concrètement, ils appelaient à un accroissement massif des dépenses militaires (Kristol 1997).

Parmi ces auteurs, on retrouvait l'ancien Secrétaire à la Défense Dick Cheney qui devint Vice-Président en 2001, Donald Rumsfeld qui devint le Secrétaire de la Défense et Paul Wolfowitz son assistant. Zalmay Khalizad sera le premier ambassadeur à débarquer en Afghanistan après le renversement du régime taliban en 2001. Quant à Elliot Abrams et Aaron Friedberg, ils obtinrent des postes au sein du *National Security Council* sous l'Administration Bush fils. Comme le mentionne Engelhardt, c'est probablement la première fois qu'un *think tank* arrivait au pouvoir et mettait aussitôt en pratique leurs suggestions (Engelhardt 2011). Treize ans plus tard, nous sommes toujours embourbés dans les guerres qu'ils ont enclenchées. Dans les pages suivantes, nous allons tenter de démontrer que leurs pratiques discursives reprises par l'Administration Obama, s'inscrivent dans la continuité de ce récit forgé par la Guerre froide, et qui a été exacerbé par cette «victoire» obtenue aux dépens du rival soviétique qu'on avait vaincu par cinquante ans d'endiguement, tel que professé autrefois par l'administration Truman.

La guerre en Afghanistan ne fait pas exception à ce récit. Comme nous allons voir, les décideurs, prisonniers du Crédo, partagent tous la conviction que de mettre un terme à leur présence militaire en Asie centrale serait faire preuve de faiblesse et permettrait aux

islamistes radicaux de commettre des attentats terroristes en Amérique (Woodward 2010 : 127). Pour justifier cette présence, le spectre du 11 septembre est constamment invoqué, et leurs discours de peur rappellent le même régime de vérité que leurs prédécesseurs depuis soixante ans. C'est en faisant appel au Crédo que nos guerriers-intellectuels du COIN semblent réussir à faire prolonger la guerre.

Simon Dalby explique comment les militaires opèrent leur analyse du monde avec une ontologie d'anarchie structurelle à l'intérieur de laquelle les acteurs sont arbitrés par la violence, ce qui les condamne à un éternel retour à la guerre. Les menaces (comme le terrorisme islamique) sont articulées par des *tropes* géopolitiques, qui produisent une identité reliée au danger. On retrouve dans le Crédo des militaires et leurs *think tanks* associés, une prémisse de compétition entre des entités potentiellement antagonistes combinées à une utilisation de la coercition comme ultime solution d'arbitrage. Par le Crédo, ils ont interprété l'effondrement de l'URSS comme une victoire de leur idéologie et une preuve que leur méthode est nécessaire au maintien de l'ordre mondial (Dalby 2008 : 283).

Dans le même ordre d'idées, François Debrix démontre comment les formulations de politique étrangère sont souvent des simplifications sans nuance et d'images-chocs qui construisent une géopolitique de tabloïd (Debrix 2008 : 5). Lorsqu'on fait une généalogie de la géopolitique de l'Asie Centrale, on retrouve une continuité dans la pensée d'intellectuels proches du pouvoir comme Mackinder (1905), Kennan (1946), Brzezinski (1979) et Wolfowitz (1997). À leur époque respective, ils ont été très influents dans l'élaboration du récit du « Grand Jeu » auprès des dirigeants politiques. Ce terme de « Grand Jeu », inventé par le géographe Halford Mackinder, fait référence au récit de la rivalité entre les puissances coloniales au XIXe siècle pour le contrôle de l'Asie Centrale. Ce terme a été remis à la mode du jour à plusieurs reprises au siècle suivant par les auteurs énumérés plus haut, Brzezinski parlant même de « Nouveau Grand Jeu » (Eisenbaum 2005). Ce récit est un parfait exemple de géopolitique de tabloïde, qui a fait du contrôle de l'Asie centrale un impératif de sécurité nationale, d'abord pour l'Empire britannique, puis pour l'hégémonie militaire des États-Unis.

D'ailleurs, Robert D. Kaplan, qui travaille pour le *Center for a New American Security* (qui, nous allons voir, est un *think-tank* très proche de l'administration Obama et des intellectuels guerriers), a ressuscité les théories de MacKinder en 2009 afin de légitimer la politique de l'administration Obama dans la région (Kaplan R. 2009). Kaplan rappelle que le père de la géopolitique, Halford Mackinder, affirmait pendant l'âge d'or victorien que l'intérêt de l'Empire britannique était d'empêcher l'émergence d'une superpuissance continentale englobant l'entièreté de l'Eurasie. Ses théories avaient à l'époque servi de motivation à l'intervention accrue des Britanniques au Moyen-Orient et dans la périphérie de leur colonie de l'Inde (Kaplan, R. 2009). Redevenue la théorie à la mode, le « Grand Jeu » de Mackinder, qu'on retrouvait aussi dans les pratiques discursives de l'administration Truman, est à nouveau mis de l'avant par les intellectuels qui tentent de justifier la nécessité de la guerre en Afghanistan (Eisenbaum 2005).

1.3 Les doctrines militaires issues du Crédo

Pour Nick Turse (2010) et Bacevich (2010), quand vient le temps d'expliquer l'échec en Afghanistan, la plupart des intellectuels qui travaillent au sein du Pentagone et de ses multiples branches semblent vouloir assurer la continuation de cette guerre, car il en va de leur carrière et de leur budget. Deux arguments principaux sont utilisés par ces intellectuels afin d'expliquer ce qui n'a pas marché en Irak et en Afghanistan. Pour une certaine frange, c'est parce qu'on n'en a pas fait assez. Les invasions issues de la doctrine Bush, avec sa *Revolution in Military Affairs* (RMA) amenée par Rumsfeld, n'avaient pas assez de troupes au sol et comptaient sur la suprématie aérienne et technologique pour compenser. Le désavantage de cette stratégie était que les frappes aériennes (aux prétentions chirurgicales) tuaient beaucoup de civils, ce qui aliénait la population. L'alternative est donc d'accroître le nombre de troupes sur le terrain afin qu'elles pratiquent le *counter-insurgency* (le COIN).

Par contre, les hauts-gradés qui s'opposent au COIN affirment que les causes de l'échec sont dues à l'instabilité dans la zone frontalière afghano-pakistanaise, qui sert de

refuge aux talibans, d'où ces derniers organisent des opérations dans les deux pays (avec parfois la complicité d'un gouvernement corrompu) afin de reprendre le pouvoir. Pour ces intellectuels, il faut donc étendre le conflit au Pakistan en employant des drones et des assassinats ciblés par des Forces spéciales, méthode appelée « *counter-terrorism* » (CT) et ne garder qu'une faible présence sur le terrain (Turse 2010 : 47). Voyons d'abord les racines de ce débat entre les partisans du COIN et du CT en faisant un court rappel historique à travers une généalogie du récit des doctrines militaires.

L'expérience du Viêt-Nam fut particulièrement pénible pour l'ensemble des militaires américains qui y participèrent et causa un profond traumatisme sur l'ensemble de la société américaine, qui avait l'impression d'avoir participé à une guerre injuste. De son expérience au Viêt-Nam, un officier ambitieux et influent nommé Colin Powell avait tiré cette leçon; les longues guerres sans objectif bien défini avaient un effet désastreux sur la crédibilité de l'institution et devaient être évitées à tout prix. D'ailleurs, tous les manuels d'expertises en contre-insurrection basés sur l'expérience au Viêt-Nam furent supprimés des *corpus* des académies militaires comme *West Point*. Pour assurer le Crédo, les forces armées américaines devaient éviter les guerres de position et de contre-insurrection et concentrer leurs efforts dans la guerre de manoeuvre pour mettre de l'avant toute leur puissance de feu et leur mobilité et arriver à une conclusion rapide et décisive. Ultiment, il fallait éviter la guerre et miser sur la dissuasion par la prépondérance militaire (Bacevich 2010b : 155).

En se basant sur cette interprétation du Crédo, les militaires des années 1980 et 1990 élaborèrent ce qu'ils appelaient la *Revolution in Military Affairs* (RMA). Les conflits du passé étaient des escarmouches confuses à l'issue incertaine. Les guerres du futur seraient menées par les merveilles des technologies de communication, d'information et de précision, qui feraient de la manoeuvre militaire et la puissance de feu américaine une chorégraphie orchestrée par un état-major libéré du brouillard de la guerre, et aucun adversaire ne serait capable de rivaliser avec la seule superpuissance mondiale. En cette nouvelle ère marquée par la fin de la Guerre froide et que certains

appelaient avec enthousiasme le siècle américain, on croyait enfin avoir atteint la prépondérance de la puissance (Bacevich 2010 : 161).

L'éclatante et rapide victoire en quarante-sept jours de l'hiver 1991 lors de la guerre du Golfe galvanisa les promoteurs de la RMA. Ils avaient vaincu aisément et sans trop de pertes les armées de Saddam Hussein, que le battage médiatique présentait comme un Hitler des temps modernes à la tête d'une des plus grandes forces militaires au monde. Absent du récit était le fait que Saddam Hussein avait été, en quelque sorte, un produit de la doctrine Carter et du CENTCOM pour contrer la Révolution iranienne et que ses armées étaient édentées par huit ans de conflit contre l'Iran qui fit plus d'un million de morts. Mais le RMA prit tout son essor au sein du Pentagone avec la nomination par George W. Bush de Donald Rumsfeld comme Secrétaire à la Défense, et c'est dans cette arrogance causée par une trop grande confiance envers le RMA et le récit de la fin de la Guerre froide qu'il faut comprendre le contexte de l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak (Bacevich 2010 : 161).

Après les succès des invasions initiales, la réalité les rattrapa très vite. Comme au Viêt-Nam, malgré toute la panoplie d'armes et de technologie de pointe en leur possession, les États-Unis furent incapables de transformer leur victoire tactique en quelque chose de tangible sur l'issue de la guerre. On voulut compenser le peu de troupes au sol par la suprématie aérienne, mais les bombardements aériens firent des milliers de victimes innocentes. Les Forces américaines menèrent des raids de nuit dans les quartiers soupçonnés d'abriter des insurgés, terrorisèrent des mères et leurs enfants et enfermèrent des hommes innocents dans des prisons surpeuplées qui se transformèrent en incubateurs de résistants anti-américains. Ces derniers utilisant de plus en plus des bombes cachées aux bords des routes et des embuscades camouflées au sein des populations civiles, rendirent toutes les théories de la RMA caduques, après que cette dernière eut pour effet d'aliéner les cœurs et les esprits qu'ils étaient venus « libérer ». Cette violence en spirale promettait d'éterniser une guerre dont les objectifs devenaient de moins en moins clairs. Des doctrines qui apparaissaient autrefois liées aux guerres du futur devinrent bien vite des fictions du passé (Bacevich 2010 : 165).

1.4 L'émergence du COIN comme paradigme dominant

Devant ces cuisants échecs apparut une contestation de la part de plusieurs officiers au sein des Forces armées américaines qui, de génération plus jeune, n'avaient pas connu le traumatisme du Viêt-Nam. Le plus célèbre était le Général David J. Petraeus que Bacevich décrit comme ayant le talent particulier de courtier, c'est-à-dire de cultiver des relations avec des figures influentes et haut placées qui pourraient lui rendre la faveur en temps voulu. Petraeus avait obtenu un Ph. D. de Princeton dont le sujet portait le titre équivoque de *The American Military and the lessons of Viêt-Nam* et dans lequel il écrivait : « *Domestic support for Viêt-Nam had eroded because the public sensed that things were going badly* » (Petraeus 1987 : 241).

Coïncidant avec les théories poststructuralistes qui commençaient à émerger à la même époque, Petraeus concluait : « *Perceptions of reality {...} more so than objective reality, are crucial to the decisions of statesman. What policy maker believe to have taken place in any particular case is what matters more than what actually occurred* » (Petraeus 1987 : 241).

Cette dernière citation est, selon nous, la base théorique qui permet la réussite des manœuvres de palais. Le fait que Petraeus en faisait déjà un élément central de sa théorie écrite dans les années 80, démontre qu'il est capable de façonner la perception des décideurs et les événements qui suivirent le prouvent hors de tout doute.

Petraeus servit en Irak où il gravit les échelons jusqu'à être nommé Lieutenant-Général en 2004 et chargé du transfert de sécurité des Forces américaines vers les Forces irakiennes qu'il avait aussi la charge de former dans un contexte où la violence insurrectionnelle augmentait chaque mois. Son habileté à manœuvrer au sein de la bureaucratie lui permit à son retour aux États-Unis en septembre 2005, de procéder à la rédaction d'un nouveau manuel de contre-insurrection pour les Marines et les Forces armées. Il bénéficia des conseils d'influents intellectuels membres des Forces armées que les médias décrivaient comme des guerriers-intellectuels (Miller et Mills 2010 : 207).

Bien que ces guerriers-intellectuels se perçoivent comme des critiques de l'*establishment* militaire, ils étaient surtout des théoriciens qui s'étaient plongés dans les vieux ouvrages de contre-insurrection datant des luttes coloniales du siècle précédent.

Trois des plus importants, le Britannique Montgomery McFate, l'Australien David Kilcullen et l'Américain John Nagl, étaient tous des anthropologues qui s'étaient démarqués par leurs écrits, mais surtout par leur participation dans des opérations militaires où ils mettaient en pratique leurs théories de contre-insurrection (Miller et Mills 2010 : 207). Avec Petraeus et plusieurs autres, ils procédèrent pendant l'année 2006 à la rédaction du manuel de contre-insurrection au nom peu *glamour* de FM 3-24. Publié en décembre 2006 dans un tapage médiatique sans précédent pour une publication militaire, il fut téléchargé plus d'un million de fois après que Petraeus eut déclaré aux médias que le FM 3-24 était sur la table de chevet du Président, du Vice-Président, du Secrétaire à la Défense et de vingt et un des vingt-cinq membres du Comité sénatorial des Forces armées (cité dans Bacevich 2010 : 196). Cette simple affirmation est sûrement l'une de ses déclarations qui contribua le plus à sa popularité, comme nous allons le voir. Mais d'abord, attardons-nous au contenu du FM 3-24.

La théorie de contre-insurrection (COIN) telle qu'élaborée par Petraeus et ses guerriers-intellectuels est basée sur trois principes : nettoyer (*clear*), tenir (*hold*) et bâtir (*build*). Premièrement, on nettoie en séparant la population des insurgés en installant parmi eux des soldats américains. Puis, il faut tenir, notamment en donnant de l'argent et des projets de construction à la population afin de gagner leur loyauté. Finalement on construit en remplaçant les soldats américains par des agents locaux honnêtes et loyaux envers le gouvernement central. Bien que les soldats américains puissent se défendre en cas d'attaques, tuer des insurgés ne permet pas de vaincre l'insurrection. La victoire est assurée seulement lorsque la population consent à la légitimité du gouvernement et arrête d'appuyer l'insurrection (Petraeus 2006 : 20-29).

Le FM 3-24 prétendait qu'il pouvait préparer les officiers de l'Armée et des Marines à mener une contre-insurrection (COIN) n'importe où dans le monde. Il reprenait de plus les clichés du récit de l'exceptionnalisme américain en affirmant qu'une force

malveillante qui cherche à changer le monde entier, comme *Al Qaeda*, offrait un exemple d'une insurrection qui pouvait mettre en danger la prépondérance militaire américaine. Pour contrer cette menace, il fallait une stratégie de riposte globale qui intervient pour désamorcer les réseaux et ressources qui soutiennent l'insurrection (Petraeus 2006 : 4-6).

Selon le Lieutenant Colonel John Nagl, qui a participé à la rédaction du manuel et servi de conseiller à Petraeus, les événements du 11 septembre démontrèrent hors de tout doute que l'instabilité dans un pays éloigné (l'Afghanistan) avait des conséquences pour la sécurité des Américains peu importe où ils se trouvent. Il ajoute que

instability creates ungoverned spaces in which violent anti-American radicals thrive. Yet if instability anywhere poses a threat, then ensuring the existence of stability everywhere—denying terrorists sanctuary in rogue or failed states—becomes a national-security imperative. Define the problem in these terms, and winning battles becomes less urgent than pacifying populations and establishing effective governance (cité dans Bacevich 2008 : 1).

Nagl retombe ainsi dans tous les clichés du Crédo. Il s'agit là d'un exemple clair de l'évocation de l'altérité qui sous-entend l'identité américaine, confrontée à des sanctuaires de terroristes qui peuvent tuer si on n'intervient pas dans ces régions éloignées. C'est aussi un excellent exemple de géopolitique de tabloïde. La guerre au 21^e siècle n'a plus comme objectif la domination militaire sur terre, sur mer et dans les airs, mais plutôt de changer complètement une société pour la rendre compatible aux intérêts américains (Bacevich 2008). Après avoir aidé à la rédaction du FM 3-24, Nagl devint le président du *Center for a New American Security*, dont nous allons parler plus loin dans ce texte.

1.5 Contre-terrorisme versus contre-insurrection

En 2007, la popularité médiatique grandissante de Petraeus n'est sûrement pas étrangère à son obtention du commandement des Forces américaines en Irak où il alla appliquer son modèle de contre-insurrection développé dans le FM 3-24. Le culte de la personnalité qui enveloppait déjà Petraeus chez les commentateurs militaires dans les médias servit à obscurcir la réalité que la campagne de contre-insurrection qu'il commanda en Irak de

2007 à 2008 n'eut pas le succès qu'on lui prêtait. C'est ce qu'affirme le Lieutenant-Colonel Gian Gentile, le plus virulent opposant à la doctrine du COIN. Il considère que celle-ci s'éloigne trop des principes de Clausewitz et de l'art de la guerre. Gentile remet en doute le mythe que le COIN ait diminué la violence en Irak et affirme même qu'il a contribué à aliéner davantage la population civile (Gentile 2008). Il ajoute que le succès perçu dans l'application du COIN par Petraeus en Irak est avant tout une manifestation de *group think* et que le narratif de ce que les médias appellent le *Surge* de Petraeus est entretenu par toute une succession de textes complaisants qui affirment faussement qu'en Irak, Petraeus a réussi à nettoyer, tenir, puis construire.

Gentile résume ce récit qui considère qu'avant 2007, l'Armée ne pratiquait pas de contre-insurrection, mais qu'elle a finalement vu la lumière en lisant le FM 3-24. Elle envoya donc cinq brigades en renfort à Bagdad pour appliquer les théories nouvellement découvertes, et réussit ainsi à diminuer la violence et pacifier la ville. Mais selon Gentile, cette lecture des événements est erronée. Le COIN et Petraeus n'expliquent en rien cette baisse de violence, puisque celle-ci est plutôt reliée aux milices chiites qui ont expulsé par la violence la presque totalité de leurs rivaux sunnites hors de Bagdad. Ils auraient ainsi cessé leur insurrection face à un gouvernement irakien composé de Chiites dans les bonnes grâces des mollahs iraniens et par la décision de l'armée américaine d'acheter la paix aux 90 000 miliciens sunnites dans le reste du pays (Gentile 2008). Malgré une baisse marquée de la violence à Bagdad, le niveau qui y régnait ensuite aurait été perçu et décrit dans n'importe quel autre pays comme le signe d'un État défaillant (Bacevich 2010 : 203). Mais dans le récit des guerriers-intellectuels, les causes de la victoire devaient être l'œuvre d'Américains, et Petraeus savait suffisamment bien exploiter sa célébrité médiatique pour s'approprier le succès obtenu en Irak.

Bacevich et Gentile démontrent que la perception que Petraeus et ses guerriers-intellectuels se font des guerres en Irak et en Afghanistan est largement influencée par une lecture révisionniste de la guerre du Viêt-Nam. Le récit qui soutient le COIN se fonde ainsi sur une interprétation voulant que la guerre du Viêt-Nam aurait pu être gagnée si on avait laissé plus de temps aux militaires. Dans la thèse de doctorat de Petraeus, il conclut

qu'après que les méthodes brutales de « recherche et destruction » mises en place par le Général Westmorland eurent aliéné la population vietnamienne, l'état-major le remplaça en 1968 par le Général Abrams, qui mit en place une stratégie de contre-insurrection qui aurait eu du succès si la population américaine paniquée par une fausse perception des événements n'avait pas contraint les politiciens à retirer les troupes du Viêt-Nam (Petraeus 1987 : 300).

On retrouve la même lecture révisionniste dans les écrits de John Nagl qui déclare qu'en renonçant aux doctrines de contre-insurrection après la défaite au Viêt-Nam en 1972, le corps des officiers s'était placé dans une situation qui serait fatale trente ans plus tard lors de l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak. Dans l'imaginaire collectif des adeptes du COIN, la campagne avortée du Général Abrams sert donc de précurseur à la campagne brillamment orchestrée par le Général Petraeus et renforce le mythe en le plaçant dans une continuité narrative (Bacevich 2008).

Le Lieutenant-Colonel Gentile, quant à lui, est catégorique sur ce qu'il traite de fiction et il contre-attaque en affirmant que la guerre au Viêt-Nam n'était pas gagnable vu la cohésion et la persévérance d'une insurrection bénéficiant du support de la population contre une puissance américaine ne disposant d'aucun de ces attributs. Pour lui, si le corps d'officiers avait tourné le dos à la doctrine de contre-insurrection c'était parce qu'il était davantage concerné par les divisions mécanisées soviétiques aux frontières de l'Europe de l'Ouest que par une guérilla dans un pays du Sud-Est asiatique (Bacevich 2008 : 2).

Faisant écho à la thèse de Petraeus que ce sont les perceptions qui comptent plutôt que la réalité, Bacevich démontre que, dans le cas de l'Irak, la contre-insurrection n'a en rien conduit à une réduction de la violence, mais cette réalité n'est pas prise en compte par le régime de vérité du Pentagone qui préfère la version de Petraeus et des *think tanks* qui lui sont reliés, dont le *Center for a New American Security* (Bacevich 2010 : 186).

Un auteur français du nom de Pierre Chayeron a habilement démontré comment cette rhétorique de guerre centrée sur la protection des populations dissimulait en réalité

une coercition violente sur des populations civiles. De plus, le problème de cette doctrine est qu'elle conduit à investir dans les régions où la rébellion est établie alors que celles qui sont déjà acquises sont délaissées et peuvent rebasculer dans l'insurrection. C'est la raison pour laquelle, selon cet auteur, les pratiquants du COIN n'ont jamais assez de troupes et en réclament toujours plus de la part de Washington (Chayeron 2010).

En redonnant une apparence de légitimité aux activités guerrières, le COIN, qui est présenté comme une solution humaniste, peut ainsi prétendre inscrire les actions dans la continuité de l'exceptionnalisme américain et assurer la sécurité nationale. La doctrine de COIN a permis de restaurer une confiance chez l'élite envers l'appareil militaire sans que rien ne change vraiment dans les méthodes, entre la période de Bush et d'Obama (Bacevich 2010 : 186). On en vient presque à penser que le COIN vise davantage à gagner le cœur et les esprits des politiciens de Washington que ceux des tribus d'Irak et d'Afghanistan.

Ainsi, au printemps 2008, le Général Petraeus revenant d'Irak, auréolé d'une victoire construite par les services de relations publiques du Pentagone, présida un comité chargé de sélectionner parmi 1 000 colonels, ceux qui seraient promus au rang de Brigadier-Général. Scott Tyson du *Washington Post* rapporte à l'époque des témoignages de hauts gradés énonçant que la plupart des colonels choisis s'étaient démarqués en Irak pour leur méthode non conventionnelle et inspirée de la stratégie contre-insurrectionnelle. Tyson cite les propos du général à la tête du *Army War College* qui déclare que cela imprégna profondément l'influence de Petraeus sur le reste de l'institution. Selon cet instructeur, le meilleur moyen de changer les habitudes de la *U.S. Army* est au niveau du Brigadier-Général et cela envoie le message de quelle méthode (ou pratique discursive) un aspirant doit adopter pour promouvoir sa carrière (Tyson 2008).

Toute cette histoire autour de la popularité du COIN avait engendré un débat interne au sein de Forces armées, et qui avait des répercussions jusqu'aux décideurs de l'administration civile. Les principaux protagonistes de ce débat étaient tous des vétérans de l'Irak et de l'Afghanistan qui se demandaient pourquoi l'expérience dans ces pays avait si mal tourné et quelle leçon en tirer pour l'avenir (Bacevich 2008).

Fred Kaplan, dans un article paru en mars 2009, résuma assez bien les arguments et les protagonistes de ce débat. Les promoteurs de l'approche de contre-terrorisme (CT), dont le Vice-Président Joe Biden est l'un des plus farouches partisans, considèrent que les États-Unis sont en Afghanistan seulement pour empêcher *Al Qaeda* de se reformer et planifier de nouveaux attentats. Selon Biden, il faut laisser aux Afghans la responsabilité de pacifier leur pays, et bien qu'il soit d'accord à ce qu'on leur fournisse de l'assistance économique, les troupes américaines devraient se concentrer seulement sur la chasse aux terroristes. Une telle approche, qui remonte aux doctrines appliquées au début de l'époque de George W. Bush lors de l'invasion de l'Afghanistan (Joe Biden, alors Sénateur, en était un ardent promoteur), trouve aujourd'hui moins de partisans parmi la majorité des officiers de l'armée influencée par Petraeus. Mais il reste néanmoins plusieurs supporteurs comme le Lieutenant-Colonel Gentile ou des officiers de l'armée de l'air et de la marine (Kaplan, F. 2009).

Les guerriers-intellectuels de la doctrine COIN, quant à eux, considèrent que seule leur doctrine peut venir à bout de la menace d'*Al Qaeda*. Chasser et tuer les terroristes est possible mais, à long terme, cela multiplie les ennemis parmi les familles des terroristes assassinés qui voudront se venger et n'empêche pas le recrutement de nouveaux terroristes. La meilleure façon de contrer l'islamisme radical est de neutraliser ses partisans en gagnant la confiance de la population civile de ces régions, que ce soit par la construction de routes, la création d'emplois et les ententes de paix signées avec les chefs de tribus. Bref, pour vaincre *Al Qaeda*, il faut nettoyer, tenir et construire (Kaplan, F. 2009).

En invoquant la nécessité de configurer les Forces armées pour des opérations de stabilisation, Petraeus et ses guerriers-intellectuels font de l'intervention contre-insurrectionnelle le principe organisateur de la stratégie de sécurité nationale pour le 21^e siècle. À savoir s'il s'agit là d'une stratégie de domination impériale ou d'une stratégie de transformation démocratique n'a d'impact que dans la forme et le ton que prennent les pratiques discursives. Bacevich considère cependant que l'agenda de Petraeus ne sert qu'à valider et perpétuer le Crédo mis en place depuis la Deuxième Guerre mondiale et

profondément enraciné dans l'identité américaine. Il prend comme preuve le fait que, pendant la campagne présidentielle de 2008, ni le Sénateur Barack Obama ni le Sénateur John McCain ne remettaient en cause la nécessité de la guerre en Afghanistan. Au contraire, leur discours était une surenchère belliqueuse, l'un cherchant à dépeindre l'autre comme un *National Security Wimp* (Bacevich 2008).

1.6 Le présidence du statu quo

Lors de la campagne présidentielle de 2008, les républicains avec John McCain et Sarah Palin pontifiaient que la guerre en Irak était toujours une nécessité et qu'elle était justifiée par les succès de la campagne de contre-insurrection de Petraeus. Leur adversaire Barack Obama (qui avait toujours été contre la guerre en Irak) répliquait que tous les efforts devraient plutôt être portés vers la guerre en Afghanistan, qui avait toujours été juste et nécessaire. Aucun des deux camps ne remettait en question le Crédo et cette géopolitique de tabloïde qui commandait de garder une forte présence militaire dans cette partie du monde. Au contraire, ils s'en faisaient les ardents promoteurs (Bacevich 2010 : 31)

En analysant les discours de Barack Obama, on ne peut que constater qu'ils sont imprégnés du récit de l'exceptionnalisme américain et s'inscrivent donc en continuité avec les discours de tous ses prédécesseurs. Pendant toute la campagne électorale présidentielle, il n'a cessé de mettre l'accent sur le besoin de revitaliser le *leadership* américain par la promotion des valeurs «universelles». Avec une Amérique qu'on présente comme combattant les méchants, Obama promettait aux Américains de redevenir les *good guys* (Homolar-Reichmann 2009 :191). Lors d'un discours donné en 2007 alors qu'il était Sénateur d'Illinois, Obama rappelait les victoires mythiques de l'histoire des Etats-Unis :

This was true for those who went to Lexington and Concord. It was true for those who lie buried at Gettysburg. It was true for those who built democracy's arsenal to vanquish fascism, and who then built a series of alliances and a world order that would ultimately defeat communism . And this has been true for those of us who looked on the rubble and ashes of 9/11, and made a solemn pledge that such an atrocity would never again happen on United States soil; that we would do whatever it took to hunt down those responsible, and use every tool at our disposal, diplomatic, economic, and military, to root out both the agents of terrorism and the conditions that helped breed it. (Obama 2007).

C'est dans cette continuité que s'inscrit Obama, comme un agent du Crédo, gardien du culte de la sécurité nationale. En juillet 2008, Obama donna un discours pour élaborer sa politique étrangère. Il se comparait alors aux décideurs américains d'il y a soixante ans, et réutilisait la mythologie qui avait justifié la Guerre froide et l'établissement d'un imposant appareil de sécurité nationale. Selon Obama, en 1945, les États-Unis, victorieux de la lutte contre le nazisme et l'impérialisme japonais, faisaient face à un ennemi idéologique motivé par des désirs de domination mondiale. Cette menace était amplifiée par la découverte récente de la bombe atomique; «*The challenge facing the greatest generation of Americans - the generation that had vanquished fascism on the battlefield - was how to contain this threat while extending freedom's frontiers* » (Obama : 2008).

Puis dans ce même discours, Obama cite les leaders d'époque; le Président Truman, l'ambassadeur George F. Kennan, le Secrétaire d'État Dean Acheson, des personnages influents dont l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale et l'interprétation du réalignment géopolitique de 1945 ont façonné l'imaginaire sécuritaire de la Guerre froide. Comme en 1945, les leaders d'aujourd'hui avaient besoin d'une nouvelle stratégie, car la menace avait changé. Il affirme ensuite que le futur de la sécurité est tenu en otage par la dépendance des États-Unis aux hydrocarbures du Moyen-Orient et de l'Asie centrale, et cela fait en sorte que la sécurité des États-Unis n'est plus assurée. Il faut agir davantage dans cette région du monde afin d'assurer la sécurité américaine en approvisionnement d'hydrocarbures. Puis, utilisant abondamment le récit des attaques du 11 septembre et leurs conséquences, il affirme sur le ton lyrique qui a fait son succès :

On that bright and beautiful day, the world of peace and prosperity that was the legacy of our Cold War victory seemed to suddenly vanish under rubble, and twisted steel, and clouds of smoke. But the depth of this tragedy also drew out the decency and determination of our nation. Americans were united - more united, even, than we were at the dawn of the Cold War. The world, too, was united against the perpetrators of this evil act, as old allies, new friends, and even long-time adversaries stood by our side. [...] It was time - once again - for America's might and moral persuasion to be harnessed; it was time to once again shape a new security strategy for an ever-changing world. (Obama 2008).

Il s'engagea alors à pourchasser *Al Qaeda*, à se retirer d'Irak pour s'investir davantage en Afghanistan et au Pakistan et s'assurer que les terroristes ne peuvent pas y

établir de sanctuaires. Nous avons besoin de plus de troupes, dit-il, de plus d'hélicoptères, de satellites, de drones qui patrouillent les régions frontalières entre le Pakistan et l'Afghanistan. Puis dans une conclusion qui s'avère prophétique, il termine en affirmant: « *And we must make it clear that if Pakistan cannot or will not act, we will take out high-level terrorist targets like Bin Laden if we have them in our sights* » (Obama 2008).

Toute cette rhétorique de danger reliée à cette région du monde n'est pas nouvelle. Il y a très longtemps, lors de leur campagne militaire au XIX^e et début du XX^e siècle, les officiers militaires, politiciens et journalistes britanniques tenaient des discours qui ressemblaient beaucoup à ce que l'on entend aujourd'hui. On retrouve le même récit de barbares dans les discours de l'époque lorsqu'on voulait représenter les tribus pashtounes qui résistaient alors aux Britanniques. Ces derniers cherchaient à étendre leur colonie des Indes, perçu comme le joyaux de leur empire, et à empêcher ce qu'ils croyaient être l'expansionnisme de l'Empire russe. C'était l'âge d'or victorien, et des théoriciens comme MacKinder se faisaient les précurseurs de la géopolitique et de la théorie réaliste avec leur concept du « Grand Jeu. En 1898, un jeune journaliste, que l'histoire retiendra sous le nom de Sir Winston Churchill, tentait de comprendre pourquoi ces tribus (qui peuvent être vues comme les ancêtres des talibans) posaient un si grand danger à l'Empire britannique;

That religion which above all others was founded and propagated by the sword – the tenets and principles of which are instinct with incentives to slaughter and which in three continents has produced fighting breeds of men – stimulates a wild and merciless fanaticism. [...] The inhabitants of these wild but wealthy valleys are in a continual state of feud and strife (cité dans Turse & Cole 2010: 4).

Le 21 juillet 1921, un autre journaliste anonyme du *Manchester Guardian* expliquait pourquoi l'intervention militaire au Waziristan (aujourd'hui l'ouest du Pakistan) avait des conséquences pour la survie de la civilisation occidentale. Le journaliste s'en prenait aux irresponsables qui critiquent l'attribution des budgets nécessaires à la guerre contre ces tribus rebelles et rappelait que le royaume d'Afghanistan nouvellement indépendant (après deux longues guerres contre l'Empire

britannique) avait été un des premiers pays à reconnaître l'existence de l'Union Soviétique fondée trois ans plus tôt.

Beyond these rebel tribes is a huge mad dog nation that acknowledges no right save the sword, no creed save aggression, murder and loot, that will stay at nothing to gain its end, that covets avowedly a descent upon India above all other aims, since it's trying to free Central Asia from colonialist (cité dans Turse & Cole 2010 : 9).

Cette image du primitif fanatique causant un péril à l'Occident se retrouve encore cent ans plus tard à la une de nos médias. La lutte pour le contrôle de villages sur les flancs des contreforts de l'Himalaya et de l'Hindu-Kush est présentée dans les discours comme un enjeu de vie et de mort pour l'Occident et justifie les « himalayesques » budgets militaires qu'on y investit. Près de cent ans plus tard, les décideurs de l'administration Obama ont sensiblement le même imaginaire sécuritaire et s'en servent dans leurs manœuvres de palais. Mais avant d'entrer dans le vif du sujet, voyons voir qui sont ces décideurs et quelle position ils occupent.

1.7 Le Président s'entoure de guerriers

Lorsque Barack Obama présenta ses nominations pour les postes reliés à la sécurité nationale, son discours faisait écho au Crédo de préserver la prépondérance du pouvoir militaire; « *To ensure prosperity here at home and peace abroad, we all share the belief we have to maintain the strongest military on the planet* » (cité dans Spillius 2008).

Pour le poste de Conseiller à la Sécurité nationale, l'un des plus importants à la Maison Blanche, le Président Obama choisit le Général à la retraite James L. Jones, qui avait commandé le corps des Marines pendant quatre ans, puis le *United States European Command* (COMUSEUCOM) pendant l'ère Bush. Il était l'un des cinq militaires à la retraite qu'Obama avait nommés à des hauts postes de décideurs civils. Dans le discours qui justifie son choix de prendre Jones comme Conseiller à la Sécurité nationale, le Président Obama déclare que le Général James L. Jones était le président exécutif du *U.S. Chamber Institute for 21st Century Energy*, une branche de la *U.S. Chamber of Commerce*, un lobby avec la mission déclarée d'unifier les décideurs, les hommes

d'affaires et le public américain vers une politique énergétique commune (Obama 2008b).

Il rappelle aussi que, pendant son passage à la tête du COMUSEUCOM, le Général Jones s'était démarqué par ses discours au sein de l'OTAN, incitant à considérer les enjeux énergétiques dans une perspective de sécurité et de créer une politique commune de défense des infrastructures pétrolières. Finalement, Obama ajoute que le Général Jones a servi héroïquement au Viêt-Nam et au Kosovo, qu'il possède le double talent de militaire et de diplomate et que finalement, ses conseils permettront de coordonner tous les éléments de la puissance américaine pour vaincre les menaces aux valeurs américaines (Obama 2008b).

Bien que Jones se considère non-partisan, ses discours par le passé ont toujours été en faveur d'une augmentation des dépenses militaires (Berrigan 2008). Bob Woodward écrit ce que Jones a répondu lorsque le Président lui a demandé ce qu'il pensait de la guerre en Afghanistan.

« If we're not successful (in Afghanistan) [...] people will say the terrorists won. Any developing country is going to say, this is the way we beat the United States, and we're going to have a bigger problem [...] It's certainly a clash of civilizations [...] if we don't succeed in Afghanistan, we will be fighting in more places [...] organisations like NATO and European Union, and the United Nations might be relegated to the dustbin of history [...] The key to leaving a stable Afghanistan in a reasonable time frame was improving governance and the rule of law, in order to reduce corruption [...] and more participation by the Afghan security forces » (cité dans Woodward 2010, 127).

De telles pratiques discursives de la part d'un des principaux conseillers en matière de relations internationales donnent une idée du régime de vérité qui allait se mettre en place pour les quatre prochaines années au sein de la Maison Blanche. De qui d'autre Obama s'était-il entouré?

Comme Secrétaire à la Défense, Barack Obama garda Robert Gates, qui avait été nommé en 2006 par le précédent Président, dans ce que les médias présentaient à l'époque comme l'homme compétent venu faire le ménage dans le gâchis créé par son prédécesseur Rumsfeld. Gates était un ancien carriériste de la CIA et un expert de l'Union Soviétique. Pendant l'ère Reagan, il avait été l'assistant exécutif du Directeur de la CIA,

William J. Casey, que l'histoire a surtout rendu célèbre pour avoir orchestré l'insurrection afghane contre l'Union soviétique dans les années 80.

Chalmers Johnson a très bien démontré comment cette politique est directement responsable de l'émergence éventuelle des talibans et d'*Al Qaeda* (Johnson dans Turse 2010 : 35-42). Il est donc ironique de voir Obama justifier son choix de Robert Gates en invoquant la nécessité d'assurer la continuité en temps de guerre (Woodward 2010 :19). Pour démontrer l'habileté politique du Secrétaire à la Défense à faire des manœuvres de palais, Woodward rappelle qu'en 2007, Gates avait obtenu rapidement 20 milliards de dollars supplémentaires du Congrès pour l'achat de 16 000 blindés lourds MRAP afin de remplacer les vulnérables *Hummer*, que les insurgés détruisaient facilement avec des engins explosifs en bordure des routes (Woodward 2010 : 22).

Lorsque Robert Gates avait été nommé Secrétaire de la Défense en novembre 2006, il avait placé le Général Dan McNeill à la tête de la Force internationale d'assistance et de sécurité (ISAF) qui englobe toutes les Forces de l'OTAN en Afghanistan. McNeill était un pur produit de la RMA et du contre-terrorisme. Plutôt que de se concentrer sur la protection des populations, celui qu'on allait bientôt appeler *Bomber McNeill* utilisa une stratégie axée sur la force aérienne pour chercher et éliminer l'ennemi. Après une campagne de dix-sept mois, il déclara au *New York Times* que les Forces afghanes seraient en mesure d'assurer la sécurité de l'ensemble du territoire dès 2011, ce qui permettrait aux membres de l'ISAF de réduire le nombre de leurs troupes. Mais sa campagne eut l'effet contraire et l'insurrection augmenta d'intensité, en partie à cause des populations civiles aliénées par les centaines de morts que causèrent les bombardements aériens. En juin 2008, McNeill fut remplacé par le Général David McKiernan (West 2011 : 175).

Pour ce qui est du chef des états-majors interarmées (*Chief of the Joint Chiefs of Staff*), poste qui gouverne l'ensemble des Forces armées, Obama garda l'Amiral Michael Mullen, qui avait été nommé à ce poste en octobre 2007 par Bush sous les recommandations et insistances de Robert Gates. Sous l'autorité directe de Mullen, le Commandant du CENTCOM fut laissé au Général David Petraeus, alors au zénith de sa

popularité (Berrigan 2008). Il avait été promu à ce poste par l'administration Bush et il gardait ce poste sous la nouvelle présidence afin d'assurer une continuité. Après qu'il eut visité l'Afghanistan et le Pakistan en novembre 2008 afin de se faire une idée de la situation, il déclara que les États-Unis échoueraient en Afghanistan sans renfort de troupes ni hausse de budget. Il confia à un journaliste qu'il essayait d'envoyer un message, car selon lui, l'usage que l'on fait de son temps et les endroits où on se rend, démontre à la population ce qui est le plus important (cité dans Woodward 2010 : 17).

Bien qu'il fût le plus célèbre, Petraeus n'était pas le seul à exiger un renfort de troupes en Afghanistan. Les institutions reliées au complexe militaro-industriel en profitaient pour battre le tambour de guerre sur toutes les tribunes. Dès octobre 2008, en pleine campagne électorale présidentielle, les médias publiaient certaines des conclusions du *National Intelligence Estimate*, qui reflétait le consensus des 16 agences de renseignements. Le rapport décrivait un Afghanistan plongé dans une spirale de violence et mettait en doute la capacité du gouvernement d'Hamid Karzaï à contenir l'insurrection des talibans, qui avaient regagné en force depuis 2006.

Le *National Intelligence Estimate* faisait état d'un gouvernement aux prises avec une corruption endémique et des attaques de plus en plus sophistiquées de la part d'insurgés basés dans les zones tribales du Pakistan voisin. Dans une autre publication, un ancien de la CIA, Henry A. Crumpton, qui était responsable de l'agence en Afghanistan à partir de 2001, accusait la Maison Blanche de faire preuve d'un manque de *leadership* et que la situation en Afghanistan ne faisait qu'empirer.

Le général responsable de l'ISAF, David D. McKiernan, affirmait quant à lui qu'il ne voyait pas de progrès et demandait 15 000 hommes en renfort (Mazzetti et Schmitt 2008). Dans une conférence donnée au *think tank Atlantic Council*, McKiernan répéta la nécessité d'un renfort, mais aussi son désir de négocier avec les chefs de tribus et les mollahs influents. Il voulait les réunir dans des conseils locaux favorables aux intérêts américains, mais Hamid Karzaï s'y opposait par peur de perdre davantage d'influence. Cela engendra un débat sur l'utilité d'engager des pourparlers avec les insurgés pour les encourager à déposer les armes. Mais l'opinion générale chez les officiers seniors était

qu'un tel effort serait futile puisque les insurgés se considéraient comme le côté gagnant et qu'ils avaient peu de motivation à se réconcilier avec un gouvernement qu'ils considéraient faible. Il fallait donc davantage de troupes et de moyens aux Forces américaines pour qu'elles ramènent l'initiative de leur côté (McKiernan 2008). Quant au Vice-Président Joe Biden, il visita aussi l'Afghanistan avec McKiernan qui en profita pour lui demander plus de troupes. Mais le Vice-Président ne fut pas convaincu. Après avoir rencontré plusieurs soldats sur le terrain, Biden, de retour à Washington, répondit à Obama: « *If you ask ten of our people what we're trying to accomplish here, you get ten different answers* » (cité dans Woodward 2010 : 72).

Le Vice-Président commença alors à être de plus en plus sceptique sur la façon dont cette guerre était menée et tenta de rallier Obama à ses doutes. Dans le même ordre d'idées, le Lieutenant-Général Douglas E. Lute, nommé par Bush en 2007 et gardé par Obama comme spécialiste sur les guerres en cours, estima dans un rapport de 25 pages que la situation au Pakistan était un bien plus grave problème, puisque c'était là où se trouvaient les sanctuaires qui abritaient les insurgés et les groupes terroristes. Le rapport concluait que les États-Unis ne pouvaient l'emporter s'ils ne réglaient pas la question des sanctuaires au Pakistan (Woodward 2010 : 44). Lute s'affirmait clairement en faveur d'une stratégie de contre-terrorisme.

1.8 Les dilemmes de l' «Af-Pak »

Af-Pak est le terme qu'utilisa Joe Biden pour parler de la guerre en Afghanistan qui avait des causes au Pakistan. En effet, les tribus pashtounes habitant de part et d'autre de la frontière de l'Afghanistan et du Pakistan sont reliées entre elles dans un complexe réseau de clans, d'alliances et de patronage, déterminé par des liens de sang et de voisinage. Il existe entre eux une solidarité islamique et une non-reconnaissance de la légitimité du gouvernement pakistanais, afghan et surtout américain. Dans leur récit identitaire, ils ne sont ni des Afghans, ni des Pakistanais, ces deux termes étant une construction linguistique des envahisseurs blancs depuis deux siècles. Ils sont soit des Orakzais, des

Swatis, des Tarkanis, des Wazirs ou l'une des deux cents tribus qui sont réparties dans quatre confédérations tribales portant les noms d'Arbanee, de Betanee, de Gharghasht ou des Karlanee, pour ne nommer que ceux là (PCCS 2008). Historiquement, ces tribus ont généralement été hostiles à toute autorité émanant de l'extérieur. Entre 1849 et 1947, les Britanniques ont envoyé plusieurs expéditions annuelles contre les tribus pashtouns aux frontières de leur colonie de l'Inde afin de protéger leur empire contre ces « barbares ». Tout comme le gouvernement pakistanais qui allait leur succéder, ils ne réussirent jamais à établir un contrôle sur la région. Ces tribus expertes depuis des siècles dans la guerre de guérilla, ont empêché la *Pax Britannica* de s'étendre sur leur région montagneuse. La *Royal Air Force* y expérimenta les premiers bombardements aériens de masse de l'histoire en espérant soumettre les insurgés, mais ils réussirent seulement à aliéner les populations locales. Il en fut de même pour les envahisseurs soviétiques de 1979 à 1989 et les Américains aujourd'hui (Johnson 2009 : 2).

Les écoles religieuses (*madrassa*) au Pakistan, la plupart financées depuis trente ans par de riches Saoudiens ou arabes des États du Golfe Persique, fournissent un renfort constant de fervents islamistes qui traversent la frontière pour y mener le *djihad*. Les sanctuaires au Pakistan et les allégeances parfois conflictuelles des tribus assurent un état de guerre continuel lorsque l'Afghanistan est occupé par une puissance étrangère (West 2011 : 117). Il n'y a jamais eu de réel effort pour régler le problème de la frontière poreuse. Les Forces de l'OTAN ne peuvent pas traverser la frontière sans le consentement du Pakistan en vertu de sa souveraineté garantie par le droit international, mais les insurgés de la région se moquent de cette frontière et la traversent quand bon leur semble pour attaquer l'ISAF en Afghanistan, puis se réfugient au Pakistan. La région est couverte de hautes montagnes et de profondes vallées à travers lesquelles il est facile de se faufiler et qu'il est pratiquement impossible de contrôler.

Depuis le déclenchement de la guerre, le Pakistan a joué des deux côtés, abritant les insurgés tout en permettant aux États-Unis de mener des raids de drones ou de forces spéciales en échange d'aide monétaire ou militaire. C'est plus de 15 milliards de dollars que les États-Unis ont fourni à Islamabad depuis 2001 (West 2011 : 128). Les Américains

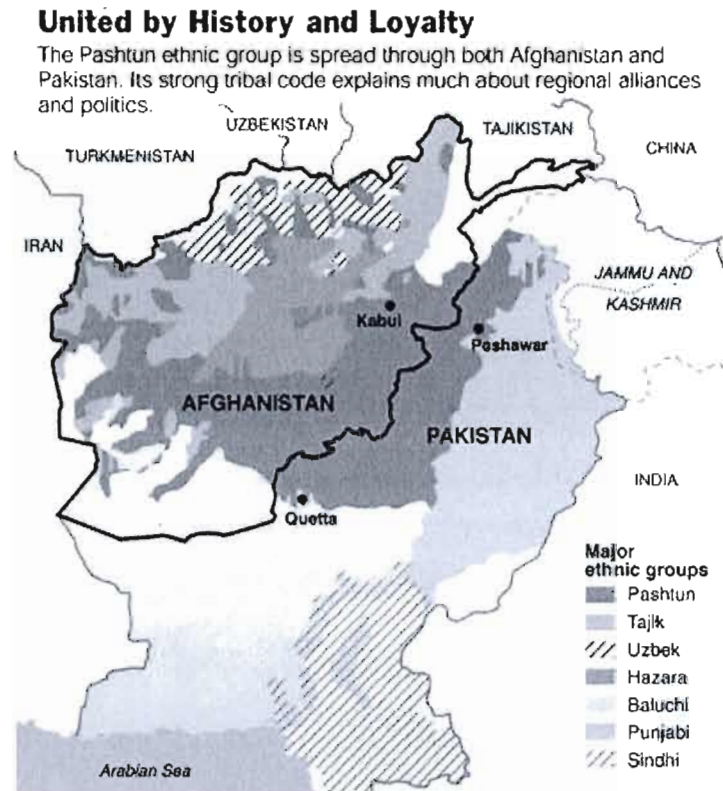
n'ont pas le choix de tolérer le double jeu du Pakistan entre eux et les insurgés islamiques. Pour ravitailler les 200 000 civils et militaires Occidentaux présents en Afghanistan (qui est un pays sans accès à la mer), le CENTCOM doit avoir accès à un port. Les seuls pays frontaliers de l'Afghanistan qui ont un accès à la mer sont la Chine, l'Iran et le Pakistan. On comprend donc pourquoi les États-Unis doivent se rabattre sur ce dernier choix. Les trois quarts du ravitaillement, incluant l'essence et les munitions, passent donc par des routes qui partent du port de Karachi et serpentent entre les montagnes jusqu'en Afghanistan. Cet impératif de garder ouvertes les routes du Pakistan donne à ce pays un levier suffisamment puissant pour obliger les États-Unis à garder de bonnes relations avec eux (Lawrence 2011).

Pour comprendre la dynamique entre les États-Unis et le Pakistan dans le contexte de la guerre en Afghanistan, il faut comprendre l'ontologie géopolitique dans laquelle baigne l'interprétation des décideurs occidentaux et pakistanais, et qui est un autre exemple de géopolitique de tabloïde (Debrix 2008). Selon Bob Woodward, le Pakistan est obsédé par son plus grand rival, l'Inde, et ce, depuis que l'Empire britannique leur donna l'indépendance. Depuis 1947, les deux puissances nucléaires sont dans un état perpétuel de guerre froide, avec quatre conflits importants, notamment pour le contrôle du Kashmir, une province contestée riche en ressources naturelles. L'Inde fournit chaque année 1 milliard de dollars à l'Afghanistan et les services secrets pakistanais (l'ISI) pensent que cette aide sert à financer des mouvements séparatistes dans les provinces tribales de l'ouest du pays.

Alors que le président Hamid Karzaï fait tout en son pouvoir pour assurer une présence accrue des États-Unis et de l'OTAN, les militaires du Pakistan voient un État afghan fort allié de l'Inde comme une potentielle menace à sa stabilité. Ce n'est donc pas pour rien que l'ISI a largement financé et armé les moudjahidines contre les Soviétiques dans les années 1980, et les talibans dans les années 1990 et 2000, le but étant selon eux d'avoir un voisin à l'ouest favorable à leurs intérêts. Islamabad perçoit *Al Qaeda* comme une menace, mais l'expérience a démontré aux dirigeants pakistanais que d'utiliser une coercition trop brutale contre les mouvements islamiques servait de catalyseur à des

révoltes contre le gouvernement. La présence de plus en plus forte des troupes américaines en Afghanistan ainsi que ses raids menés au travers des frontières du Pakistan ont servi à alimenter la haine anti-américaine et le fondamentalisme islamique qui se proclame comme étant le seul à être capable de rejeter l'envahisseur étranger (Steven et Stevenson 2009).

Figure 1 : Carte ethnolinguistique de l'Af-Pak



Source : Palter, Scott. 2009. « Obama's Afpak White Paper: A Critique », *The Stanford Review*, 27 mars , <http://bellum.stanfordreview.org/?p=1083>

À travers tout le territoire occupé par les tribus pashtounes, les militants talibans avaient réussi à construire un récit identitaire incluant l'esprit guerrier et le devoir de la guerre sainte pour bouter les infidèles hors du territoire, avec l'ultime reconnaissance du martyr éternel en cas de mort. Du côté adverse, les Forces de sécurité afghanes se battent pour un chèque de paye sans avoir de contre-récit équivalent à offrir aux populations civiles (West 2011 : 24). Les insurgés se protègent en se cachant parmi les civils, soit avec leur consentement, soit avec leur code d'honneur complexe ou en les intimidant. Si un fermier veut rejoindre le *djihad*, il connaît quelqu'un qui connaît un groupe d'insurgé.

Si un fils joint un de ces groupes, il y a des chances qu'il entraîne avec lui plusieurs membres de sa famille et des amis (West 2011 : 58).

Chaque soldat américain déployé en Afghanistan coûte plus d'un million de dollars par année. Les troupes dorment dans des chambres climatisées et mangent très bien. Le département de la Défense dépense des milliards de dollars pour défendre ses soldats contre les engins explosifs improvisés (IED) qui ne coûtent que quelques dollars aux insurgés et qu'ils cachent sur le bord des routes. Mais les véhicules de plus en plus blindés sont moins mobiles et susceptibles de se renverser dans des ravins. Ils limitent aussi les contacts avec la population, les lourds blindages cachant les occupants à l'intérieur (West 2011 : 175). Ce n'est pas non plus une solution miracle puisque les insurgés se mirent à faire des bombes plus puissantes pour traverser ces blindages. Au bout du compte, un explosif fait à partir d'un vieil obus et actionné par électricité détruisait un blindé qui coûtait plus cher que la totalité du salaire annuel de ceux qu'il protégeait, et les soldats américains répliquaient en envoyant sur l'insurgé des missiles qui coûtent plus cher aux contribuables américains que ce que la cible va gagner dans toute sa vie.

Pour ce qui est de l'armée nationale afghane (ANA) sensée remplacer l'ISAF, on évalue qu'augmenter sa taille à 134 000 hommes comme on comptait faire dans les cinq prochaines années, se ferait au coût faramineux de 17 milliards de dollars par an, fournis par les États-Unis et ses partenaires (Gordon 2008). Au cours de nos lectures, nous n'avons pas trouvé comment l'Afghanistan pourrait entretenir cette armée par elle-même, considérant que son produit intérieur brut annuel dépasse difficilement les 20 milliards de dollars. De plus, l'idée d'un État centralisateur situé à Kaboul est accueillie avec une certaine hostilité chez plusieurs tribus, et lorsque le gouvernement Karzaï intervient auprès de sa population, il a tendance à agir en prédateur plutôt qu'en protecteur. Les espoirs afghans face aux promesses qui leur ont été faites lors de l'invasion de 2001 ont été brisés par une décennie de guerre continuelle et un gouvernement rongé par la corruption (*Ibid* 2008).

En effet, le système politique et judiciaire afghan est parmi les plus corrompus au monde. Les policiers et les soldats de l'ANA exigent des pots-de-vin lorsqu'on fait appel à leur aide et il est très difficile de faire accuser quelqu'un en procès, puisque les juges sont mal payés, constamment menacés d'être assassinés et qu'ils donnent leur verdict bien souvent en faveur du parti qui a su donner le plus gros pot-de-vin. Les insurgés capturés par l'ISAF sont remis aux autorités afghanes, mais beaucoup sont relâchés avant même d'être jugés. Les tribus préfèrent donc juger elles-mêmes les griefs dans leur communauté. Dans une telle situation, il devient impossible pour un occupant étranger d'établir une bonne gouvernance (West 2011 : 61). Les Forces de l'ISAF sont vues par plusieurs comme une armée au service de seigneurs de guerres rivaux et d'un gouvernement corrompu qui ne pourrait se maintenir sans la présence d'autant de soldats étrangers qui le protègent.

C'est dans ce contexte que Barack Obama entreprit de mener sa « guerre juste » lorsqu'il accéda à sa présidence. Dans un discours donné devant des haut-gradés au *National Defense University* de Washington DC, Obama, comme tous ses prédécesseurs avant lui, répéta le Crédo de la prépondérance du pouvoir entendu depuis soixante ans, mais adapté à la nouvelle mode du COIN ;

Now make no mistake, this nation will maintain our military dominance. We will have the strongest armed forces in the history of the world. And we will do whatever it takes to sustain our technological advantage and to invest in the capabilities that we need to protect our interests, and to defeat and deter any conventional enemy. We must understand different languages and different cultures. We must study determined adversaries and developing tactics. That's the education that is done within the walls of this university. And that is the work that must be done to keep our nation safe (cité dans Pessin 2009).

CHAPITRE II

LA GUERRE D'OBAMA I

2.1 – Les premières manœuvres pour obtenir des renforts

Woodward révèle que le Général Petraeus n'était pas certain si le Président Obama considérerait positivement sa stratégie de contre-insurrection comme solution à la guerre en Afghanistan. Alors, en février 2009, quelques jours après l'entrée en fonction du nouveau Président, Petraeus demanda au Conseiller à la Sécurité nationale Jones d'approuver chaque mot d'un discours qu'il devait donner en Allemagne pour inciter les membres de l'OTAN à fournir plus de troupes. Mais Jones refusa d'approuver le passage qui faisait état de 30 000 soldats en renforts de la part des États-Unis, prétextant qu'ils n'en avaient pas les moyens dans un contexte de crise économique. Petraeus revint à la charge en offrant trois options; 30 000, 17 000 ou 13 000. Cela ne fit qu'augmenter la méfiance de l'administration civile face aux militaires qui avaient du mal à justifier l'envoi d'autant de troupes (Woodward 2010 : 95). L'argument principal de Petraeus était que si les États-Unis ne fournissaient pas suffisamment de soldats en renfort avant l'élection afghane d'août 2009, les talibans seraient en mesure de renverser les défenses du gouvernement Karzaï et ce serait un bain de sang.

L'ambassadeur en Afghanistan Richard Holbrooke rapporta à Woodward que ce fût exactement le même argument lancé par les militaires au Président Lyndon Johnson en 1965 lorsqu'il se demandait s'il devait augmenter les troupes au Viêt-Nam (Woodward 2010 : 95). L'argument de ceux s'opposant au COIN était que le FM 3-24 dictait qu'il fallait un ratio d'un soldat pour protéger cinquante civils, ce qui exigerait 100 000 soldats. L'administration Obama n'avait pas les moyens de fournir ce ratio sans nuire à ses politiques intérieures. Le COIN étant donc impraticable, il fallait se rabattre sur la solution du contre-terrorisme (Woodward 2010 :103).

Pour essayer d'y voir plus clair dans le débat, Obama nomma à la tête d'un comité d'évaluation, Bruce O'Riedel, un ancien de la CIA travaillant à la *Brookings Institution*,

un *think tank* de Washington lié au Parti démocrate (Woodward 2010 : 98). Le débat au sein de la Maison Blanche et sur ce comité était partagé entre deux visions. Ou bien les États-Unis et l'OTAN menaient une campagne de contre-insurrection (COIN) afin de sécuriser la population de l'Afghanistan et gagner son appui au gouvernement Karzaï, ou bien on se contentait seulement de faire du contre-terrorisme (CT) en chassant *Al Qaeda* comme on faisait depuis 2001. Joe Biden, promoteur de la doctrine du CT, considérait que le COIN nécessitait trop de troupes, d'argent et de temps, et ne garantissait pas une victoire de toute façon. Augmenter le nombre de troupes ne ferait qu'augmenter la violence et les pertes. Selon lui, il fallait plutôt concentrer les efforts de part et d'autre de la frontière avec le Pakistan afin d'y pourchasser les chefs insurgés et *Al Qaeda* qui s'y cachaient (Kaplan, F : 2009b).

Bruce Riedel affirme qu'avec plus de troupes en Afghanistan en août, l'élection présidentielle afghane de 2009 aurait été assurée (Flournoy, Holbrooke et Riedel : 2009). Sans renfort, elle serait impossible à tenir. Les militaires et les agences de renseignements firent le même constat (Woodward 2010 : 98). L'analyse de Riedel était faite à partir de trois études précédentes réalisées par Petraeus, l'Amiral Mullen et le Général Lute, ainsi qu'un apport du CNAS présidé par John Nagl. Elle était donc biaisée d'avance en faveur des pro-COIN et cadrait parfaitement avec le Crédo. Ces analyses concluaient qu'*Al Qaeda* s'était régénéré dans les sept dernières années, et que les Forces de sécurité afghanes étaient impuissantes dans le Sud et l'Est du pays. Il était du devoir des États-Unis de combattre le terrorisme, mais aussi d'aider le peuple afghan à reconquérir leur pays, si on voulait éviter d'autres attentats comme le 11 septembre (Flournoy, Holbrooke et Riedel : 2009).

Joe Biden répliqua en proposant ce qu'il appela du contre-terrorisme-plus (CT+), c'est-à-dire mettre la priorité sur la destruction des réseaux d'*Al Qaeda* au Pakistan tout en gardant suffisamment de troupes en Afghanistan pour empêcher les talibans de renverser le gouvernement Karzaï lors de l'élection (Woodward 2010 : 103). Cet argument de l'élection fut le facteur décisif dans le choix final d'Obama. Le lundi 16 février 2009, le Président donna l'ordre au Pentagone d'envoyer 17 000 troupes en

renfort. Il n'y eut aucune conférence ni discours du Président qui venait de prendre sa première décision sur l'Afghanistan. On laissait au Pentagone la responsabilité de fournir les détails sur la justification de ce choix et la composition du contingent de 17 000 soldats, dont 8 000 Marines qui seraient déployés dans la province volatile d'Helmand, laquelle contenait moins de 1% de la population, mais qui était un des endroits où l'insurrection était la plus forte (Woodward 2010 : 98).

Un mois plus tard, Obama annonça qu'il ajoutait un contingent de 4 000 instructeurs de la *U.S. Army* et énonça le plan de guerre élaboré par le Pentagone. Le plan commandait que, dans les mois qui suivirent, les forces américaines mènent des attaques directes contre les insurgés dans le Sud et dans l'Est afin d'en tuer le plus possible et les garder hors des zones urbaines, où ils pourraient perturber l'élection en août. Les 4 000 instructeurs pourraient ensuite former une armée nationale afghane forte de plus de 100 000 hommes (Obama 2009). Pour justifier le plan, Obama utilisa à nouveau un discours de peur bien ancré dans l'imaginaire sécuritaire que nous avons évoqué plus haut:

Multiple intelligence estimates have warned that Al Qaeda is actively planning attacks on the United States homeland from its safe haven in Pakistan. And if the Afghan Government falls to the Taliban or allows Al Qaeda to go unchallenged, that country will again be a base for terrorists who want to kill as many of our people as they possibly can. For the Afghan people, a return to Taliban rule would condemn their country to brutal governance, international isolation, a paralyzed economy, and the denial of basic human rights to the Afghan people, especially women and girls. The return in force of Al Qaeda terrorists who would accompany the core Taliban leadership would cast Afghanistan under the shadow of perpetual violence [...] So I want the American people to understand that we have a clear and focused goal to disrupt, dismantle, and defeat Al Qaeda in Pakistan and Afghanistan and to prevent their return to either country in the future. That's the goal that must be achieved; that is a cause that could not be more just. And to the terrorists who oppose us, my message is the same: We will defeat you (Obama 2009).

Le lendemain, le *Washington Post* vantait les mérites du plan d'Obama avec comme titre « *The price of realism* », et le *New York Times* félicitait Obama pour sa marche à suivre qui réglerait une situation dangereuse que la précédente administration avait créée en abandonnant la nécessaire guerre en Afghanistan (Woodward 2010 : 83). Mais pour Rahm I. Emanuel, le Chef de cabinet de la Maison Blanche, les militaires avaient tentés par leurs manœuvres de peindre Obama dans le coin (*box-in*), en déformant publiquement ses promesses électorales d'intervenir en Afghanistan pour le

forcer à s'y engager davantage. Le Président Obama n'avait eu aucune chance face aux manœuvres médiatiques de Petraeus et ses collaborateurs, manœuvres répétées chaque semaine depuis l'élection et qui visaient à réclamer plus de troupes (Woodward 2010 : 6). Mais bien que ce fût une victoire pour les partisans de la guerre en Afghanistan, c'était en quelque sorte une défaite pour Petraeus et ses guerriers-intellectuels qui auraient aimé voir un plus grand engagement en faveur du COIN et un renfort de 30 000 soldats. Mais comme nous allons le voir, ils n'avaient pas dit leur dernier mot.

En effet, l'Amiral Mullen et le Général Petraeus trouvaient que le Général McKiernan n'était peut-être pas la bonne personne pour commander l'ISAF et obtenir d'avantage de troupes. McKiernan était un militaire de la vieille école qui comprenait mal la doctrine du COIN et manquait de leadership. Pour les guerriers-intellectuels, la seule solution pour régler la guerre en Afghanistan était de faire en sorte que le commandant de l'ISAF soit favorable à la doctrine du COIN et ils réussirent à convaincre, en mai 2009, le Secrétaire à la Défense Robert Gates de remplacer McKiernan par le Général Stanley A. McChrystal. C'était l'une des rares fois qu'un général en service se faisait congédier, le cas le mieux connu étant Douglas MacArthur pendant la guerre de Corée (Hastings 2010). McChrystal avait été à la tête du très secret Commandement unifié des Forces spéciales (JSOC) entre septembre 2003 et juin 2008 et avait supervisé tous les raids des Forces spéciales en Irak, se rendant célèbre chez les militaires par la capture ou l'assassinat de centaines de terroristes et chefs d'insurgés notoires. Abu Musab al-Zarqawi, le chef d'*Al Qaeda* en Irak, fut sa prise la plus médiatisée, McChrystal se rendant lui-même inspecter le corps pour l'identifier. Depuis cinq mois, il avait été promu adjoint de l'Amiral Mullen, ce qui démontre leur proximité (Woodward 2010 : 85). Le remplacement de McKiernan par McChrystal fut annoncé le 11 mai 2009. Dans son annonce, Robert Gates affirma que la mission nécessitait une nouvelle façon de voir les choses, de nouvelles approches et un meilleur *leadership* (Gates 2009).

Dans ce que les commentateurs appelaient désormais la guerre d'Obama, l'objectif de McChrystal était d'appliquer le CT+ élaboré en mars et, comme Petraeus avant lui, les médias bâtirent autour du général un culte de la célébrité. Le *New York*

Times affirmait que si Petraeus avait sauvé l'Irak du cataclysme, McChrystal allait faire la même chose en Afghanistan. *Newsweek* présentait McChrystal comme un personnage messianique, un guerrier zen qui étudiait les généraux de l'Antiquité, mangeait seulement un repas par jour, travaillait avec obstination et faisait son jogging en écoutant des livres en format mp3 (Bacevich 2010 : 215). Les médias bâtirent la légende d'un surhomme hollywoodien capable de gagner une guerre en perdition par sa seule volonté. Stanley McChrystal avait gradué de *West Point* en 1976, à une époque où l'institution militaire avait le moral brisé suivant la déroute au Viêt-Nam. *We really felt we were a peacetime generation*, confie-t-il à Michael Hastings du magazine *Rolling Stone* (cité dans Hastings 2010 : 3). Il s'engagea donc là où il y avait de l'action, dans les Forces spéciales, et se tailla très vite une réputation de rebelle aux méthodes innovatrices.

McChrystal et son équipe avaient l'intention de changer la culture opérationnelle au sein de l'ISAF. Il bannit l'alcool sur les bases ainsi que les restaurants McDonalds et Burger King et d'autres symboles de l'excès américain. Il allongea les réunions et augmenta la cadence de travail, étant lui-même reconnu pour ne dormir que quatre heures par nuit (Hastings 2010 : 2). Robert Gates considérait que McChrystal était l'homme de la situation, qu'il ne possédait pas la vieille mentalité et qu'il était plus agressif dans la poursuite des terroristes. Invoquant le FM 3-24, McChrystal affirmait qu'il voulait se concentrer sur la protection des populations, mais aussi sur une meilleure coordination entre les Forces spéciales et la CIA de chaque côté de la frontière de l'Af-pak (McChrystal cité dans Engelhardt 2009). Afin d'augmenter la pression sur les talibans, il fit passer le nombre d'unités des Forces spéciales de 4 à 19 (Hastings 2010 : 4). Finalement, le Secrétaire à la Défense ordonna au Général McChrystal d'entreprendre sa propre enquête sur l'état de la guerre et de remettre un rapport à lui et au Président à la fin-août (Hastings 2010 : 2).

2.2 Enlèvement en Afghanistan et à Washington

À l'approche des élections afghanes d'août 2009, et avec les nouvelles troupes envoyées pendant l'hiver précédent pour mener l'opération *Khanjar* (coup d'épée), on remarqua une escalade sans précédent de la violence, avec un nombre d'attaques moyen de 550 par semaine, le double de l'été 2008. Les engins explosifs improvisés tuaient cinquante soldats de la coalition chaque mois (Woodward 2010 : 34). Vingt ans après que les derniers soldats de l'Armée Rouge eurent quitté l'Afghanistan, Boris Gromov, le dernier général à les avoir commandés, déclara que le désastre attendait les milliers de soldats envoyés par Obama, et que leur sacrifice serait vain (Johnson 2009). Le 1^{er} juillet, Bob Woodward, du *Washington Post*, revenait d'Afghanistan en publiant un article dans lequel il révélait que le Conseiller à la Sécurité nationale Jones avait affirmé à plusieurs officiers en Afghanistan que l'administration Obama ne fournirait pas davantage d'effort militaire et se concentrerait plutôt sur l'aide économique. Il ajoutait qu'un haut gradé avait répondu sous le couvert de l'anonymat que la solution était une stratégie de COIN efficace et que pour ce faire, il manquait 32 000 soldats en Afghanistan (Woodward 2010 : 141).

Le débat était de nouveau enclenché. McChrystal fit la tournée des médias pendant l'été. Dans une entrevue au réseau CBS, il affirma qu'il avait seulement parlé à Obama une fois dans les soixante-dix derniers jours. Les autres médias s'emparèrent de la remarque et les adversaires républicains et les commentateurs militaires firent passer le Président pour quelqu'un qui était désintéressé de ce qui se passait en Afghanistan (Woodward 2010 : 193-195). Le Général Petraeus fit aussi la tournée médiatique et servit une mise en garde contre un retrait de l'Afghanistan; « *Afghanistan carried a unique symbolism for the jihadist movement. This was where the jihad was born* » (cité dans Woodward 2010 : 203).

Avec ces déclarations, plusieurs républicains du Congrès se mirent à critiquer l'approche CT+ que Biden avait défendue. Selon ces critiques, ce n'était qu'un moyen détourné pour se retirer progressivement d'Afghanistan. Il fallait abandonner cette stratégie et placer plus de troupes au sol dans une stratégie de COIN afin de gagner le

support populaire et élaborer de meilleurs rapports de renseignements (Woodward 2010 : 204). La Maison Blanche semblait en train de perdre le contrôle de son récit sur la guerre en Afghanistan. Un fossé de plus en plus profond était en train de se creuser entre la Maison Blanche et le Pentagone. David Axelrod, un des principaux conseillers d'Obama, déplorait qu'à cause de Petraeus, le FM 3-24 était devenu l'hymne de tous les aspirants officiers, qui étaient promus s'ils s'en faisaient les porte-parole (Woodward 2010 : 191). Le COIN était en voie de devenir le nouveau régime de vérité de l'*establishment* militaire.

Pendant ce temps, sur le terrain, le Lieutenant-Général des Marines, Samuel Helland, affirmait qu'il constatait des progrès significatifs depuis l'arrivée des renforts dans la province d'Helmand, mais que pour préserver ces acquis, il faudrait davantage de troupes. Suivant la doctrine du COIN, il ajoutait que les Marines œuvraient désormais près des populations civiles afin de renforcer les liens. Son supérieur, le Général McChrystal, ajouta que les opérations dans la province d'Helmand servaient à démontrer que les États-Unis n'abandonneraient pas le pays pour empêcher les talibans de revenir et que de gagner la confiance des Afghans demanderait davantage de troupes et de temps (Pery 2009).

L'équipe d'intellectuels rassemblée par McChrystal pour son étude commandée par Robert Gates avait peu d'expertise sur l'Afghanistan. Cependant, ils provenaient tous de *think tanks* proches des milieux de la défense et étaient des partisans de la doctrine du COIN (Greenwald 2009). Greenwald déplorait aussi que le *Washington Post* critiquait sans cesse Obama et tous ceux qui osaient remettre en question l'accroissement de la présence américaine en Afghanistan. Ce discours pro-guerre justifiait sa rhétorique par l'habituel « *if we leave, Al Qaeda will take over and we'll be doomed* » (Greenwald 2009).

Pendant ce temps, dans sa conférence annuelle donnée devant des vétérans, Obama contribua au récit des pro-guerre en affirmant encore que ceux qui avaient attaqué les États-Unis le 11 septembre étaient à préparer de nouveaux coups et que si les talibans n'étaient pas endigués, l'Afghanistan redeviendrait un sanctuaire pour terroristes.

This is not a war of choice. This is a war of necessity. Those who attacked America on 9/11 are plotting to do so again. If left unchecked, the taliban insurgency will mean an even larger safe haven from which Al Qaeda would plot to kill more Americans (Obama cité dans Reston 2008).

McChrystal envoya son rapport tant attendu au Pentagone et au Président le 31 août 2009. Il était classé *Top Secret* si bien que les médias ne pouvaient que spéculer sur son contenu. Le *Washington Post* prédit un rapport sobre qui paverait la voie à une demande pour un renfort de troupes. Le *New York Times* mettait en garde qu'augmenter la présence de troupes embourberait Obama dans un conflit visant à défendre un gouvernement Karzaï élu par une élection ternie par des scandales de fraude (Woodward 2010 : 28).

En effet, Hamid Karzaï était le portrait type des autocrates corrompus installés et supportés par les États-Unis à travers le monde depuis les débuts de la Guerre froide. Désespérée d'obtenir une majorité de plus de 50%, la coalition des seigneurs de guerre associés à Karzaï utilisa un vaste éventail de méthodes douteuses pour se faire élire. Après deux mois de recomptage, la Commission électorale des Nations Unies annonça que plus d'un million de bulletins de vote (28 % du total) étaient frauduleux (McCoy 2010b).

Comme l'hiver précédent, le Vice-Président continuait à s'opposer à la doctrine du COIN et réclamait que la stratégie soit axée sur du contre-terrorisme avec des raids des Forces spéciales à partir des bases de Bagram et Kandahar. Il confia aussi à Bob Woodward qu'Obama avait besoin d'un guide vu son inexpérience. Obama avait été sénateur pendant quatre ans tandis que Biden avait 35 ans de carrière. Il craignait que le Président se laisse trop facilement influencer par les militaires (Woodward 2010 : 162). Obama affirmait qu'il n'enverrait pas de troupes tant qu'il n'aurait pas une certitude absolue sur la stratégie à adopter (Woodward 2009b).

Pendant ce temps, les sénateurs républicains John McCain et Lindsey O. Graham du Comité sénatorial des Forces armées, firent une tournée médiatique en Afghanistan. Ils auraient rencontré McChrystal et Petraeus pour leur expliquer comment argumenter pour obtenir plus de troupes en Afghanistan (Woodward 2010 : 28). Pour ces deux sénateurs,

la campagne de relations publiques de l'armée était un désastre. McChrystal parlait beaucoup trop des talibans. Graham aurait dit à McChrystal :

Americans understand that taliban are bad guys, but what drives the American psyche more than anything is are we about to let the country that attacked us once attack us twice? Your briefing have absolutely no emphasis on Al Qaeda. This is a huge mistake (cité dans Woodward 2010 : 155).

Ces sénateurs visaient à corriger les pratiques discursives de McChrystal afin qu'elles cadrent mieux avec l'imaginaire sécuritaire de leur électorat. Le général de l'ISAF prit note du conseil et *Al Qaeda* revint à l'avant-scène des discours sur le danger menaçant les États-Unis et justifiant l'envoi de troupes en Afghanistan (Woodward 2010 : 156).

Malgré tout, le 2 septembre, David Ignatius du *Washington Post* publiait un article comparant l'Afghanistan au Viêt-Nam ainsi que les difficultés rencontrées par l'Empire britannique en Afghanistan cent ans plus tôt. Il remettait en cause l'efficacité de la doctrine du COIN, affirmant que son succès en Irak était plutôt attribuable à l'assassinat des chefs insurgés et aux chefs de tribus qui s'étaient laissé acheter. Ignatius constatait qu'entre l'administration civile d'Obama et les militaires, il y avait une compétition féroce afin de gagner le cœur et les esprits du public américain (Ignatius 2009). La réplique vint le lendemain de Michael Gerson, qui avait été rédacteur des discours pour Bush fils (Gerson 2009). Il se laissa convaincre par Petraeus de répondre à Ignatius dans le même journal deux jours plus tard. Dans cet article, Gerson reprenait les arguments de Petraeus, affirmant que pour réussir, il faut protéger la population et renforcer la gouvernance locale. Un tel effort nécessitait davantage de troupes et de la patience (*Ibid* 2009).

Les premières salves du débat étaient lancées dans les médias et on se répondait chaque jour. John Nagl, qui avait participé de près à l'élaboration du FM 3-24, s'impliqua activement dans ce débat (Cohen 2009). Obama et ses conseillers étaient furieux que Petraeus et McChrystal fassent un lobbying public afin d'influencer une décision présidentielle. Selon la Maison Blanche, on essayait de peindre Obama dans le

coin. Geoff Morrell, l'attaché de presse d'Obama, réussit à empêcher Petraeus d'apparaître à une émission de télévision un dimanche matin, mais celui-ci fut remplacé par le Sénateur Graham qui y reprit les mêmes arguments (Woodward 2010 :159).

Afin de réaliser une étude de cas sur la prise de décision, Peter Baker du *New York Times* a mené une douzaine d'interviews avec les décideurs et conseillers qui ont participé pendant l'automne 2009 à dix réunions d'Obama avec son Conseil de Sécurité nationale au sujet de l'Afghanistan et du Pakistan (Baker 2009b : 1). Ces réunions furent organisées et coordonnées par le Général Jones, conseiller à la Sécurité nationale. La première eut lieu le 13 septembre où Obama et ses conseillers passèrent à travers plusieurs rapports des services de renseignement. Insatisfait, Obama aurait alors commencé à poser plusieurs questions.

Does America need to defeat the taliban to defeat Al Qaeda? Can a counterinsurgency strategy work in Afghanistan given the problems with its government? If the taliban regained control of Afghanistan, would nuclear-armed Pakistan be next? (Obama cité dans Baker 2009b : 2).

Encore une fois, le Vice-Président fit part de sa préférence pour le contre-terrorisme et la réconciliation avec les combattants talibans, et affirma que le Pakistan était la priorité puisque c'est là que se cachaient *Al Qaeda* et les autres chefs insurgés (Baker 2009b : 2).

Dans les deux semaines qui suivirent, les dissensions entre décideurs de l'administration Obama apparurent au grand jour. L'Amiral Mullen affirma que le temps était compté et que les États-Unis enverraient probablement des troupes tandis que McChrystal se demandait pourquoi Obama avait qualifié cette guerre de nécessité, mais hésitait à lui donner les ressources pour agir. Trois officiers anonymes en poste à Kaboul auraient déclaré que McChrystal menaçait de démissionner si Obama n'accédait pas à ses demandes. Mais dans la même semaine, Joe Biden, de passage à CNN, affirmait qu'il était prématuré de considérer l'envoi de troupes et avait des doutes sur le succès de la mission considérant le manque de légitimité du gouvernement Karzaï, récemment élu dans des allégations de corruption. D'autres représentants du département d'État proclamaient que l'Afghanistan était un borbier qui nuisait aux politiques intérieures du Président et nuirait aux démocrates lors de l'élection du Congrès de l'année suivante

(Youssef 2009). Bien que le débat ait eu lieu sur toutes les tribunes, on voit qu'il ne dépassait jamais le cadre imposé par le Crédo; aucun des deux camps ne parlait de se retirer d'Afghanistan

Mais avec un été qui battait des records en violence et un sondage CNN démontrant que l'opposition à la guerre en Afghanistan avait atteint un nouveau record avec 57 % de l'opinion publique américaine, les guerriers-intellectuels devaient reprendre l'initiative pour gagner le cœur et les esprits aux États-Unis (Steinhauser 2009). À ce moment, l'Amiral Mullen était d'accord avec la stratégie de McChrystal, tandis que le Secrétaire à la Défense Robert Gates était partiellement d'accord. Il fallait donc augmenter la pression sur les autres membres de l'administration Obama. Le lundi 14 septembre, un long texte d'opinion apparut dans le *Wall Street Journal*, écrit par les influents Sénateurs anti-Obama Lindsay Graham, Joe Liebermann et John McCain, qui siègent sur le Comité des Forces armées du Sénat et qui n'ont jamais caché leurs liens avec Petraeus (Woodward 2010 : 170). Reprenant le discours associé au Crédo et l'intervention en Asie central, l'article affirmait que seule la force décisive pouvait triompher en Afghanistan et ajoutait :

We are confident that, the more Americans hear from Gen. McChrystal and our other military leaders, the more their confidence in the war will be restored [...]The U.S. walked away from Afghanistan once before, following the Soviet collapse. The result was 9/11. We must not make that mistake again (Graham et McCain 2009).

Au sujet de l'importance d'écouter ce que McChrystal avait à dire, ils rappelaient qu'en 2007, le Général Petraeus avait témoigné devant leur Comité du Sénat au sujet de la situation en Irak et que cet exposé leur avait permis de prendre de meilleures décisions sur l'effort de guerre (*Ibid*). Comme par hasard, le jour suivant cette lettre, l'Amiral Mullen comparut devant le Comité du Sénat sur les Forces armées, car il devait obtenir le consentement du Comité pour renouveler son poste de chef d'état-major des Forces armées des États-Unis. Il en profita pour se prononcer publiquement en faveur de la stratégie de McChrystal, affirmant que l'insurrection des talibans avait augmenté en intensité et en complexité et que, pour la contrer, il fallait supporter une stratégie du COIN. Il ajoutait que le temps était compté et qu'il fallait réagir le plus rapidement

possible (Youssef 2009). Ce conseiller militaire du Président et commandant de l'ensemble des forces armées, prenait ainsi publiquement position dans le débat et l'effet médiatique fut immédiat. Il fût sur toutes les unes des nouvelles de soirées et des journaux du lendemain (Woodward 2010 : 172). Et c'est alors que les guerriers-intellectuels en profitèrent pour envoyer leur plus grande salve de cette guerre médiatique.

2.3 La fuite de McChrystal

Passer discrètement une information compromettante aux médias afin de nuire ou embarrasser son supérieur et le forcer ainsi à prendre une décision plutôt qu'une autre est une tactique abondamment utilisée et dont les médias raffolent, vu les cotes d'écoute que cela engendre (Bacevich 2010c). La Maison Blanche suspectait depuis plusieurs mois les militaires qui participaient aux réunions de laisser fuir discrètement de l'information aux médias afin de mettre de la pression sur le Président (Baker 2009b : 1). Leurs doutes furent bientôt confirmés lorsqu'une semaine après la première réunion du Conseil de Sécurité nationale où Obama faisait part de son scepticisme face au COIN, le rapport de McChrystal sur l'Afghanistan fit l'objet d'une fuite et se retrouva dans les mains de Bob Woodward. Il publia la fuite sur internet, accessible à tous, et en fit un résumé le 21 septembre 2009 dans le *Washington Post*. Sur la page titre, on pouvait lire *McChrystal: More Forces or Mission Failure* (Woodward 2009b). L'impact fut instantané; la vision de McChrystal lue par des millions de personnes allait modeler les actes de langage de ce débat, ses arguments étant repris par tous ses partisans (Bacevich 2010 : 215).

Dans son rapport, McChrystal affirmait que les Forces de l'ISAF avaient perdu l'initiative face aux insurgés. Ces derniers, s'appuyant sur les structures tribales de pouvoirs traditionnels, avaient installé des gouvernements parallèles clandestins, qui faisaient compétition au gouvernement Karzaï. Les insurgés envoyaient ces « gouverneurs de l'ombre » mettre en place des institutions parallèles et des cours de justice basées sur la *sharia*, qui se révélaient beaucoup plus efficaces que les appareils corrompus du

gouvernement Karzaï. Ces gouverneurs de l'ombre affirmaient défendre la population contre un gouvernement corrompu et se présentaient comme les protecteurs de l'identité des Musulmans face à une invasion d'infidèles. Les civils qui collaboraient avec les Occidentaux étaient victimes de représailles (Woodward 2009b).

Parmi les principaux réseaux d'insurgés, McChrystal identifiait trois factions principales. La première était la *Shura* de Quetta au Pakistan, contrôlée par le Mollah Omar (le fondateur du mouvement taliban) qui, par l'entremise de ses gouverneurs de l'ombre autour de Kandahar et dans la province d'Helmand, contrôlait ce qu'ils appelaient l'Émirat islamique d'Afghanistan. Ce groupe se finançait principalement par la contrebande d'opium. Un autre groupe était le réseau *Haqqani*, présent dans le Sud-Est, qui recevait du financement du Pakistan et des États du Golfe Persique, en plus d'être lié de près à *Al-Qaeda*. Le troisième groupe d'insurgés était le *Hezb-e-Islami*, commandé par l'ancien chef *mujaheddin* Gulbuddin Hekmatyar, présent au Nord avec des bases au Pakistan et qui se finançait aussi par la contrebande d'opium. Rappelons que Gulbuddin Hekmatyar avait été le principal *mujaheddin* financé par la CIA contre les Soviétiques dans les années 80 et avait été ensuite un farouche adversaire du régime taliban avant de se retourner contre les États-Unis (Turse 2010 : 35-42). Dans l'ensemble, McChrystal expliquait la forte présence d'insurgés par un manque de troupes de l'ISAF et de l'ANA. Ces insurgés auraient comme objectif de contrôler la population afghane et de briser la volonté de la coalition pour qu'ils quittent le pays (McChrystal 2009 : 14-17).

McChrystal critiquait aussi le fait que l'ISAF ne défendait pas agressivement la population, étant trop préoccupée par la protection de ses propres forces, ce qui les distançait physiquement et psychologiquement des populations qu'elles étaient censées protéger (McChrystal 2009 : 20). McChrystal ajoutait que les prisons étaient devenues des sanctuaires pour recruter des terroristes parmi les détenus aliénés et que les insurgés pouvaient coordonner des attaques à partir de ces prisons sans se faire déranger par les autorités corrompues (McChrystal 2009 : 50).

Pour couvrir le terrain et protéger la population, l'ISAF n'avait pas assez de troupes ni de ressources pour mener une stratégie du COIN, qui était la seule pouvant

garantir le support de la population et un environnement sécuritaire. Les Forces de l'ISAF se devaient à tout prix de gagner la bataille des perceptions auprès des populations civiles et, pour ce faire, il fallait davantage de troupes (McChrystal 2009 : 42). Il fallait aussi élargir l'armée nationale afghane de 94 000 à 134 000 soldats avant octobre 2010 pour finalement en arriver à 400 000 en 2014 (McChrystal 2009 : 55). En bref, McChrystal affirmait que les prochains mois seraient déterminants dans le succès de sa mission et qu'il ne fallait pas hésiter; « *The imperative is to act, reject my advice is to ensure failure* » (McChrystal 2009 : 5).

La fuite du rapport de McChrystal eut pour effet de réduire le nombre d'options qu'Obama percevait comme possible pour la guerre sans nuire à sa popularité. En effet, ses adversaires furent empressés d'aller sur les tribunes publiques exiger que le Président donne à son général les moyens nécessaires pour gagner cette guerre, et ces discours eurent un effet immédiat sur l'opinion public (Bacevich 2010f). Peter Feaver, qui avait été sur le Conseil de Sécurité nationale de Bush et qui collaborait maintenant au magazine *Foreign Policy*, concluait que c'était l'enjeu de sécurité le plus sérieux auquel Obama avait à faire face (Feaver 2009). Frederick Kagan critiquait Obama pour ses tergiversations (*dithering*, un mot qui allait être repris partout et devenir le symbole de ce débat) et le gaspillage de temps mis dans d'inutiles séminaires et rencontres entre les divers acteurs pour discuter de l'élaboration d'un nouveau plan de guerre (Kagan, F 2009).

Tom Engelhardt écrit alors dans un article que presque tous les journaux et émissions télévisées étaient saturés d'anciens militaires venus y dire leur opinion et qui, dans la majorité des cas, ne faisaient que répéter les discours de Mullen, Petraeus et McChrystal (Engelhardt 2009b). La question qu'on posait dans les médias était de savoir si le Président allait appuyer le général qu'il avait choisi et dont il avait vanté les mérites en mai, ou bien s'il allait empêcher McChrystal d'avoir les outils nécessaires à l'accomplissement du travail qu'on lui avait confié. Tous les experts du COIN à qui McChrystal avait demandé conseil se mirent à publier sur leur blogue et dans les pages des principaux journaux, exigeant qu'Obama accède aux demandes de McChrystal

(Bacevich 2010 : 215). Comment sauver l'Afghanistan avait maintenant supplanté tous les autres enjeux de sécurité nationale. Même si on prétendait avoir présenté plusieurs options au Président, ces options étaient toutes une variation d'un seul et même thème; étendre l'implication militaire américaine dans un conflit déjà vieux de huit ans.

Les frictions entre les militaires et les civils s'intensifièrent le 1^{er} octobre lorsqu'un journaliste demanda à McChrystal s'il pensait que la stratégie de CT proposée par Biden pouvait fonctionner. Le Général répondit simplement que non (Baker 2009b : 3). McChrystal rejeta catégoriquement toute notion qu'une alternative à son plan pouvait exister. C'était son plan ou la guerre serait perdue. Au Congrès, des démocrates influents comme le Sénateur Harry Reid et la représentante Nancy Pelosi, faisaient part de leur opposition à l'envoi de troupes tandis que les républicains menés par le Sénateur John McCain prenaient partie pour McChrystal et pressaient le Président d'augmenter le nombre de troupes sans délai et que des demi-mesures ne feraient qu'éroder le support du public à cette guerre (Baker et Zeleny 2009).

Renforcé par cet appui, le Général McChrystal se présenta le lendemain 8 octobre 2009, devant le Président. Il répéta ses arguments principaux; les conditions de sécurité en Afghanistan se détérioraient rapidement et seule une application du COIN pouvait remédier au problème. Il offrit trois options : 10 000 soldats pour entraîner l'armée Afghane ou 40 000 pour protéger la population du Sud et de l'Est, là où l'insurrection était la plus forte, ou finalement 85 000 hommes pour faire la même chose à la grandeur du pays. Chaque option était présentée sur une carte avec des cercles bleus qui illustraient où les troupes seraient stationnées. Ses arguments semblaient copiés mot pour mot sur le FM 3-24 qu'il maîtrisait manifestement bien. Son objectif principal de mettre sur pied une armée afghane de 400 000 hommes correspondait exactement au ratio de 50 civils pour chaque soldat que le FM 3-24 recommandait. Ils se devaient d'avoir des troupes dans les centres urbains et le long des axes de communication, sinon ils seraient vulnérables sur des îlots isolés (Woodward 2010 : 213-236). Plusieurs au sein du Conseil de Sécurité nationale pensaient que McChrystal avait mal interprété la stratégie élaborée en mars et estimaient que c'était un plan beaucoup plus ambitieux dont on avait besoin.

Néanmoins, Obama avait fermé la porte à toute possibilité de se retirer de l'Afghanistan. Il ne lui restait plus qu'à choisir entre les trois options que lui présentait le général de l'ISAF (Baker 2009b : 3).

2.4 Le président acculé au mur

Pendant le mois d'octobre, à mesure que le débat s'éternisait, le *Washington Post* et *ABC News* menaient tous les deux des sondages qui démontraient que l'appui pour Obama avait chuté en raison de son hésitation sur l'Afghanistan. L'ancien Vice-Président Dick Cheney fit même une sortie médiatique appelant Obama à arrêter de tergiverser pendant que les troupes américaines étaient en danger (Woodard 2010 : 247). Pendant ce temps, en Afghanistan, les provinces de Nuristan et de Khost, toutes deux voisines du Pakistan, étaient abandonnées aux insurgés en raison d'un manque de troupes, ce qui fut allégrement repris par les médias. Partout à travers l'Afghanistan, on notait que, malgré une infériorité numérique de 1 contre 12, les attaques des insurgés étaient en hausse constante et les morts atteignaient des records. Les prédictions de McChrystal semblaient se confirmer.

Comme le mentionne Tom Engelhardt à l'époque, le débat au sein de l'administration Obama n'était plus de décider si on envoyait des troupes, mais plutôt de savoir combien on en envoyait (Engelhardt 2009c). C'est aussi à ce moment que les alliés européens avaient commencé à mettre en doute la nécessité de cette guerre et que le gouvernement italien avait enclenché un débat public pour se retirer d'Afghanistan (Sanger 2009).

Peter Spiegel et Jonathan Wiseman démontrent que deux livres sur le Viêt-Nam aux récits opposés furent abondamment cités par les deux côtés du débat afin de faire valoir leur régime de vérité. Le premier livre, *Lessons in Disaster* de Gordon M. Goldstein, brandi par Obama et Biden, raconte une Maison Blanche en 1965 qui se fait manipuler vers une escalade de la guerre par des militaires trop myopes pour comprendre ce dans quoi ils sont en train d'embarquer. L'escalade militaire ne fait qu'empirer le

conflit, qui s'éternise en longueur, en coûts et en pertes humaines avec, au final, aucun gain pour les États-Unis. Le livre sert donc de mise en garde contre les avis prématurés des militaires (Spiegel et Wiseman 2009). Peter Baker mentionne que, parmi les leçons que l'équipe de la Maison Blanche avait tirées du livre *Lessons In Disaster*, il y avait la théorie des dominos (géopolitique de tabloïde) qui affirme que si le Viêt-Nam devenait communiste, tout le reste de l'Asie du Sud-Est suivrait, ce qui se révéla faux. (Baker 2009b : 3).

L'autre livre, *A Better War*, écrit par Lewis Sorley, et dont le Sénateur John McCain et les guerriers-intellectuels se faisaient d'ardents promoteurs, raconte une administration Nixon en 1972 qui, pour plaire à l'opinion publique, rejette l'avis des militaires, bien que ces derniers aient réussi à mettre en place une stratégie pour mater l'insurrection. Le résultat est une Amérique humiliée et discréditée alors qu'elle aurait pu gagner la guerre (Spiegel et Wiseman 2009). La thèse de Sorley selon laquelle la guerre du Viêt-Nam a tourné à l'avantage des États-Unis lorsque le Général Westmoreland fut remplacé par le Général Abrams et ses méthodes différentes de contre-insurrection, fait écho à la thèse développée par le Général Petraeus dans son analyse du Viêt-Nam, comme nous l'avons vu plus haut (Petraeus 1987). Sorley raconte comment le Général Abrams abandonna la stratégie de recherche et destruction mise en place par son prédécesseur et opta pour une stratégie visant à remplacer graduellement les troupes américaines par des substituts locaux, ce qui est un parallèle direct de la stratégie du COIN (Spiegel et Wiseman 2009).

La place que prirent *Lessons in Disaster* et *A Better War* dans les débats qui eurent lieu à l'automne 2009 permet une analyse intertextuelle et généalogique des pratiques discursives des décideurs, qui met en relief leur imaginaire sécuritaire respectif. Bien qu'ils s'opposent sur la stratégie, ils ne remettent jamais en question la justification de cette guerre, ce qui démontre le poids énorme du Crédo dans les pratiques discursives du gouvernement américain.

Le 22 octobre, le Conseil de Sécurité nationale produisit ce que Peter Baker appelle le mémo du consensus, dont la majorité de l'analyse provenait de l'équipe de

Robert Gates et des guerriers-intellectuels. Ce mémo concluait que les États-Unis devraient se concentrer à diminuer l'insurrection, mais assumer qu'on ne pourrait pas la détruire (Baker 2009b : 4). Le 26 octobre, Obama demanda à Hillary Clinton, Secrétaire d'État, ce qu'elle pensait de la demande de McChrystal. Après de longs entretiens avec McChrystal, elle se prononça en faveur d'une augmentation de 40 000 soldats. Robert Gates y était aussi favorable (Baker 2009b : 4). Cependant, le même jour, il reçut un mémo de ses conseillers l'informant que la stratégie présentée par McChrystal pour les dix prochaines années coûterait 889 milliards de dollars. La nouvelle fit un choc au Président. Woodward rapporte la réaction d'Obama :

I'm not doing a long-term nation building effort. I'm not spending a trillion dollars. That's not in the national interest. Spending 1 trillion dollars on Afghanistan would come at the expense of other priorities, domestic programs or lowering the deficit (cité dans Woodward 2010 : 251).

Les guerriers-intellectuels n'avaient pas encore gagné la partie. Une autre critique vint s'ajouter, cette fois-ci provenant d'un ancien militaire. Le Lieutenant-Général à la retraite Karl Eikenberry, qui avait servi en Afghanistan entre 2002 et 2007, puis avait été nommé ambassadeur en Afghanistan par Obama en avril 2009, tenta une manœuvre de palais afin de neutraliser les pro-COIN. Le 6 novembre, un de ses messages envoyés au Conseil de Sécurité nationale eut une fuite dans les médias, ce qui déclencha une nouvelle tempête médiatique. Dans ce câble, Eikenberry faisait une critique virulente de la stratégie de McChrystal, qualifiant Hamid Karzaï de partenaire inadéquat et mettant en garde contre la doctrine du COIN qui risquait de plonger davantage le pays dans le chaos sans pour autant venir à bout d'*Al Qaeda* et leurs alliés (Hastings 2010 : 3).

McChrystal et son équipe furent pris par surprise par ce message inattendu et plusieurs sont d'avis que cette fuite visait à nuire à la demande d'augmentation de troupes (Baker 2009). Même s'ils devaient collaborer ensemble en Afghanistan, McChrystal et Eikenberry étaient reconnus pour se détester et se faisaient compétition auprès de la Maison Blanche par l'envoi de câbles et de rapports qui se contredisaient l'un et l'autre (Packer 2010). Eikenberry reprochait notamment à McChrystal d'usurper son rôle d'ambassadeur auprès d'Hamid Karzaï (Hastings 2010 : 3).

Afin de contrebalancer l'effet de la fuite de ce câble qui mettait en doute la stratégie de McChrystal, le 11 novembre, Journée des Vétérans, Petraeus alla donner une entrevue à CNN malgré les directives de la Maison Blanche de ne pas parler aux médias. Petraeus affirmait alors que le Président avait le dernier mot sur la décision à prendre et que son travail de militaire était de lui porter conseil sur ce en quoi il était qualifié. Selon des confidences que le porte-parole de la Maison Blanche fit à Bob Woodward, cette sortie médiatique fut interprétée par la Maison Blanche comme une façon de dire à Obama qu'il avait intérêt à écouter ce que les généraux avaient à dire, puisqu'ils étaient les seuls qualifiés à avoir une opinion sur le sujet (Woodward 2010 : 266).

À ce moment, Petraeus et McChrystal faisaient tout leur possible pour recentrer la discussion au sujet de la nécessité de battre les talibans et *Al Qaeda*. L'Amiral Mullen les appuyait en mentionnant qu'un contingent de 40 000 soldats supplémentaires permettrait d'avoir assez de troupes pour protéger la population et gagner leur support. S'ils n'obtenaient que 20 000 soldats, ils ne pourraient pas empêcher les talibans de renverser le gouvernement afghan. Et de toute façon, la stratégie de contre-terrorisme défendue par Joe Biden faisait déjà partie de leur plan puisque le COIN n'empêchait pas les raids des Forces spéciales au Pakistan. (*Ibid* : 267-276).

Dans le bureau du Conseil de Sécurité nationale, sur les tableaux illustrant les différentes options de déploiement des troupes demandées par McChrystal, Woodward décrit une sorte de montagne atteignant un sommet de 108 000 soldats après que les 40 000 soldats supplémentaires seraient déployés dans les 15 prochains mois pour y rester six ans. Obama considérait qu'il y avait des contradictions chez les militaires qui affirmaient avoir besoin de troupes dans les 12 prochains mois sinon la mission serait un échec, et qui en même temps, donnaient des plans de déploiement nécessitant 15 mois. Selon Woodward, Obama affirma qu'une guerre de six ans coûtant 50 milliards de dollars par année n'était pas dans l'intérêt national. Il fallait obtenir des résultats avant la prochaine élection présidentielle (*Ibid* : 277-278). Il fallait arriver à un compromis. Le 23 novembre, le Président annonça à son équipe que le plan devait être plus court, avec un déploiement de 30 000 soldats avant juillet 2010 et qui commenceraient à se retirer un an

plus tard en 2011 (*Ibid*: 290). Robert Gates et ses conseillers élaborèrent alors une stratégie incluant un renfort de 30 000 soldats américains avec l'OTAN qui fournirait la différence pour arriver aux 40 000 demandés par McChrystal et un plan de retrait des troupes en juillet 2011 (Baker 2009b : 4). On avait trouvé un compromis.

Le 29 novembre, Obama annonça à ses conseillers qu'il avait pris sa décision. Il donnerait l'ordre d'envoyer 30 000 soldats en renfort le plus rapidement possible puis retirerait progressivement les troupes d'Afghanistan à partir de juillet 2011 (*Ibid* : 6). Afin de se garantir l'appui des démocrates, dont plusieurs menaçaient de voter contre la dépense de milliards de dollars pour cette guerre, Obama rencontra Nancy Pelosi, la *Speaker* démocrate à la Chambre des représentants. Celle-ci lui assura qu'elle ferait tout en son pouvoir pour rallier les démocrates à son vote, mais Obama devait dans son discours justifier la mission, prouver comment cela protégeait des vies américaines et assurer qu'on n'y resterait pas embourbé pendant encore dix ans (Woodward 2010 : 307).

2.5 Le discours de *West Point*

Le 1^{er} décembre 2009, après trois mois de débat, le Président se rendit à la prestigieuse académie militaire de *West Point* donner un discours devant 4 000 cadets venus assister à cet événement médiatique à grand déploiement. Dans un discours d'une demi-heure imprégné du Crédo, il tenta de convaincre une nation de moins en moins convaincue de la nécessité de cette guerre.

If I did not think that the security of the United States and the safety of the American people were at stake in Afghanistan, I would gladly order every single one of our troops home tomorrow. This is not just America's war [...] The struggle against violent extremism will not be finished quickly, and it extends well beyond Afghanistan and Pakistan. It will be an enduring test free society, and our leadership in the world (cité dans Stolberg et Cooper 2009).

Dans son discours, Obama rappela aux Américains pourquoi ils étaient en Afghanistan. Le Président affirma qu'il s'agissait de l'épicentre du terrorisme et que les attentats du 11 septembre avaient été planifiés par *Al Qaeda* qui pouvait se réinstaller en Afghanistan si nous quittions le pays. Il mentionna qu'une coalition internationale

supportait cette guerre, renforçant la notion de leadership et d'universalisme de l'exceptionnalisme américain (cité dans Woodward 2010 : 305).

Il annonça que 30 000 soldats seraient déployés avant l'été et qu'un an plus tard, en décembre 2010, le Conseil de Sécurité nationale mènerait une analyse pour voir ce qui avait fonctionné et où il y avait des lacunes. Puis, en juin 2011, il commencerait à retirer les forces (Woodward 2010 : 325). Obama élaborera ensuite la stratégie de contre-insurrection qui, selon lui, renverserait les gains faits par l'insurrection, protégerait les Afghans, mettrait de la pression sur le gouvernement afghan afin qu'il développe ses propres forces de sécurité et augmenterait les attaques contre *Al-Qaeda* au Pakistan; « *America, we are passing through a time of great trial. And the message that we send in the midst of these storms must be clear: that our cause is just, our resolve unwavering* » (cité dans Stolberg et Cooper 2009).

Bien que la plupart des journalistes couvrant le discours parlèrent des 30 000 soldats ajoutés, les grands titres du *New York Times* du lendemain proclamaient : « *Obama Adds Troops, but Maps Exit plan* » (Stolberg et Cooper 2009). La réduction de 40 000 à 30 000 soldats permettait au Président de sauver la face et il ne suffisait à McChrystal que d'obtenir les 10 000 manquants auprès de l'OTAN pour avoir son chiffre de 40 000. Le général Petraeus mentionna par le fait même une de ses phrases les plus célèbres qui allait être abondamment reprise par ses critiques : « *You have to recognize also that I don't think you win this war. I think you keep fighting* » (cité dans Woodward 2010 : 332).

Finalement, avec ce discours, Obama donna à ses généraux ce qu'ils voulaient et acheta la paix au sein de son propre parti pour les 18 prochains mois en leur promettant de retirer les troupes en juillet 2011. Le Président avait aussi puisé dans les vieux clichés de l'exceptionnalisme américain en invoquant l'unité nationale et le rôle des États-Unis de protéger le monde libre. Parmi les démocrates, ce discours était rassurant puisqu'avec sa date de retrait, il permettait de se préparer à un imprévu qui viendrait miner la campagne électorale de 2012. La date de juillet 2011 donnait au Président assez de

flexibilité avant l'élection présidentielle pour que sa campagne de relations publiques influence le narratif (Coll 2009).

L'affirmation du Président sur le retrait en juillet 2011 déclencha un barrage de critiques de la part des républicains et de plusieurs militaires qui affirmaient que cette annonce encouragerait les talibans à simplement patienter jusqu'en juillet 2011 avant de renverser leur opposant. Le Sénateur républicain du Texas John Cornyn affirma que :

Setting a draw-down date before this surge has even begun is a mistake, and it sends a mixed message to both our friends and our enemies regarding our long-term commitment to success (cité dans Stolberg et Cooper 2009).

Une semaine plus tard, l'administration Obama orchestrait une opération de relations publiques afin de faire taire les critiques. Apparaissant à CNN, le Général James L. Jones déclara: « *We have strategic interests in South Asia. We're going to be in the region for a long time* » (cité dans Mazzetti 2009).

Dans une interview à CBS, le Secrétaire à la Défense Robert M. Gates affirma que : « *What we have is a specific date on which we will begin transferring responsibility for security district by district, province by province in Afghanistan, to the Afghans* » (cité dans Mazzetti 2009).

De passage à Fox News, le Général Petraeus déclara : « *the Obama administration was not planning a "rush to the exits" in Afghanistan, and that depending on the security conditions there could be tens of thousands of American troops in Afghanistan for several years* » (cité dans Mazzetti 2009).

2.6 Des indices d'une occupation permanente

En moins d'une semaine, l'affirmation du retrait en juillet 2011, dont le but était de satisfaire la base anti-guerre d'Obama, venait d'être diluée à presque rien. En un an, par leurs manœuvres de palais au sein du Congrès, des médias complaisants et la mobilisation d'une cohorte d'experts provenant des *think tanks*, les guerriers-intellectuels

avaient complètement réussi à faire accepter leur stratégie du COIN. Le *surge* annoncé par le Président représente un nombre considérable lorsqu'on sait qu'à l'élection d'Obama, il n'y avait que 32 000 soldats en Afghanistan et, qu'en un an et demi, le nombre avait augmenté à près de 100 000, du jamais vu en termes d'escalade depuis le Viêt-Nam. Neuf jours après son discours à *West Point*, Obama s'envolait pour la Norvège afin de recevoir son prix Nobel de la paix. Au même moment, Jo Comerford du *Asia Times* publiait un article dans lequel il rapportait qu'un *surge* de 30 000 soldats allait coûter au minimum 30 milliards de dollars par an. Cela voulait dire une facture de 57 077,60 \$ par minute pour les payeurs de taxes américains, ce qui portait à 102,9 milliards de dollars les dépenses militaires des États-Unis en Afghanistan pour l'année 2010. Cette somme est cinq fois plus grande que le produit intérieur brut de l'Afghanistan (Comerford 2009).

À ce chiffre, il faut ajouter les mercenaires et autres contractants privés qui sont depuis huit ans abondamment utilisés, notamment les employés de KP, DynCorp et Xe (anciennement Blackwater), attitrés au transport et à la garde du ravitaillement ou qui fournissent la sécurité sur certaines bases, et qui sont tous payés avec les fonds publics, sans être inclus dans les discussions que nous avons vu plus haut. Selon un recensement du Département de la Défense, le nombre de ces sous-traitants a augmenté de 40% entre juin et septembre 2009, pour un total final de 104 101, dont 78 430 sont des Afghans qui travaillent pour des multinationales comme DynCorp International et 9300 seulement sont des Américains (Cole, A : 2009).

Nick Turse démontrait dans un article de novembre 2009 qu'en trois ans, le Pentagone avait dépensé 2,7 milliards de dollars en projets de construction de bases militaires en Afghanistan et demandait 1,3 milliards supplémentaires au Sénat pour l'année 2010. Le projet d'agrandissement de la base aérienne de Bagram était prévu pour commencer seulement en 2011, et ses pistes d'atterrissage étaient décrites comme les plus achalandées au monde. La base de Kandahar quant à elle prévoyait des travaux d'agrandissement pour accueillir 18 000 personnes supplémentaires. En plus de leurs infrastructures défensives, ces deux méga-bases disposent de plusieurs restaurants, bars et

magasins, en plus d'un imposant réseau de postes avancés (*Foward Operating Base* ou FOB). Entre juin et septembre 2009, les *Marines*, envoyés sous l'ordre d'Obama lors de son premier *surge*, ont installé 10 nouveaux postes avancés, six bases pour les patrouilles, plusieurs zones d'atterrissage pour hélicoptère ainsi qu'un aérodrome (Turse 2009).

Bien que, dans tous ces discours, les militaires américains affirmaient que leur présence en Afghanistan ne serait pas permanente et qu'ils quitteraient bientôt, l'ampleur des sommes investies et des travaux en cours laissent déjà croire au contraire. Au-delà des débats à Washington sur la continuité de la mission, l'ampleur des constructions de bases militaires en Afghanistan laisse présager que le Pentagone compte maintenir des garnisons permanentes dans ce pays, peu importe la décision qui sera prise à Washington par l'administration civile.

Malgré des années passées à mettre en place une police et une armée nationale loyale à un gouvernement central à Kaboul, ces institutions sont loin d'être en mesure de prendre la place des troupes de l'ISAF. Témoignant devant le Comité sénatorial des relations étrangères, le Général Petraeus estima que mettre en place une armée nationale afghane forte de 400 000 hommes coûterait 10 milliards de dollars par année (Landler 2009). Petraeus n'explique pas comment un des pays les plus pauvres de la planète peut se payer une armée de 400 000 hommes à ce coût, mais il est intéressant de noter que 25% des recrues entraînées depuis le début de l'année 2009 avaient déserté, et ceux restant avaient la réputation d'être moins payés que ce qu'offre l'insurrection pour ses combattants (Gareth 2009).

CHAPITRE 3

LA GUERRE D'OBAMA II

3.1 Les limites du COIN

Les champs fertiles le long de la rivière Helmand produisent 40% de la production mondiale d'opium et d'héroïne, et la majorité de cette production transite par la ville de Marja. Depuis cinq ans, ces récoltes combinées à celles des autres provinces représentent 50% du produit intérieur brut de l'Afghanistan, ce qui en fait le plus important producteur d'héroïne dans le monde, supportant plus de 500 000 familles de fermiers, soit 20% de la population du pays (McCoy 2010). Pour bien comprendre la dynamique de la guerre en Afghanistan, il faut comprendre que dans un État agraire comme celui-ci, l'agriculture est la fondation de la politique, unifiant les familles, les clans et les villages au gouvernement, aux tribus et aux seigneurs de guerre. Puisque le but ultime d'une stratégie de contre-insurrection est de rétablir l'autorité de l'État central, cela devient très compliqué lorsque l'économie repose largement sur une activité illicite, et que les insurgés n'ont aucun problème à vivre de cette économie (McCoy 2010).

Puisque la culture du pavot nécessite beaucoup de main d'œuvre, elle fournit une grande part de l'emploi saisonnier dans un pays ruiné par la guerre ayant un très haut taux de chômage. Les marchands d'opium réussissent à accumuler un capital suffisant pour être les principaux créanciers de plusieurs villageois pauvres qui pourraient difficilement survivre sans ce crédit. Puisque qu'il requiert moins d'eau que la plupart des autres semences, le pavot constitue un avantage dans cette région aride. Les multiples tentatives d'éradiquer la production d'opium à seulement eu comme résultat d'aliéner la population et de la retourner contre l'occupant étranger et le gouvernement Karzaï. Une autre méthode, qui était de payer les fermiers pour ne pas qu'ils cultivent, n'a fait que leur donner une subvention pour augmenter leur capacité de production. Au final, non seulement les insurgés tirent-ils leurs revenus de la vente de l'opium, mais en plus, leur rôle de protecteurs et d'exportateurs des agriculteurs leur donne un contrôle sur le cœur de l'économie (McCoy 2010).

Ainsi, le 13 février 2010, la ville de Marja devint l'objectif de l'Opération Moshtarak, la plus grande offensive militaire en huit ans de guerre, qui visait par une stratégie de COIN à prendre le contrôle de cette ville considérée comme le centre névralgique de la culture de l'opium. Des 15 000 troupes qui furent hélicoptérées jusqu'à Marja, 60% étaient des Afghans. Participèrent à l'opération un grand nombre d'administrateurs civils et 1 000 policiers, prêts à gouverner la ville aussitôt que les combats prendraient fin. Vantant l'aspect novateur de son opération, le Général McChrystal déclara : « *We've got a government in a box, ready to roll in* » (McChrystal, cité dans Sanger 2010).

Annoncée par la presse comme le test ultime pour le *surge* d'Obama, l'opération fut d'abord perçue comme un succès de COIN mais tourna vite au fiasco (West 2011 : 192). Pendant que la population fuyait les combats, les talibans en profitaient pour s'échapper parmi eux, non sans avoir préalablement piégé la ville avec de nombreuses mines et retardé l'avance des *Marines* avec des tireurs embusqués. Lorsque les combats se calmèrent et que la population revint, les talibans amenèrent eux aussi leur variante du *gouvernement in a box* avec leurs gouverneurs de l'ombre qui s'infiltrèrent sous le nez de la coalition pour venir régler les disputes judiciaires et collecter des taxes sur l'opium (Jones 2010). Ne voulant pas s'aliéner la population locale, la coalition laissa les fermiers continuer à cultiver le pavot, et les insurgés ne furent donc pas drastiquement perturbés par l'opération Moshtarak.

En prenant le commandement des troupes en Afghanistan et en recevant du renfort, McChrystal mit en place les idées les plus radicales du FM 3-24. Afin de limiter les pertes civiles qui aliénaient la population, il mit des restrictions sur l'usage des appuis aériens, pourtant le plus grand avantage des forces américaines. Pour que des troupes au sol reçoivent un appui aérien, elles devaient être sûres qu'il n'y ait pas de civils dans les environs (Schachtman 2010). Face aux restrictions imposées par McChrystal, les soldats se plaignaient qu'ils pouvaient difficilement se défendre et ils étaient frustrés de voir des insurgés être libérés par les autorités afghanes par manque de preuve. Selon les nouvelles

règles d'engagement, un insurgé qui n'a pas d'armes sur lui est automatiquement considéré comme un civil (dans Hastings 2010 :5). Mais ce sont les règles du jeu lorsqu'on veut gagner le cœur et l'esprit de la population. À ce propos, McChrystal répond avec ce discours souvent répété par les guerriers-intellectuels, comme Petraeus et Nagl : « *You can't kill your way out of Afghanistan. The Russians killed 1 million Afghans, and that didn't work [...] for every innocent person you kill, you create 10 new enemies* » (cité dans Hastings 2010 : 5).

Les besoins en munitions chutèrent de moitié aussitôt que McChrystal mit en place ses nouvelles directives (Schachtman 2010). Les insurgés étaient désormais responsables de 70% des pertes civiles. Face à ce constat, les militaires américains se demandèrent pourquoi les insurgés ne s'aliénaient pas autant la population que les forces de l'ISAF. Un sondage révéla qu'en moyenne, la population croyait que si la coalition n'avait pas été là, il n'y aurait pas eu de combat. La coalition était donc à blâmer autant que les insurgés, et les mesures de McChrystal n'avaient pas réussi à changer la perception des gens (West 2011 : 206).

Expliquant ce phénomène, une étude statistique faite au *London School of Economics* a démontré que, lorsque l'ISAF tue des civils, le nombre d'attaques d'insurgés augmente proportionnellement. Pour leur étude, les chercheurs ont examiné entre janvier 2009 et mars 2010 des données sur les pertes civiles causées par la coalition, et sur les représailles qui ont suivi. Les pertes civiles causées par l'ISAF sont proportionnelles aux attaques contre la coalition. Ainsi, selon le modèle de cette étude, on constate une augmentation de 0,003% d'attaques par civil tué, ce qui voudrait dire que, dans un district de 83 000 habitants, si on tue deux civils, il y aura dans les semaines suivantes six attaques contre la coalition (Ackerman 2010). Dans les quatre premiers mois de 2010, les forces de l'ISAF avaient tués 90 civils, une augmentation de 76% par rapport à la même période en 2009, et qui déclencha même des émeutes à Kandahar (Hastings 2010 : 4).

La stratégie COIN théorise que la population des villages va rejeter l'appui aux insurgés lorsque la coalition leur proposera des projets économiques, comme la construction d'une route. Mais dans beaucoup de cas rapportés, ils acceptent l'aide économique, sauf qu'ils demeurent neutres, attendant de voir qui va gagner sur le champ de bataille. Ainsi, Bing West commente qu'en donnant des milliards de dollars, on a créé une culture de dépendance plutôt qu'une rébellion contre les insurgés (West 2011 : xii). Ces immenses sommes d'argent provenant de l'Occident alimentent la corruption en Afghanistan et ne font qu'aggraver les problèmes.

Alissa Rubin du *New York Times*, qui couvrait la province de Kunar dans l'Est, rapporta qu'après cinq ans de combat acharné, les troupes américaines se retiraient de la vallée de Korengal, connue sous le sobriquet de « vallée de la mort ». Cette retraite survenait un an après que les Américains avaient évacué la province voisine du Nuristan pour des raisons semblables. Prétextant qu'il n'y avait rien à gagner à rester dans ce territoire hostile, le Général McChrystal concéda que c'était une erreur dès le départ de croire qu'on pouvait pacifier cette région. Selon lui, il fallait plutôt concentrer les troupes là où il y avait des gains à faire, c'est-à-dire dans les régions peuplées. Que la vallée de Korengal soit une porte d'entrée à partir du Pakistan, et que la région ait été une des premières à se soulever contre les Soviétiques puis contre l'ISAF, ne semblait soudainement plus avoir d'importance dans le discours de McChrystal, qui concluait que, dans une guerre, les dynamiques changent et il faut savoir s'adapter (Rubin 2010).

Près d'un an plus tard, lorsque les Américains abandonnèrent complètement les provinces montagneuses du Nuristan et du Kunar, les commandants talibans répandirent la nouvelle que les Américains fuyaient les champs de bataille quand ils essuyaient trop de pertes. Devenues des symboles de l'impuissance des forces armées américaines dans le récit des insurgés, les vallées de Wanat, Bari Alai, Barge Matal, Keating Dangas, Korengal, Ganjigal et Ghaki Pass furent toutes abandonnées une après l'autre après de violents combats, et l'ISAF se replia dans les grands centres peuplés où on espérait que la stratégie du COIN aurait de meilleurs résultats (West 2011 : 120). Voilà un excellent

exemple de l'analyse de Pierre Chayeron qui tentait de prouver que la doctrine de COIN conduit à investir dans les régions où la rébellion est établie, alors que celles qui sont déjà acquises sont délaissées et peuvent rebasculer dans l'insurrection. Les pratiquants du COIN n'ont donc jamais assez de troupes et en réclament toujours plus de la part de Washington (Chayeron 2010).

3.2 La plus longue guerre de l'histoire des États-Unis

Le 1^{er} mai 2010, un Pakistanais de 30 ans, citoyen américain depuis 1 an, échoua à faire détonner une bombe sur Times Square à New York, puis fut arrêté. Lorsqu'il fut interrogé par la police, il admit avoir été entraîné dans un camp au Pakistan. L'événement prit alors des proportions médiatiques presque aussi grandes que s'il avait réussi son coup et servit de prétexte pour justifier l'importance d'avoir plus de troupes en Afghanistan et la nécessité d'étendre les opérations au Pakistan (Innes 2010). À la mi-mai, McChrystal se rendit à la Maison Blanche en compagnie d'Hamid Karzaï. Devant des journalistes et des dignitaires, le Président Obama vanta les mérites de ses deux partenaires et prononça le mot *progrès* 16 fois en moins d'une heure, mais sans jamais prononcer le mot *victoire*. L'événement a néanmoins été décrit par les médias comme l'engagement le plus ferme qu'Obama prit envers la stratégie de McChrystal depuis son discours à *West Point* (Hastings 2010 : 6).

La guerre en Afghanistan avait alors dépassé celle du Viêt-Nam comme guerre la plus longue de l'histoire des États-Unis. L'Opération *Moshtarak* continuait à s'éterniser sans résultat positif, alors que les pertes américaines passaient le cap symbolique des 1 000 morts, et que les embuscades faites avec des engins explosifs improvisés avaient doublé en un an. Depuis l'élection d'Obama jusqu'au printemps 2010, sa popularité avait continué à chuter, passant de 63% à 44% et pour diverses raisons, autant de politique intérieure qu'extérieure (Hastings 2010 : 2)

Le Pentagone prévoyait lancer l'Opération *Omaid* (espoir) sur Kandahar pendant l'été 2010. C'était la deuxième plus grande ville du pays et le berceau du mouvement taliban. Le plan consistait à prendre le contrôle de tous les quartiers de la ville en collaboration avec les troupes d'Hamid Karzaï et d'injecter 90 millions de dollars en aide afin de gagner l'appui de la population. L'Opération *Omaid* était présentée comme un tournant dans la guerre et comme la principale raison du déploiement de troupes annoncé en décembre dernier. Mais le 10 juin, constatant que l'Opération *Moshtarak* n'avait pas atteint ses objectifs et qu'il fallait davantage de préparation, l'opération sur Kandahar fut reportée à l'automne (Hastings 2010 : 6).

Puis, le 22 juin, le magazine *Rolling Stone* publia l'article « *The Runaway General* », qui dressa un portrait du Général McChrystal un an après son entrée aux commandes des forces de l'ISAF. Dans cet article, McChrystal et ses collègues n'étaient pas tendres à l'égard de l'administration civile d'Obama. Le conseiller à la Sécurité nationale y était décrit comme un clown vivant encore en 1985, le vice-président était décrit comme étant insensé, et Holbrooke, l'ambassadeur en Afghanistan, était vu comme un autocrate. L'article mettait au grand jour la méfiance des militaires à l'égard de l'administration civile de la Maison Blanche (Hastings 2010).

Depuis la tempête médiatique de l'automne précédent, il y avait deux nouveaux récits en concurrence : une version qui affirmait que le Président par son leadership avait réussi à garder le contrôle sur les militaires en tant que *Commander in Chief* et l'autre récit qui considérait que les militaires avaient réussi à avoir ce qu'ils voulaient (Woodward 2010 : 372). L'article du *Rolling Stone*, hautement médiatisé, tendait maintenant à accréditer la deuxième version. C'était inacceptable pour la Maison Blanche. Après avoir consulté ses conseillers, Obama surprit le Pentagone en congédiant McChrystal pour avoir manqué de respect envers le contrôle des civils sur les militaires. Puis il ordonna à Petraeus de quitter le CENTCOM et de prendre en main le commandement de l'ISAF en Afghanistan, invoquant que personne d'autre n'était plus qualifié (West 2011 : 225). Le congédiement de McChrystal par Obama fut perçu comme

la réaffirmation du principe du contrôle civil sur les militaires, et fut pendant trois jours la nouvelle à la une de tous les médias (Packer 2010).

Ce principe du contrôle des élus sur les militaires est une des fondations mythiques du système politique américain, assurant (en théorie) que les puissantes forces armées et leur corps d'officiers très influents ne posent aucun danger pour la démocratie. Mais comme le rappelle Bacevich, les officiers poursuivent leur propre agenda, porté par leur conviction propre qu'ils savent ce qui est bon pour leur pays, et par extension, ce qui est bon pour l'institution sur laquelle ils président. L'attitude du Pentagone n'est aucunement différente de celle d'un fabricant d'automobiles, d'un syndicat, d'une firme de finance, de groupes environnementaux ou d'une église. Tous les acteurs qui sont à la tête d'une institution agissent selon ce qu'ils perçoivent être l'intérêt et la mission de celle-ci. Et comme nous l'avons vu, les militaires n'hésitent pas à faire des alliances avec les membres du Congrès, pour qui l'intérêt de la nation coïncide souvent avec ce qui bénéficie à leurs électeurs (Bacevich 2010f). Depuis 1945, l'hégémonie grandissante du Crédo sur l'ensemble de la classe politique américaine tend à démontrer que les civils n'ont plus vraiment de contrôle sur le complexe militaro-industriel.

Quelques jours après le congédiement de McChrystal, le Comité sénatorial des forces armées approuva à l'unanimité la nomination de David Petraeus (DeYoung et Whitelock 2010). Nous avons vu plus tôt comment il avait toujours eu la faveur des sénateurs de ce comité. Aussitôt approuvé, il alla dîner avec le vice-président Joe Biden puis, dans ce que les médias présentèrent comme une tentative de régler les dissensions internes, se rendit directement en Afghanistan rencontrer les ambassadeurs Holbrooke et Eikenberry, qui avaient toujours été opposés aux stratégies des guerriers-intellectuels. Devant les médias, Petraeus déclara : « *We are all firmly united in seeking to forge unity of effort [...] I will continue the emphasis on reducing the loss of innocent civilian life to an absolute minimum in the course of military operations* » (cité dans DeYoung et Whitelock 2010).

Au sujet du retrait des troupes promis par Obama pour juillet 2011, Petraeus donna le ton en affirmant que ce n'était pas une date de sortie mais le début d'un processus de transfert d'autorité au gouvernement afghan. Selon-lui, l'OTAN devait fournir une assistance en Afghanistan pendant encore longtemps après la date de juillet 2011 (DeYoung et Whitelock 2010).

Est-ce que Petraeus serait à la hauteur pour redresser la situation qui se détériore en Afghanistan? En effet, Gareth Porter écrivait dans *Foreign Policy* que le dernier rapport de McChrystal, rapporté dans le journal *The Independent*, affirmait qu'aucun progrès clair n'avait été fait depuis l'offensive de février 2010 par rapport au plan approuvé en mars 2009 (Porter 2010). Les médias complaisants allaient faire en sorte que Petraeus devint une fois de plus, le sauveur d'une situation désespérée. Dans les jours qui suivirent la nomination de Petraeus à la tête de l'ISAF, on revit dans les médias le même engouement qu'il avait connu en 2007 et dont McChrystal avait fait l'objet en mai 2009. Le *New Yorker* le décrivit comme l'officier le plus talentueux de sa génération (Packer 2010), le Sénateur John McCain affirma que c'était un héros américain, et le *Washington Post* parla de lui comme d'un ambassadeur-guerrier (DeYoung et Whitelock 2010).

Richard Dreyfuss écrivit un article à la fin juin 2010 démontrant comment une palette de faucons, de néoconservateurs, d'intellectuels provenant de *think tanks* comme l'*Heritage Foundation* et le *Center for a New American Security* en collaboration avec les Républicains du Comité sénatorial sur la défense, se firent l'écho des propos du Général Petraeus sur toute les tribunes (Dreyfuss 2010). Après un an d'efforts et plusieurs manœuvres de palais, McChrystal avait eu toute les ressources nécessaires pour implanter en Afghanistan les concepts les plus radicaux tirés du FM 3-24. Maintenant qu'il était remplacé par l'architecte de cette doctrine, on était en droit de penser que Petraeus continuerait ce que McChrystal avait débuté.

Mais Petraeus n'était pas au bout de ses peines, car pendant l'été, la situation continua de se détériorer, et cela transparaisait beaucoup dans les médias. Ann Jones,

une journaliste qui accompagnait les troupes américaines dans les opérations de l'année 2010 publia un article en juillet où elle ironisait sur le manuel de contre-insurrection, qui affirme que chaque mort collatérale doit être compensée aux populations civiles par des cadeaux et des projets de construction, ce qui expliquait pourquoi l'Afghanistan était maintenant traversé de longues routes neuves. Elle rapportait aussi que les soldats de l'armée nationale afghane volaient l'équipement de l'ISAF et la revendaient aux talibans. Quant aux mercenaires locaux des compagnies privées de sécurité chargées de protéger les convois de ravitaillement, ils payaient directement (avec l'argent des contribuables occidentaux) les talibans pour ne pas se faire attaquer pendant le transport. De plus, la stratégie de chasser et de tuer les chefs des insurgés faisait en sorte de laisser des bandes indisciplinées de gangs armés, et maintenant sans leadership, piller les campagnes et ainsi augmenter la violence. Ann Jones se moqua de cette stratégie du COIN digne d'un Vaudeville, dans lequel on se retrouvait à payer pour les deux factions rivales ainsi que tous les brigands entre les deux, dans l'espoir qu'un jour ils déposeraient les armes et reconnaîtraient la légitimité d'un gouvernement perçu comme une marionnette des États-Unis (Jones 2010).

Malgré les 14 milliards de dollars envoyés pour former l'armée et la police afghane, seulement 40 des 150 bataillons prévus étaient opérationnels et 26% des soldats avaient déserté après avoir touché leur premier chèque, pour se faire réengager ensuite dans une autre province sous un autre nom (West 2011 : 227). Néanmoins, Hamid Karzaï mentionnait dans un discours que 2014 serait l'année où ses troupes seraient prêtes à assurer toute les responsabilités de la sécurité dans le pays, et cette déclaration fut reprise par les Américains (Engelhardt 2010c).

Puis à la fin juillet, une véritable bombe médiatique vint éclater au milieu d'une campagne de contre-insurrection qui allait de plus en plus mal. *Wikileaks* publia 92 000 documents d'archives du Pentagone, collectés entre janvier 2004 et décembre 2009. Ces documents publiés par le *New York Times*, le *Guardian* et le *Der Spiegel*, donnaient l'impression que la situation en Afghanistan était pire que la version officielle qu'on

présentait au public. Sur ces documents de *Wikileaks*, le *New York Times* rapportait qu'il offrait une mosaïque claire qu'après 300 milliards de dollars dépensés dans une guerre qui durait depuis bientôt neuf ans, les insurgés étaient de plus en plus nombreux, mieux coordonnés et plus efficaces dans leurs opérations. Le gouvernement afghan était corrompu, sa police et son armée d'une loyauté questionnable et le gouvernement pakistanais jouait double-jeu avec certains de ses officiers, aidant les insurgés en leur donnant de l'argent, des informations et des armes et parfois même des abris. Les documents démontraient aussi que les *raids* des forces spéciales et des drones sans-pilotes au Pakistan et en Afghanistan s'étaient accéléré sous l'ordre d'Obama et avaient tués beaucoup plus de civils innocents que de commandants insurgés (Schmitt 2010). D'autres documents que *Wikileaks* publia en décembre 2010 révélèrent que plus d'un milliard de dollars provenant des États-Unis comme aide au gouvernement Karzaï se retrouvait ensuite hors de l'Afghanistan pour être déposé dans des comptes de banques à Dubaï et ailleurs (West : 2011 : 227).

Enfin, 62% des Américains affirmaient dans un sondage que la guerre allait très mal et 44% n'approuvaient pas la façon dont Obama gérait celle-ci. Soixante-treize pourcent des Démocrates exigeaient que les États-Unis commencent à se retirer totalement en juillet 2011, tel que promis par Obama lors de son discours à West Point (Condon : 2010).

3.3 Petraeus prend sa guerre en main

Constatant que la situation était pire que jamais, les opposants à la guerre en Afghanistan reprenaient sans cesse la date de juillet 2011 pour mettre de la pression pour un retrait total des troupes (Bacevich 2010f). Devant les critiques de plus en plus virulentes contre cette guerre et l'incertitude de savoir si le Président respecterait réellement sa promesse de se retirer en juillet 2011, les guerriers-intellectuels décidèrent de neutraliser cette menace de retrait une bonne fois pour toutes.

Au mois d'août, le Général Petraeus commença alors une tournée médiatique afin de convaincre le public américain que les États-Unis se devaient de continuer leurs efforts de contre-insurrection en Afghanistan au-delà de la date de juillet 2011 (Layne 2010). Il déclara au *New York Times* qu'il était contre tout départ précipité en juillet 2011, car : «*For the first time we will have what we have been working to put in place for the last year and a half*» (cité dans Filkins 2010). Dans un article qu'il publia lui-même dans le *Washington Post*, il écrit :

I think we're seeing the early stages of a population centric, comprehensive, civil-military, counterinsurgency effort. We are seeing the early results of the implementation of that kind of approach.. [...] In a three-month period, there were nearly 3,000 operations -- more than 350 insurgent leaders either killed or captured... (Petraeus 2010 : 1-3).

Dans une autre série d'interviews données à NBC, il exposa qu'il allait essayer de convaincre le Président de ne pas retirer de troupes l'été prochain. Au *Times*, il affirma sans ambiguïté qu'il résisterait à ce qu'on retire les troupes en juillet 2011 puisqu'elles accomplissaient des progrès sur plusieurs fronts, notamment celui de repousser les talibans hors de leur sanctuaire dans le sud du pays, et que ses réformes du gouvernement afghan et la préparation d'une armée nationale faisaient en sorte que ceux-ci pourraient éventuellement prendre la place des troupes américaines. Les violences de l'été venaient du fait qu'on était en pleine saison de combat et que c'était un moment pivot pour reprendre l'initiative (Filkins 2010). Puis, Petraeus continua sa tournée en apparaissant à CBS, l'*Associated Press*, la BBC et NATO TV (Engelhardt 2010b). Dans toutes ses entrevues, le Général Petraeus démontrait ses talents politiques en étant patient, discipliné et prudent dans le choix de ses mots, afin d'amener l'interview en sa faveur (Filkins 2010).

Ces manœuvres médiatiques de Petraeus étaient les mêmes qu'il avait faites en 2007 pour supporter son plan en Irak. C'est l'œuvre de sa carrière et celle de tous ses collaborateurs que Petraeus défendait ainsi sur toutes les tribunes. Un général avec autant d'ambition ne pouvait avouer son échec. Il devait préserver le régime de vérité qu'il avait

construit tout au long de sa fulgurante carrière, sinon celle-ci irait rejoindre le panthéon historique des chefs de guerres déchu. Tout au long de cette tournée médiatique, Petraeus continuait à invoquer le mythe qu'il avait lui-même créé, celui du succès de sa stratégie en Irak en 2007 (Layne 2010). En 2007 comme en 2010, les deux campagnes médiatiques étaient coordonnées avec des sorties médiatiques de la part d'intellectuels et de généraux à la retraite liés à l'industrie de la défense et qui se faisaient les échos des arguments de Petraeus. Le Colonel John Nagl, président du *Center for a New American Security* et co-auteur de la théorie du COIN, écrivait :

... it will take at least a generation for the U.S. to prevail in the fight against terrorism. The new strategy assumes that the global counter-insurgency may last as long as the Cold War, and will require a greater mobilization of national resources than has occurred to date (cité dans Layne 2010).

Tom Engelhardt déplorait alors cette tendance qu'ont les généraux et amiraux de promouvoir leur agenda politique en faisant des sorties médiatiques afin d'influencer les journalistes et commentateurs. Depuis la dernière guerre en Irak, le Pentagone était devenu habile à envoyer des bataillons de militaires à la retraite remplir les cases horaires des CNN et autres *Fox News* afin de promouvoir son agenda (Engelhardt 2010b). La multiplication des médias de masse et des canaux de nouvelles en continu avait accru cette tendance.

Parmi les nombreux intellectuels qui se firent l'écho de Petraeus pendant cette tournée médiatique, Engelhardt identifie Thomas Ricks du *Washington Post*, Michael O'Hanlon et Kenneth Pollack du *Brookings Institute*, Andrew Exum, un ancien adjoint de McChrystal, ainsi que John Nagl et David Kilcullen du CNAS, tous deux anciens collaborateurs de Petraeus, et finalement Frederick Kagan du *American Enterprise Institute*. Ces personnes, ainsi que plusieurs autres, furent invitées à répétition dans les zones de guerre où les forces américaines les ont accueillies, leur ont fait faire le tour des opérations puis les ont renvoyées aux États-Unis offrir aux médias ce qui est perçu comme la vision « objective » de la guerre (Engelhardt 2010b). Avec eux, on retrouve les anciens néoconservateurs de l'ère Bush, comme Paul Wolfowitz, Dick Cheney et William

Kristol, responsables de cette guerre, et qui ne lésinent pas sur les moyens afin de défendre leur héritage (Engelhardt 2010b). Tous ensemble, ils forment un puissant appareil de propagande pour maintenir le régime de vérité du Crédo et marginaliser les critiques de la guerre. Ils ne sont peut-être pas tous d'accord sur les moyens à employer, mais ils partagent tous le même récit de la place des forces militaires américaines dans le monde (Engelhardt 2010b).

En novembre 2010, un article du *Wired* rapportait que, depuis l'arrivée de Petraeus en juin, la coalition avait mené 2600 attaques aériennes, une augmentation de 50% par rapport à 2009, accompagnée d'une augmentation de 30% de pertes civiles. Parallèlement, les opérations des Forces Spéciales augmentèrent aussi, permettant de tuer ou capturer en trois mois 339 chefs insurgés et 3 444 simples militants. Les commentateurs expliquèrent cette hausse par l'augmentation des opérations dans le sud, coïncidant avec l'arrivée des nouvelles troupes ordonnées en décembre 2009 et un désir de mettre suffisamment de pression sur les insurgés pour les forcer à négocier (Shachtmann 2010b).

De plus, le Général Petraeus s'est fait le promoteur d'une utilisation plus agressive des drones et des forces spéciales hélicoptérées dans la zone tribale entre le Pakistan et l'Afghanistan. Autrefois commandés sous l'administration Bush pour frapper *Al-Qaeda* au Pakistan, la CIA avait lancé depuis un an en collaboration avec les forces américaines, une véritable campagne de bombardement avec ses drones à partir de bases aériennes en Afghanistan, pour s'en prendre à divers groupes d'insurgés. En septembre 2010, on rapporte 22 attaques de drones contre des cibles au Pakistan reliées au réseau *Haqqani* (Miller 2010).

L'élection du Congrès en novembre 2010 vint aussi avantager les guerriers-intellectuels. Les Républicains étaient maintenant majoritaires dans la Chambre des Représentants, et cette dernière était donc beaucoup plus favorable aux manœuvres de Petraeus. Lors du sommet de l'OTAN à Lisbonne le 6 novembre, le plan avait à nouveau

changé. Petraeus, avec l'approbation d'Obama, présenta à ses collègues européens un plan basé sur quatre ans où le nombre de troupes serait progressivement réduit, mais laisserait quand même un contingent indéterminé au-delà de 2014 pour assister les forces de sécurité afghanes et mener des opérations contre *Al-Qaeda*. Le plan fut adopté par le Congrès ainsi que par l'ensemble des chancelleries membres de l'OTAN (Engelhardt 2010c).

Les manœuvres de palais de Petraeus depuis l'été avait à nouveau porté fruit. Ce changement de ton était une victoire pour les militaires qui considéraient que l'annonce de retrait en juillet 2011 nuisait à leur crédibilité auprès des Afghans. Michael O'Hanlon de la *Brookings Institution* justifiait cette nouvelle date de 2014 par la logique que l'armée afghane et la police auraient alors atteint 350 000 membres à cette date, ce qui est pourtant peu probable avec les considérations énumérées dans les chapitres précédent (Bumiller 2010)

Comme il avait affirmé en 2007 à propos de l'Irak et à nouveau dans une entrevue à ABC en novembre 2010, Petraeus affirma que les opérations de contre-insurrection prenaient une dizaine d'années avant d'atteindre les résultats voulus. Une telle affirmation signifiait que face à un président cherchant une porte de sortie rapide d'un conflit qui s'empirait de jour en jour, Petraeus avait manœuvré afin de donner au public, mais surtout aux décideurs, une perception de résultats positifs dans sa stratégie afin de gagner du temps (Engelhardt 2010c). Rappelons-nous que pour Petraeus, ce n'était pas la réalité qui était importante, mais comment les décideurs percevaient celle-ci. L'opinion publique était, pour Petraeus, le pire ennemi d'une campagne de contre-insurrection (Petraeus 1987 : 241).

Les cœurs et les esprits que Petraeus tentaient de conquérir n'étaient pas seulement ceux des Afghans, mais surtout ceux des décideurs américains et européens, notamment après que le gouvernement des Pays-Bas avait été renversé dans sa dernière élection à cause de son implication en Afghanistan, et que le nouveau gouvernement élu

avait aussitôt retiré ses troupes, une tendance qui risquait d'être reproduite dans les autres pays de l'OTAN. Alors qu'avait lieu la conférence de Lisbonne, des manifestations massives avaient aussi lieu un peu partout pour dénoncer cette guerre. Les sondages dans tous les pays de l'OTAN montraient une opinion publique majoritairement opposée à cette guerre qui semblait de moins en moins utile (Engelhardt 2010c).

3.4 L'héritage de Petraeus

Quatre mois plus tard, dans un rapport publié au Congrès, le département de la Défense exprimait son optimisme sur la situation en Afghanistan, avec des progrès prétendus tangibles dans l'objectif d'empêcher les talibans de renverser le gouvernement afghan et d'établir des sanctuaires pour *Al-Qaeda*. Selon eux, la coalition avait repris plusieurs zones tenues par les insurgés, détruit plusieurs caches d'armes, perturbé leur réseau de communication et tué beaucoup de chefs talibans. Le rapport affirmait aussi que l'armée nationale afghane avait continué à augmenter en efficacité, en qualité et en quantité et avait joué un rôle de plus en plus important dans les opérations, et s'appêtait même à prendre l'entière responsabilité de sept districts pendant l'été 2011. Ces progrès étaient selon eux directement imputables à l'arrivée des 51 000 soldats envoyés en renfort depuis l'élection d'Obama et à l'application de la stratégie du COIN (DoD 2011b: 1-2). On prévoyait néanmoins de durs combats pour l'été 2011, qui verrait comme chaque été une contre-attaque des talibans (DoD 2011b: 5).

Selon le *Washington Post*, c'était le rapport le plus positif publié depuis plusieurs années. Le même journal mentionne que l'analyse de la Maison Blanche, publié au même moment, était beaucoup moins positive, affirmant que l'insurrection avait augmenté en force dans la zone frontalière (Whitlock 2011). Cette différence de discours n'est qu'un des symptômes des perceptions différentes entre les bureaucraties de l'administration américaine et on remarque aisément ces contradictions en faisant une double-lecture de la généalogie de ces discours.

Le rapport du Département de la Défense et les multiples discours des guerriers-intellectuels démontrent que le transfert de sécurité à la police et à l'armée afghane est l'objectif principal dans la stratégie de l'ISAF. Depuis 2002, les États-Unis ont dépensé 18 milliards de dollars pour mettre en place ces forces de sécurité locales, et prévoient dépenser 12,8 milliards en 2012. Mais il est très difficile, voire presque impossible, de savoir l'état réel de ces forces à cause de nombreuses désertions (Johnson et Dupee 2011). Des 110 000 Afghans recrutés en 2010, il n'en reste plus que 70 000 selon le Lieutenant-Général Caldwell, chargé des missions d'entraînement de l'ISAF (Caldwell, cité dans Johnson et Dupee 2011). C'est un taux de 32%, alors qu'en 2009, le taux de désertion était à 25% (Gareth 2009).

Obama présenta finalement en avril 2011 son plan de retrait des troupes américaines, prévu pour commencer en juillet 2011, comme promis lors de son discours à *West Point*. Il affirma qu'il était confiant que ce retrait serait significatif et que ce ne serait pas qu'un simple geste symbolique (Crower et Greenwald 2011). Le Pentagone quant à lui annonçait une proposition préliminaire pour retirer 5 000 soldats en juillet et 5 000 de plus avant la fin de l'année (Barnes et Entous 2011). C'est donc seulement 10% des troupes qui seraient réduites dans les six prochains mois. Au même moment, un sondage de Rasmussen révélait que 56% des Américains voulaient que la totalité des troupes soient ramenées d'ici un an (Crower et Greenwald 2011).

Le 28 avril, le Président avait annoncé d'importants changements au sein de la structure de sécurité nationale. Le Général Petraeus allait prendre sa retraite en juillet et être nommé à la tête de la CIA tandis que le directeur de la CIA, Leon Panetta, serait nommé Secrétaire à la Défense à la place de Robert Gates. Ce dernier terminait son mandat qu'il occupait depuis 2006. À la tête de l'ISAF, Petraeus allait être remplacé par un Lieutenant Général des *Marines*, John R. Allen (Wilson 2011). Obama qualifia ces gens de *leader* intègres qui avaient dévoué leur vie à garder la nation forte et sécuritaire (Wilson 2011).

Le Lt.Gen. Allen avait servi comme adjoint de Petraeus en Irak et à la tête du CENTCOM et était un partisan de la doctrine du COIN au sein du corps des *Marines*.

Quant à Leon Panetta, il était réputé comme un politicien habile qui avait fait sa renommée dans les méandres des intrigues au Congrès. Le Sénateur John Kerry nota que la nomination de Panetta à la tête du Pentagone n'était pas étrangère à son passé de président du Comité du budget pour le Congrès sous l'Administration Clinton où il avait conseillé de nombreuses coupes budgétaires. Sa mission au DoD serait selon Kerry de couper le budget sans affecter la sécurité nationale (Wilson 2011). Dans la continuité du Crédo, Panetta assurait néanmoins que; «...*we are a nation at war, and job one will be to ensure that we remain the strongest military power in the world* » (cité dans Wilson 2011).

Il est pertinent de rappeler que Panetta avait siégé en 2006 (au côté de Robert Gates) sur une commission bipartisane créée par le Congrès afin d'émettre des recommandations concernant la gestion de la guerre en Irak. Les propositions de cette commission avaient eu un effet semblable sur l'opinion publique au rapport de McChrystal sur l'Afghanistan. L'impact médiatique avait pavé la voie à l'ascension de Petraeus et sa doctrine du COIN comme solution à l'instabilité en Irak (Wilson 2011).

Lors de sa confirmation devant le Sénat comme nouveau Secrétaire à la Défense, l'ancien directeur de la CIA se fit un ardent partisan d'une expansion à travers l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie centrale, des opérations secrètes des Forces spéciales et de la CIA (maintenant dirigée par Petraeus). Il élaborera même un plan qui placerait sous l'autorité de la CIA plusieurs unités des forces armées américaines lors d'opération de contre-insurrection et de contre-terrorisme (Panetta 2011 : 3-6). Sans aucune gêne, il déclara qu'une telle pratique permettrait d'utiliser la force militaire dans des opérations secrètes dont la Maison Blanche pourrait nier l'existence en toute légalité (Ackerman 2011). C'était la continuité de ce qu'il avait accompli à la tête de la CIA, en accroissant l'emploi de drones au-dessus du Pakistan, et semble indiquer que les États-Unis se soucient de moins en moins du droit international lorsqu'il est question d'affirmer leur prépondérance militaire. Questionné sur le nombre de troupes qui devraient être retirés cette année, Panetta répéta le même discours que Gates et Petraeus au sujet de

l'importance du COIN et de la fragilité des gains accomplis pendant l'année si on retirait des troupes (Ackerman 2011).

Puis, coup de théâtre le 1^{er} mai 2011, une équipe des Forces Spéciales *Navy Seals* tua Oussama Ben Laden dans son repaire au Pakistan. Le président fit aussitôt un discours à la nation dans lequel on retrouvait un condensé de tous les clichés, régimes de vérité et récits que nous avons abordés dans les chapitres précédents:

... Yet his death does not mark the end of our effort. There's no doubt that Al Qaeda will continue to pursue attacks against us. We must — and we will — remain vigilant at home and abroad. The American people did not choose this fight. It came to our shores, [...], Yet as a country, we will never tolerate our security being threatened, nor stand idly by when our people have been killed. [...] We will be true to the values that make us who we are. [...]. Yet today's achievement is a testament to the greatness of our country and the determination of the American people. The cause of securing our country is not complete. But tonight, we are once again reminded that America can do whatever we set our mind to. That is the story of our history, whether it's the pursuit of prosperity for our people, or the struggle for equality for all our citizens; our commitment to stand up for our values abroad, and our sacrifices to make the world a safer place. Let us remember that we can do these things not just because of wealth or power, but because of who we are: one nation, under God, indivisible, with liberty and justice for all. [...]. God bless the United States of America (Obama 2011b).

Dans les deux semaines suivant la mort de Ben Laden, 69% des médias de masse avaient comme sujet principal l'opération qui avait tué l'ennemi public numéro un, du jamais vu tous sujets confondus (Holcomb 2011). S'inscrivant dans le récit héroïque des Forces spéciales américaines, cette couverture médiatique incluait les moindres détails de l'opération ainsi que les portraits idolâtrés des membres ayant participé au *raid*: du général qui commandait l'opération jusqu'au berger-allemand qui accompagnait la troupe. Pour ne citer que quelques exemples, ABC News les décrivaient comme des supermans, Jon Stewart les comparaient aux *X-Men* et le *New York Times* parlait de chevaliers *Jedi* (Astore et Engeldhardt 2011). Avec la mort de Ben Laden, l'administration Obama et les guerriers-intellectuels ne pouvaient espérer meilleure nouvelle pour redorer l'image de leur guerre qui allait de travers.

Pourtant, la mort de Ben Laden eut l'effet inverse dans la région. La frontière poreuse avec le Pakistan facilitait toujours les insurgés qui pouvaient se retirer à l'abri au Pakistan malgré les incursions de plus en plus fréquentes des drones et des forces spéciales. Chaque fois que l'OTAN avisait Islamabad de l'éminence d'une opération contre les insurgés dans les zones tribales, la cible semblait être avertie d'avance et évitait l'attaque surprise. Il n'est donc guère étonnant que les Forces spéciales n'ait pas avertie le Pakistan de leur raid pour assassiner Osama Ben Laden. La violation répétée de la souveraineté du Pakistan et l'assassinat de Ben Laden, enclencha de violentes émeutes dans les zones tribales ainsi que dans plusieurs grandes villes du pays. (Schachtmann 2011).

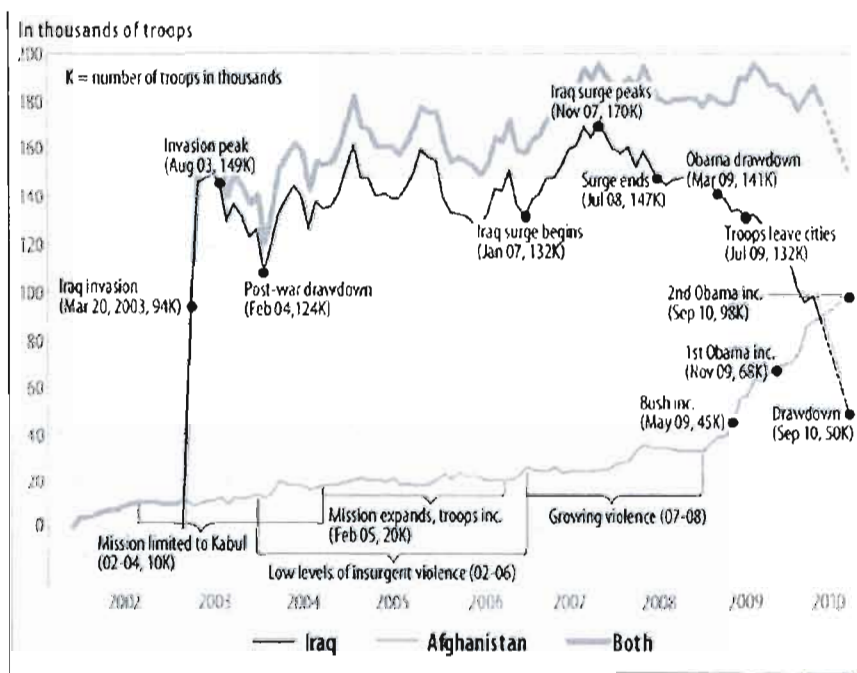
Afin de calmer sa population, le Pakistan annonça qu'il interdisait désormais les Forces spéciales américaines d'opérer sur son territoire. En représailles, les États-Unis annoncèrent le retrait de 800 millions de dollars en aide militaire, somme qui devait être versée au Pakistan dans sa lutte contre les insurgés islamiques. Les relations entre les deux pays se détérioraient de plus en plus alors que des forces paramilitaires islamiques menaient des attentats contre la police dans la ville de Karachi. Ces combats firent des centaines de morts des deux côtés (Lebovich 2011b).

3.5 L'échec du COIN

Tout au long du printemps 2011, les Démocrates du Congrès appliquèrent davantage de pression sur le Président afin qu'il respecte son engagement de décembre 2009 au sujet du retrait des troupes en juillet. Le Sénateur Kerry qualifia le coût de la guerre comme étant intenable et le Comité Sénatorial des affaires étrangères qu'il préside publia un rapport très critique sur l'assistance économique apportée au gouvernement Karzaï. D'autres Sénateurs déclarèrent que l'Administration Obama devrait se concentrer seulement sur la chasse à *Al Qaeda* et protéger les intérêts Américains dans la région plutôt que de maintenir un coûteux déploiement de contre-insurrection (Wilson et DeYoung 2011).

Comme il avait promis 18 mois plus tôt et malgré les pressions du Pentagone, le 22 Juin 2011, le Président Obama annonça qu'il retirait 10 000 soldats d'Afghanistan d'ici la fin de l'année, et 23 000 de plus d'ici l'élection de 2012, ce qui ramènerait le nombre de soldats au niveau de décembre 2009. Dans son discours, il justifiait sa décision par le fait que le *surge* des derniers mois avait contraint les talibans à négocier et qu'il fallait envoyer un message clair à Karzaï de se préparer à ne plus avoir le support de l'OTAN. Mais pour la première fois, Obama mit l'accent sur des considérations budgétaires; « *Over the last decade, we have spent \$1 trillion on war, at a time of rising debt and hard economic times [...] it is time to focus on nation-building here at home* » (cité dans Wilson 2011c).

Figure 2 : Nombre de soldats américains en Afghanistan et en Irak entre 2002 et 2010



Source : Belasco, Amy. 2011. « The Cost of Iraq, Afghanistan, and Other Global War on Terror Operations Since 9/11 ». *Congressional Research Service*, mars 29, p 12.
<http://www.fas.org/sgp/crs/natsec/RL33110.pdf>

Avec une guerre qui coûtait maintenant 10 milliards de dollars par mois, plusieurs représentants au Congrès, républicains inclus, commençaient à trouver la situation intenable. Malgré cela, le Sénateur John McCain répliqua que ce plan de retrait posait un risque de faire perdre les gains durement acquis dans la dernière année (Wilson 2011c). Petraeus répondit à cette annonce avec son calme habituel, ajoutant que les renforts envoyés en 2010 avait diminué les violences et insista que les troupes de l'ANA étaient plus efficaces et mieux entraînées malgré leur pertes trois fois plus lourdes que les soldats de l'OTAN. Au final, selon Petraeus, le succès ne serait mesurable qu'en 2014 lorsque l'ISAF transférerait les responsabilités de sécurité au gouvernement de Kabul et qu'il faudrait garder des troupes au-delà de cette date (Ignatius 2011).

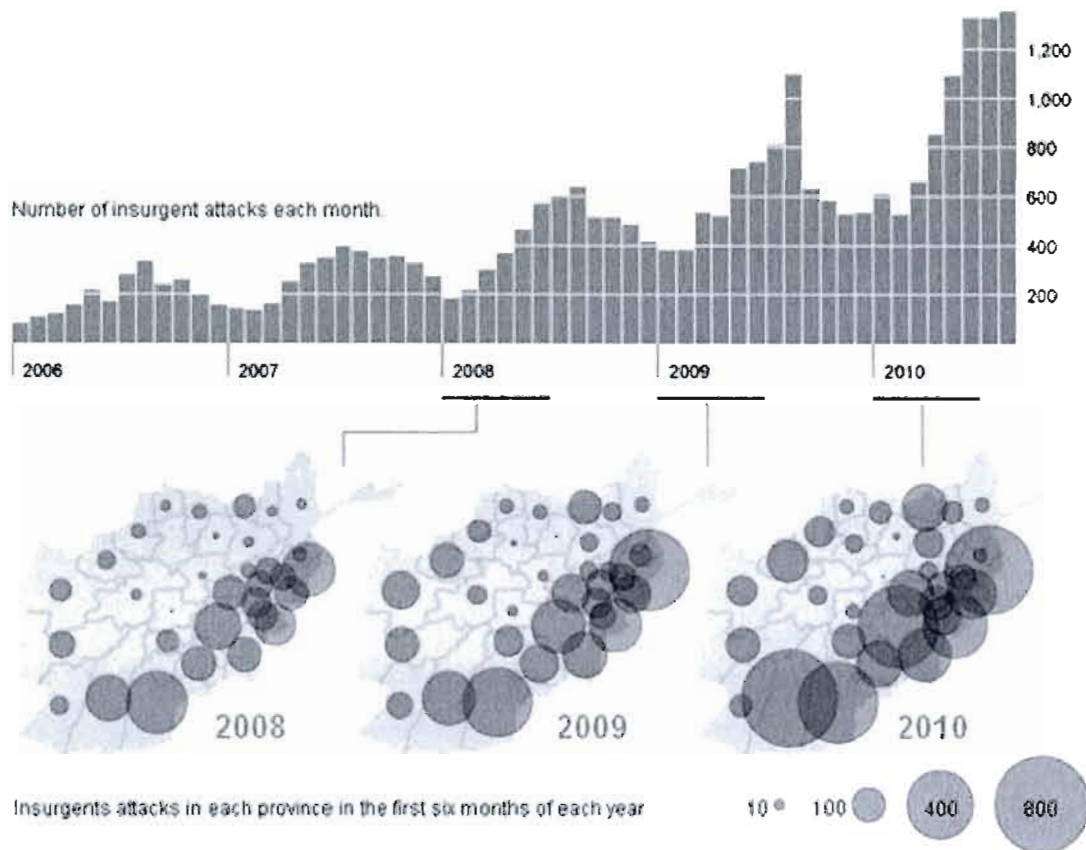
Témoignant devant le Comité des Forces armées du Sénat afin de confirmer sa nouvelle nomination à la tête de l'ISAF, le Lt. Gen. Allen affirma que le retrait des troupes était d'une ampleur beaucoup plus grande que ce qu'il avait anticipé. Même s'il aurait toujours 68 000 soldats à sa disposition après 2012 pour mener une mission de contre-insurrection, le nombre réduit forcerait une dépendance accrue envers des missions de contre-terrorisme menées par les forces spéciales, l'aviation et les drones (Ackerman 2011d). Allen se retrouvait dans la même situation que Petraeus, mais avec des moyens réduits. Dans les prochains mois, l'ISAF devait réussir à tenir les gains obtenus dans la province d'Helmand et Kandahar tout en faisant face à une situation qui se détériorait dans l'Est, et ce, avec 33 000 soldats de moins. Commentant la nouvelle situation, John Nagl se montra sceptique, affirmant que c'était mathématiquement impossible (Ackerman 2011c).

Le 1er Juillet, Petraeus quitta officiellement la tête de l'ISAF pour être nommé unanimement par le Sénat à la tête de la CIA (Lebovich 2011). Dans une entrevue au *New York Times* où il revenait sur l'ensemble de son œuvre, Petraeus se montrait confiant, affirmant que son plan en Afghanistan avait renversé la situation et que des signes de progrès étaient apparus. Selon-lui, les attaques des insurgés en 2011 était moins fréquentes qu'à la même date en 2010; «*This is the first real indicator — for the first time*

since 2006 — compared to the previous year, insurgent attack numbers are lower » (cité dans Gall 2011).

Les propos de Petraeus furent une fois de plus repris par les spécialistes militaires pour vanter la guerre en Afghanistan, mais ces discours se trouvaient de plus en plus déphasés par rapport à ce qui se passait sur le terrain. En effet, le 28 Juin 2011, des insurgés avaient lancé une attaque spectaculaire contre l'hôtel *Intercontinental*, réputé comme la plus sécuritaire de Kaboul, et qui accueillait les gouverneurs des provinces venues discuter de la transition de la sécurité de l'ISAF vers l'ANA. Ce coup d'éclat fit l'objet d'une couverture mondiale et fut le premier de plusieurs incidents pendant l'été 2011 et qui allait entamer durement la crédibilité du gouvernement Karzaï en termes de sécurité et de stabilité (Rondeaux 2011). Deux semaines plus tard, le gouverneur de Kandahar, Ahmed Wali Karzaï (demi-frère du Président Afghan), fut assassiné par son propre garde du corps. Ce controversé seigneur de guerre réputé pour être corrompu et lié à la fois avec le trafic d'héroïne et la CIA, était l'homme fort de la ville de Kandahar, berceau du mouvement taliban. Maintenant qu'il était mort, sa succession allait entraîner une lutte de pouvoir entre les différentes factions de la ville (Ackerman 2011g). Jan Muhammad Khan, un autre homme fort de Karzaï, fut assassiné dans un attentat revendiqué par les talibans (Girardet 2011).

Figure 3 : Nombres d'attaques d'insurgés par mois et par région de janvier 2006 à août 2010



Source: Burgess, Joe. 2010. « Indicators of Worsening Security in Afghanistan », *The New York Times*, 12 septembre, <http://www.nytimes.com/interactive/2010/09/12/world/asia/20100912-afghan-indicators.html?ref=asia>

Dans les faits, les attaques des insurgés au printemps 2011 étaient en hausse par rapport à 2010, et ce, malgré un nombre de soldats plus élevé que jamais sur le terrain pour assurer la sécurité (Ackerman 2011f). Il y avait eu 900 attaques d'insurgés dans les provinces de l'Est en mars 2011, le double de 2010 (Ackerman 2011b). À travers le pays, on enregistrait 1300 attaques à la bombe chaque mois (Ackerman 2011h). Un rapport de l'ONU publié en juillet 2011 faisait état d'une hausse de 51% de la violence par rapport à l'année précédente ainsi qu'une hausse de 20% des morts parmi les civils. Le rapport faisait aussi état de 435 000 réfugiés afghans déplacés par la guerre. Ce rapport de l'ONU contredit le discours répété par Petraeus et le Lt.Gen. John Allan qui affirmaient que la violence avait diminué par rapport à l'année précédente. Si le rapport de l'ONU était exact, la doctrine du COIN avait échoué dans son objectif premier; protéger les

populations civiles, et au final, les manœuvres de palais des guerriers-intellectuels n'avaient servi qu'à alimenter une guerre qui menaçait de ruiner financièrement les États-Unis, embourbés depuis 10 ans dans cette région historiquement connue comme le cimetière des empires.

CONCLUSION

Nous avons cherché dans ce mémoire à analyser le discours et les « manœuvres de palais » de certains hauts gradés des Forces armées américaines afin d'évaluer leur impact sur le prolongement de la guerre en Afghanistan. En utilisant une variante d'approche poststructuraliste, nous avons vu que la guerre en Afghanistan est un épisode historique à l'intérieur de laquelle une variété de pratiques discursives sert à constituer le sens partagé de l'identité américaine. Comme nous l'avons vu, face à un lobby d'état-major qui a réussi à exploiter le récit du Crédo, le Président Obama a cédé chaque fois que la pression a été trop forte. Il aurait très bien pu leur tenir tête et dire non, mais comme nous avons vu dans ses discours, le *Commander in Chief* élu sous une rhétorique du changement, partageait pourtant le même imaginaire sécuritaire que tous ses prédécesseurs ainsi que les guerriers-intellectuels qui le confrontent. Aller à l'encontre de cet imaginaire sécuritaire aurait aliéné un Congrès dans lequel le parti Démocrate avait de moins en moins d'influence. Comme nous l'avons démontré dans ce mémoire, les manœuvres de palais ont été habilement médiatisées et en sont venues à façonner le sens et l'interprétation que les décideurs avaient de cette guerre, en s'accordant parfaitement avec le Crédo et les intérêts du complexe militaro-industriel.

Rappelons que, chez ces intellectuels, le Crédo est constitué d'une solide conviction en l'exceptionnalisme américain, et leur devoir est d'assurer l'ordre et la prospérité, et de transformer le monde par leurs valeurs américaines dites universelles (Bacevich 2010 : 13). Lorsque ces prémisses narratives sont profondément ancrées dans l'identité de l'élite et de leur perception de ce qu'ils doivent faire pour régler un problème, il est facile pour l'auteur de ces doctrines d'influencer le décideur qui partage les mêmes perceptions. L'habileté exceptionnelle de ces guerriers-intellectuels à se façonner une image médiatique de surhommes capables d'assurer la prépondérance de la puissance militaire, n'a fait que renforcer leur position d'autorité et leur capacité à réussir leur manœuvre de palais, qui ont prolongé la guerre et aspiré toujours davantage de fonds publics dans le complexe militaro-industriel.

Il y a vingt ans, personne n'avait prévu l'effondrement de l'Union Soviétique, notamment Robert Gates, qui était un des experts sur le Kremlin le plus réputé de la CIA. Dans son imaginaire sécuritaire, Washington percevait seulement la menace militaire de l'URSS. Le complexe militaro-industriel soviétique, tout comme celui des États-Unis aujourd'hui, ne cessait de grossir malgré une économie en panne et un gigantesque déficit. Le Kremlin engloutit ses ressources dans l'aventure militaire en Afghanistan, qui dura dix ans et causa un millions de morts. À l'époque, Gorbatchev compara la guerre d'Afghanistan à une plaie ouverte dans le flanc de l'URSS. Les leaders soviétiques interprétèrent erronément leur puissance militaire comme étant la seule garante de la survie de leur État, mais cette erreur causa l'effondrement du régime deux ans après le retrait d'Afghanistan (Engelhardt 2010d).

Dix ans plus tard, les leaders américains semblent avoir emprunté la même route. Dans leur récit visant à s'autoproclamer la seule superpuissance restante, et se servant de l'événement hautement médiatisé du 11 septembre pour légitimer leurs politiques, les Américains ont voulu assurer leur prépondérance militaire en soutenant des expéditions militaires aux frontières les plus reculées afin de garantir une *Pax Americana*, mais qui dans les faits est un état de guerre perpétuel. Tout comme pour l'URSS, le seul bénéficiaire a été le complexe militaro-industriel aux dépens des autres secteurs de la société.

Aujourd'hui, le Pentagone dépense dans sa machine de guerre plus de la moitié de tous les autres pays réunis, et les fabricants d'armes américains fournissent 70% du marché mondial des armes. Comme jadis en URSS, l'exaltation qu'exprime une grande partie de la classe politique à financer toujours davantage l'appareil militaire aux dépens du reste de la société semble être devenu la nouvelle norme (Engelhardt 2010d). Avec son incapacité à gagner ou financer les guerres d'Irak et d'Afghanistan et son impuissance face aux révolutions arabes de 2011, les États-Unis sont manifestement une puissance en déclin et ne semblent plus capables de développer des industries innovatrices, sinon celle

de faire la guerre. Par une cruelle ironie de l'histoire, le complexe militaro-industriel semble être devenu le principal produit d'exportation des États-Unis. Cette industrie florissante exporte des conflits dans des territoires lointains, à travers des opérations menées par une classe professionnelle de militaires et de mercenaires, qui accomplissent la volonté d'un exécutif centralisateur, financé par un déficit croissant, et ce, dans le but de maintenir l'intérêt d'une classe dominante (Astore et Engelhardt 2011).

Quant aux classes laborieuses, qui fournissent les taxes et la chair à canon nécessaires pour mener ces guerres aux objectifs vagues, leur opinion compte peu car l'imaginaire sécuritaire est hégémonique, et toutes critiques sont marginalisées dans les médias de masse par les légions d'intellectuels et de généraux à la retraite. Les manœuvres de palais visent avant tout les décideurs et ne semblent pas avoir besoin du support populaire pour réussir. On répète sans cesse dans les discours que le monde est de plus en plus petit, complexe et dangereux. Partant de cette géopolitique de tabloïde, on ajoute qu'il est impératif d'intensifier les efforts afin d'assurer la paix mondiale, et, pour ce faire, il faut consacrer davantage d'argent et de ressources à une coercition violente drapée dans des prétextes humanitaires. Il faut se tenir toujours prêt à intervenir à n'importe quel endroit sur Terre. Tel est l'impératif que vise à accomplir la doctrine du COIN.

Les défis, dangers et menaces du 21^e siècle, que ce soit le réchauffement climatique, la pauvreté, le terrorisme et la violence qu'ils engendrent, n'ont plus rien à voir avec les menaces qui ont inspiré Washington à mettre en place en 1945 son Crédo. Les problèmes ont changé, mais, en tant que prisonniers du régime de vérité de la sécurité nationale, on continue toujours à appliquer la même solution, avec une conviction profonde que les États-Unis sont obligés de maintenir une présence militaire sur l'ensemble du globe et à s'en servir de façon disproportionnée chaque fois qu'un problème survient (Bacevich 2010 : 224). On y sacrifie ainsi des centaines de milliards de dollars et des milliers de vie sans arriver à des résultats qui correspondent aux objectifs fixés.

Il suffit de contempler les 500 milliards engloutis dans la guerre en Afghanistan et d'imaginer où la société américaine en serait si cet argent avait été investi dans le développement d'énergies renouvelables ou dans l'éducation populaire des masses. Mais ces milliards sont plutôt disparus dans les coffres de vendeurs d'armes et dans le maintien et l'augmentation de la violence en Afghanistan. Tel est l'impact du discours de contre-insurrection et des « manœuvres de palais » des guerriers-intellectuels.

BIBLIOGRAPHIE

Ackerman, Spencer. 2010. « Civilian Casualties Create New Enemies, Study Confirms », *The Wired*, 6 juillet, <http://www.wired.com/dangerroom/2010/07/civilian-casualties-create-new-enemies-study-confirms/>, consulté le 10 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011. « Panetta: Escalate Shadow Wars, Expand Black Ops », *The Wired*, 9 juin, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/06/panetta-escalate-shadow-wars-expand-black-ops>, consulté le 10 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011b. « Obama Won't Use Troops to Save Afghan Hellhole (Drones, Maybe) », *The Wired*, 22 juin, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/06/obama-wont-use-troops-to-save-afghan-hellhole-drones-maybe/>, consulté le 10 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011c. « This Is The End of Counterinsurgency in Afghanistan », *The Wired*, 28 juin, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/06/this-is-the-end-of-counterinsurgency-in-afghanistan/>, consulté le 10 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011d. « Will The U.S. Military Concede East Afghanistan to The Taliban? », *The Wired*, 29 juin, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/06/will-the-u-s-military-concede-east-afghanistan-to-the-taliban/>, consulté le 10 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011e. « Someone Tell Obama's Counterterrorism Crew About the Internet », *The Wired*, 30 juin, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/06/internet-mia/>, consulté le 10 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011f. « Progress! Taliban Attacks Only Up A Little », *The Wired*, 11 juillet, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/07/progress-taliban-attacks-only-up-a-little/>, consulté le 15 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011g. « Karzai's Brother Dies A Gangster's Death in Kandahar », *The Wired*, 12 juillet <http://www.wired.com/dangerroom/2011/07/karzais-brother-dies-a-gangsters-death-in-kandahar/>, consulté le 15 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011h. « Petraeus' Commando Raids Killed Lots of Taliban. So? », *The Wired*, 19 juillet, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/07/commando-killed-taliban-so/>, consulté le 29 juillet 2011.

Ackerman, Spencer. 2011i. « U.N. Report Shreds Military's Claim of Afghanistan Progress », *The Wired*, 19 juillet, <http://www.wired.com/dangerroom/2011/07/u-n-report-shreds-militarys-claim-of-afghanistan-progress/>, consulté le 29 juillet 2011.

Amos, James F. et David H. Petraeus. 2006. *FM 3-24/MCWP 3-33.5 Counterinsurgency*, Department of the Army Headquarters & Marine Corps Warfighting Publication, Washington DC, 282 p.

Astore, William J. et Tom Engeldhardt. 2011. « The Crash and Burn of Old Regimes Washington Court Culture and Its Endless Wars », *TomDispatch.com*, 12 mai, http://www.tomdispatch.com/post/175391/tomgram%3A_william_astore%2C_a_new_age_of_%22enlightened%22_war_/, consulté le 14 mai 2011.

Bacevich, Andrew J. 2008. « The Petraeus Doctrine », *The Atlantic Magazine*, octobre, <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2008/10/the-petraeus-doctrine/6964/>, consulté le 8 novembre 2010.

Bacevich, Andrew J. 2010. *Washington Rules, American Path to Permanent War*, Metropolitan Books, New York, 286 p.

Bacevich, Andrew J et Tom Engelhardt. 2010b. « The Washington Gossip Machine », *Anti-War.com*, 27 Septembre, <http://original.antiwar.com/engelhardt/2010/09/26/the-washington-gossip-machine/>, consulté le 7 novembre 2010.

Bacevich, Andrew J. 2010c. « Civilian Control? Surely, You Jest », *The New Republic*, 18 août <http://www.tnr.com/blog/foreign-policy/77086/civilian-control-american-power-barack-obama>, consulté le 21 septembre 2010.

Bacevich, Andrew J. 2011. « The Tyranny of Defense Inc », *The Atlantic Magazine*, janvier/février, <http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2011/01/the-tyranny-of-defense-inc/8342/>, consulté le 5 mars 2011.

Bacevich, Andrew J. 2011b. « Cow Most Sacred: Why Military Spending Remains Untouchable », *The Huffington Post*, 27 janvier, http://www.huffingtonpost.com/andrew-bacevich/cow-most-sacred-why-milit_b_814888.html, consulté le 5 mars 2011.

Baker, Peter et Jeff Zeleny. 2009. « Obama Meets Advisers Amid Afghan Policy », *The New York Times*, 7 octobre, <http://www.nytimes.com/2009/10/08/world/asia/08afghan.html>, consulté le 15 novembre 2010.

Baker, Peter. 2009b. « How Obama Came to Plan for 'Surge' in Afghanistan », *The New York Time*, 5 décembre, <http://www.nytimes.com/2009/12/06/world/asia/06reconstruct.html?ref=davidhpetraeus>, consulté le 8 novembre 2010.

Barnes, Julian E et Adam Entous. 2011. « Military Draws Up Afghan Exit Plan », *The Wall Street Journal*, 10 mai, <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748704681904576313634229822902.html>, consulté le 29 mai 2011.

Barstow, David. 2008. « Behind TV Analysts, Pentagon's Hidden Hand », *The New York Time*, 20 avril, <http://www.nytimes.com/2008/04/20/us/20generals.html>, consulté le 9 septembre 2010.

Belasco, Amy. 2011. « The Cost of Iraq, Afghanistan, and Other Global War on Terror Operations Since 9/11 », *Congressional Research Service*, March 29, 55 p. <http://www.fas.org/sgp/crs/natsec/RL33110.pdf>, consulté le 8 mai 2011.

Berrigan, Frida. 2008. « Who Rules the Pentagon? », *TomDispatch.com*, 25 novembre, <http://www.tomdispatch.com/post/175007>, consulté le 9 septembre 2010.

Bumiller, Elisabeth. 2010. « U.S. Tweaks Message on Troops in Afghanistan », *The New York Time*, 10 novembre, <http://www.nytimes.com/2010/11/11/world/asia/11military.html>, consulté le 5 janvier 2011.

Burch, Jonathan. 2010. « Red Cross says Afghan conditions worst in 30 years », *Reuteurs*, 15 décembre, <http://www.reuters.com/article/idUSTRE6BE2LJ20101215>, consulté le 5 janvier 2011.

Burgess, Joe. 2010. « Indicators of Worsening Security in Afghanistan », *The New York Time*, 12 septembre, <http://www.nytimes.com/interactive/2010/09/12/world/asia/20100912-afghan-indicators.html?ref=asia>, consulté le 30 septembre 2010.

Campbell, David. 1998. *Writing Security: United States Foreign Policy and the Politics of Identity*, 2e Édition, University of Minneapolis Press, Minneapolis, 289 p.

Cassidy, Robert M. 2010. « The Afghanistan choice, peace of punishment in the pashtun belt », *Russi Journal*, août/septembre, vol. 155, no. 4, p. 38-44.

Chareyon, Pierre. 2010. « La contre-insurrection à l'épreuve du conflit afghan », *Politique Étrangère*, Printemps, p. 83-96.

Cohen, Michael. 2009. « Why John Nagl isn't being realistic about Afghanistan », *Foreign Policy*, 3 septembre, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2009/09/03/why_john_nagl_isnt_being_realistic_about_afghanistan, consulté le 9 septembre 2009.

Cohen, Michael A. 2010. « The Myth of a Kinder, Gentler War », *World Policy Blog*, juin, <http://www.worldpolicy.org/blog/myth-kinder-gentler-war>, consulté le 9 septembre 2010.

Cole, Auguste. 2009. « U.S. Adding Contractors at Fast Pace », *The Wall Street Journal*, 2 décembre, <http://online.wsj.com/article/SB125971465513072063.html>, consulté le 10 novembre 2010.

Coll, Steve. 2009. « The Speech », *The New Yorker*, 2 décembre, <http://www.newyorker.com/online/blogs/stevecoll/2009/12/the-speech.html>, consulté le 5 novembre 2010.

Comerford, Jo. 2009. « A surge at \$57,077.60 a minute », *Asia Times*, 19 décembre, http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/KL19Df01.html, 5 novembre 2010.

Condon, Stephanie. 2010. « Poll: Most Want Afghanistan Withdrawal Timeline », *CBS News*, 13 juillet, http://www.cbsnews.com/8301-503544_162-20010459-503544.html#ixzz1Lyzsma8H, consulté le 2 octobre 2010.

Crower, Derrick et Robert Greenwald. 2011. « Pentagon to White House, American People on Afghanistan: Take a Hike », *The Huffington Post*, 10 mai, http://www.huffingtonpost.com/robert-greenwald-and-derrick-crowe/pentagon-to-white-house-a_b_860063.html, consulté le 29 mai 2011.

Dalby, Simon. 2010. « Recontextualising violence, power and nature: The next twenty years of critical geopolitics », *Political Geography*, no 29, p. 280-288.

Debrix, Francois. 2008. *Tabloid Terror, war, culture and geopolitics*, Routledge, New York, 193 p.

Deudney, Daniel et Jeffrey Meiser. 2008. « American Exceptionalism », dans Cox, Michael & Doug Stokes. *US Foreign Policy*, Oxford University Press, New York, 481 p.

Devetak, Richard. 2005. « Postmodernism » dans Burchill, Scott et al. 2005. *Theories of International Relations*, 2e Édition, Palgrave, Londres, p. 161-187.

DeYoung, Karen et Craig Whitlock. 2010. « Senate panel approves Gen. Petraeus as new Afghan war commander », *The Washington Post*, 30 juin, A10, http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/06/29/AR2010062901994_pf.html, 9 septembre 2010.

De Young, Karen et Karin Brulliard. 2011. « Obama administration is divided over future of U.S.-Pakistan relationship », *The Washington Post*, 14 mai, http://www.washingtonpost.com/world/national-security/obama-administration-remains-divided-over-future-of-us-pakistan-relationship/2011/05/13/AFOJcj3G_print.html, consulté le 29 mai 2011.

DoD [Department of Defense]. 2011. « United States Department of Defense Fiscal Year 2012 Budget Request » Department of Defense, février, http://comptroller.defense.gov/defbudget/fy2012/FY2012_Budget_Request_Overview_Book.pdf, consulté le 29 mai 2011.

DoD [Department of Defense]. 2011b. « Report on Progress Toward Security and Stability in Afghanistan », *Department of Defense*, avril, <http://www.defense.gov/news/1231rpt.pdf>, consulté le 5 mai 2011.
Dreyfuss, Richard. 2010. « The Land Where Theories of Warfare Go to Die: Obama, Petraeus, and the Cult of COIN in Afghanistan », *The Huffington Post*, 28 juin, http://www.huffingtonpost.com/bob-dreyfuss/obama-petraeus-and-the-cu_b_628122.html, consulté le 9 septembre 2010.

Eisenbaum, Boris. 2005. *Guerres en Asie centrale: luttes d'influence, pétrole, islamisme et mafias, 1850-2004*, Grasset & Fasquelle, Paris, 255p.

Eisenhower, Dwight D. 1961. « Farewell Address », *American Rhetoric*, 17 janvier, <http://www.americanrhetoric.com/speeches/dwightdeisenhowerfarewell.html>, consulté le 4 juillet 2009.

Engelhardt, Tom. 2009. « Going for Broke, Six Ways the Af-Pak War is Expanding », *TomDispatch.com*, 21 mai, <http://www.tomdispatch.com/post/175074>, consulté le 15 août 2010.

Engelhardt, Tom. 2009b. « How to Trap a President in a Losing War Petraeus, McChrystal, and the Surgettes », *TomDispatch.com*, 24 septembre, <http://www.tomdispatch.com/post/175126>, 13 juillet 2010.

Engelhardt, Tom. 2009c. « Too Big to Fail? Why All the President's Afghan Options Are Bad Ones », *TomDispatch.com*, 1 novembre, http://www.tomdispatch.com/post/175138/tomgram%3A_afghanistan_as_a_bailout_state/, consulté le 5 décembre 2010.

Engelhardt, Tom. 2010. *The American Way of War, How Bush Wars Became Obama's*, Haymarket Books, Chicago, 222p.

Engelhardt, Tom. 2010b. « Will Our Generals Ever Shut Up? The Military's Media Megaphone and the U.S. Global Military Presence », *TomDispatch.com*, 7 septembre, http://www.tomdispatch.com/blog/175291/tomgram:_engelhardt,_the_pentagon_triumphant_on_the_media_battlefield/, consulté le 31 octobre 2010.

Engelhardt, Tom. 2010c. « How to Schedule a War; The Incredible Shrinking Withdrawal Date », *TomDispatch.com*, 10 novembre, http://www.tomdispatch.com/post/175324/tomgram%3A_engelhardt%2C_general_petraeus%27s_two_campaigns/, consulté le 11 novembre 2010.

Engelhardt, Tom. 2010d. « Call the Politburo, We're in Trouble, Entering the Soviet Era in America », *TomDispatch.com*, 15 juin, http://www.tomdispatch.com/post/175261/tomgram%3A_engelhardt%2C_washington_drunk_on_war/, consulté le 2 juillet 2010.

- Engelhardt, Tom. 2011. « The urge to surge: The US's 30-year high », *Asia Times*, 7 janvier, http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/MA07Df02.html, consulté le 11 janvier 2011.
- Engelhardt, Tom. 2011b. « Bored to Death in Afghanistan (and Washington) Mating Déjà Vu with a Mobius Strip in the Graveyard of Empire », *TomDispatch.com*, 19 mai, http://www.tomdispatch.com/post/175394/tomgram%3A_engelhardt%2C_headlines_from_the_dustbin_of_history_%28afghan_dept.%29/, consulté le 29 mai 2011.
- Feaver, Peter. 2009. « Bob Woodward strikes again! (McChrystal assessment edition) », *Foreign Policy*, 21 septembre, http://shadow.foreignpolicy.com/posts/2009/09/21/bob_woodward_strikes_again_mcchrystal_assessment_edition, consulté le 31 octobre 2010.
- Filkins, Dexter. 2010. « Petraeus Opposes a Rapid Pullout in Afghanistan », *The New York Time*, 15 août, <http://www.nytimes.com/2010/08/16/world/asia/16petraeus.html>, consulté le 9 septembre 2010.
- Fisk, Robert. 2010. « Journalism and the words of power », *Al Jazeera*, 25 May, <http://english.aljazeera.net/focus/2010/05/201052574726865274.html>, consulté le 5 novembre 2010.
- Flournoy, Michelle, Richard Holbrooke and Bruce Riedel. 2009. « Press briefing on the new strategy for Afghanistan and Pakistan », *The White House*, 27 mars, http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Press-Briefing-by-Bruce-Riedel-Ambassador-Richard-Holbrooke-and-Michelle-Flournoy-on-the-New-Strategy-for-Afghanistan-and-Pakistan/, consulté le 3 avril 2011
- Foucault, Michel. 1980. *Power/Knowledge: Selected Interviews and Other Writings, 1972-1977*, Édition Vintage, New York, 288 p.
- Gall, Carlotta. 2011. « Petraeus Confident as He Leaves Afghanistan », *The New York Times*, 11 juillet, http://www.nytimes.com/2011/07/11/world/asia/11petraeus.html?_r=1&hp, consulté le 25 juillet 2011
- Gates, Robert. 2009. « At a Monday, May 11, Pentagon Press conference; Press conference with secretary Gates and Admiral Mullen on Leadership Changes in Afghanistan », *Department of Defense*, 11 mai, <http://www.defense.gov/transcripts>, consulté le 3 avril 2011.
- Gentile, Gian P. 2008. « Our COIN doctrine removes the enemy from the essence of war », *Armed Force Journal*, janvier, www.armedforcesjournal.com/2008/01/3207722, 24 novembre 2010.
- Gerson, Michael. 2009. « In Afghanistan, No Choice but to Try », *The Washington Post*, 4 septembre 2009, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/09/03/AR2009090302862.html>, consulté le 7 novembre 2010.
- Gordon, Michael R. 2008. « Afghan Strategy Poses Stiff Challenge for Obama », *The New York Times*, 1 décembre, <http://www.nytimes.com/2008/12/02/world/asia/02strategy.html?pagewanted=2>, consulté le 5 juillet 2010.
- Graham, Lindsay, Joseph I. Lieberman et John McCain. 2009. « Only Decisive Force Can Prevail in Afghanistan », *The Wall Street Journal*, 14 septembre, <http://online.wsj.com/article/SB10001424052970203440104574404753110979442.html>, consulté le 5 septembre 2010.

Greenwald, Glenn. 2009. « Our war-loving Foreign Policy Community hasn't gone anywhere », *The Salon.com*, 21 Septembre, http://www.salon.com/news/opinion/glenn_greenwald/2009/09/21/iran/print.html, consulté le 7 juillet 2010.

Grondin, David. 2010. « Le poststructuralisme », dans Macleod, Alex et Dan O'Meara. *Théories des relations internationales, contestations et résistances*, Édition Athéna, Montréal, p. 315-338.

Hansen, Lene. 2006. « Security as Practice: Discourse and Analysis and the Bosnian War », Routledge, Londres, 288 p.

Hastings, Michael. 2010. « The Runaway General », *The Rolling Stone*, 22 juin, <http://www.rollingstone.com/politics/news/the-runaway-general-20100622>, consulté le 29 juin 2010.

Hoagland, Jim. 2009. « Behind the Afghan Strategy », *The Washington Post*, 22 mars, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/03/20/AR2009032002312.html>, consulté le 9 septembre 2010.

Hogan, M.J et Paterson T.G. 2004. *Explaining the history of American Foreign Relation*, 2^e Édition, Cambridge University Press, Cambridge, 366 p.

Holcomb, Jesse. 2011. « Osama bin Laden's Death Continues to Dominate the News », *Project for Excellence in Journalism*, 2-8 mai, http://www.journalism.org/index_report/pej_news_coverage_index_may_2_8_2011, consulté le 11 mai 2011

Homolar-Reichmann, Alexandra. 2009. « The moral purpose of US power: neoconservatism in the age of Obama ». *Contemporary Politics*, juin, vol. 15, No 2, p. 179-196.

Ignatius, David. 2009. « A Middle Way on Afghanistan », *The Washington Post*, 2 septembre, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/09/01/AR2009090103429.html>, consulté le 7 novembre 2010.

Ignatius, David. 2011. « Petraeus's unfinished legacy in Afghanistan », *The Washington Post*, 28 juin, http://www.washingtonpost.com/opinions/petraeuss-unfinished-legacy-in-afghanistan/2011/06/28/AGQ7kmpH_story.html, consulté le 3 juillet 2011.

Innes, Michael. 2010. « COIN confusion », *Foreign Policy*, 6 mai, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2010/05/06/coin_confusion, consulté le 12 décembre 2010.

Jackson, Richard. 2005. *Writing the War on Terrorism: Language, Politics and Counter-terrorism (New Approaches to Conflict Analysis)*, Manchester University Press, Manchester, 240 p.

Johnson, Chalmers. 2009. « Ten steps to liquidate US bases », *Asia Times Online*, 4 août, http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/KH04Ak02.html, consulté le 9 septembre 2010.

Johnson, Thomas et Matthew Dupee. 2011. « Transition to nowhere: The limits of "Afghanization" », *Foreign Policy*, 22 mars, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2011/03/22/transition_to_nowhere_the_limits_of_afghanization, consulté le 18 avril 2011.

Jones, Ann. 2009. « Meet the Afghan Army: Is It a Figment of Washington's Imagination? », *The Huffington Post*, 22 septembre, http://www.huffingtonpost.com/ann-jones/meet-the-afghan-army-is-i_b_292864.html, consulté le 3 juillet 2010.

Jones, Ann. 2010. « Counterinsurgency Down for the Count in Afghanistan,, But the War Machine Grind on », *TomDispatch.com*, 1 juillet, <http://www.tomdispatch.com/archive/175269/>, consulté le 9 septembre 2010.

Jones, Ann. 2010b. « MRAPs, Sprained Ankles, Air Conditioning, Farting Contests, and Other Snapshots from the American War in Afghanistan », *The Huffington Post*, 1er août, http://www.huffingtonpost.com/ann-jones/mraps-sprained-ankles-air_b_666680.html, consulté le 21 septembre 2010

Kagan, Frederick W. et Kimberly Kagan. 2009c. « The Cost of Dithering », *Weekly Standard*, 11 novembre, <http://weeklystandard.com/Content/Public/Articles/000/000/017/197pvvru.asp?pg=1>, consulté le 5 janvier 2011.

Kaplan, Fred. 2009. « CT or COIN? », *Slate.com*, 24 mars, <http://www.slate.com/id/2214515/>, consulté le 3 juillet 2010.

Kaplan, Fred. 2009b. « Counterinsurgenterrorism », *Slate.com*, 27 Mars <http://www.slate.com/id/2214726/>, consulté le 9 septembre 2010.

Katulis, Brian. 2010. « Gates's Afghanistan visit: The latest salvo in the battle for hearts and minds at home », *Foreign Policy*, 9 mars 2010, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2010/03/09/gatess_afghanistan_visit_the_latest_salvo_in_the_battle_f_or_hearts_and_minds_at_hom, consulté le 23 janvier 2011.

Kennan, George. 1947. « The Long Telegram », *Foreign Affairs*, juillet, p. 547-559.

Kristol, Bill. 2009. « A Whiskey Tango Foxtrot Presidency? », *The Weekly Standard*, 21 septembre, <http://www.weeklystandard.com/Content/Public/Articles/000/000/016/938sdxzy.asp>, consulté le 5 juillet 2010.

Kristol, William. 1997. « Project for a New American Century », *PNAC*, <http://www.newamericancentury.org/>, consulté le 9 septembre 2010.

Kucinich, Dennis. 2011. « Rep. Dennis Kucinich says defense spending consumes more than half the discretionary budget », *National Priorities Project*, 24 janvier, <http://nationalpriorities.org/pressroom/articles/2011/01/24/rep-dennis-kucinich-says-defense-spending-consumes/>, consulté le 29 mai 2011.

Landler, Mark. 2009. « Petraeus Warns of a Long and Expensive Mission in Afghanistan », *The New York Times*, 9 décembre, <http://www.nytimes.com/2009/12/10/world/asia/10policy.html>, consulté le 16 novembre 2010.

Langer, Gary et Julie Phelan. 2010. « Poll : Assessment of Afghanistan War Sours », *ABC News*, 16 décembre, <http://abcnews.go.com/Politics/abc-news-washington-post-poll-exclusive-afghanistan-war/story?id=12404367>, consulté le 5 janvier 2011.

Lawrence, Quil. 2011. « U.S.-Pakistan Flare-Up Threatens Troop Supply Route », *NPR*, 9 mai, <http://www.npr.org/2011/05/09/136144147/u-s-pakistan-flareup-threatens-troops-supply-route>, consulté le 12 mai 2011

- Layne, Christopher. 2010. « Petraeus' dubious strategy in Afghanistan », *Chicago Tribune*, 23 août, http://articles.chicagotribune.com/2010-08-23/news/ct-oped-0823-afghanistan-20100823_1_iraq-surge-petraeus-afghanistan, consulté le 9 septembre 2010.
- Lebovich, Andrew. 2011. « Petraeus confirmed as CIA director », *Foreign Policy*, 1 juillet, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2011/07/01/daily_brief_petraeus_confirmed_as_cia_director, consulté le 13 juillet 2011.
- Lebovich, Andrew. 2011b. « U.S. suspends \$800 million in Pakistan aid », *Foreign Policy*, 11 juin http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2011/07/11/daily_brief_us_suspends_800_million_in_pakistan_aid, consulté le 29 juillet 2011.
- Leffler, Melvin P. 1992. *A Preponderance of Power: National Security, the Truman Administration, and the Cold War*, Stanford University Press, 712 p.
- Leffler, Melvyn P, 1994, *The specter of communism, the United States and the origins of the Cold war, 1917-1953*, Hill and Wang, New York, 146p
- Macleod, Alex et Dan O'Meara. 2010. *Théories des relations internationales, contestations et résistances*, Édition Athéna, Montréal, 661 p.
- Mazzetti, Mark et Eric Schmitt. 2008. « U.S. Study Is Said to Warn of Crisis in Afghanistan », *The New York Time*, 8 octobre, http://www.nytimes.com/2008/10/09/world/asia/09afghan.html?_r=2&ref=world&oref=slogin&oref=slogin, consulté le 5 juillet 2010.
- Mazzetti, Mark. 2009. « No Firm Plans for a U.S. Exit in Afghanistan », *The New York Times*, 6 décembre, <http://www.nytimes.com/2009/12/07/world/asia/07afghan.html>, consulté le 9 septembre 2010.
- McChrystal, Stanley. 2009. « Commander's Initial Assessment », *Central Command*, MacDill FI, août, 66 p.
- McCoy, Alfred W. 2010. « Can Anyone Pacify the World's Number One Narco-State? », *Veterans Today*, 3 mars, <http://www.veteranstoday.com/2010/03/30/can-anyone-pacify-the-worlds-number-one-narco-state/>, consulté le 9 septembre 2010.
- McCoy, Alfred W. 2010b. « America and the Dictators, From Ngo Dinh Diem to Hamid Karzai », *History News Network*, 18 août, <http://hnn.us/articles/125569.html>, consulté le 20 août 2010.
- McKiernan, David. 2008. « General David McKiernan Speaks at Council's Commanders Series », *The Atlantic Council*, 18 novembre, http://www.acus.org/event_blog/general-david-d-mckiernan-speaks-councils-commanders-series, consulté le 5 janvier 2011.
- Miller, David et Tom Mills. 2010. « Counterinsurgency and terror expertise: the integration of social scientists into the war effort », *Cambridge Review of International Affairs*, Vol 23, Number 2, June, pp 203-221.
- Miller, Greg. 2010. « Military drones aid CIA's mission », *The Washington Post*, 3 octobre, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/10/02/AR2010100203965.html>, consulté le 3 octobre 2010.
- Nagl, John. 2005. *Learning to Eat Soup with a Knife: Counterinsurgency Lessons from Malaya and Vietnam*, University Of Chicago Press, 1^e Édition, Chicago, 280 p.

- Obama, Barrack. 2007. « A Way Forward in Iraq », *Illinois Senator Website*, 20 novembre, http://obama.senate.gov/speech/061120-a_way_forward_i/index.php, consulté le 5 décembre 2010.
- Obama, Barrack. 2008. « A New Strategy for a New World », *Obama for America*, 15 juillet, <http://my.barackobama.com/page/content/newstrategy>, consulté le 5 décembre 2010
- Obama, Barrack. 2008b. « Key members of Obama-Biden national security team announced », *Change.gov – The Office of the President-Elect*, http://change.gov/newsroom/entry/key_members_of_obama_biden_national_security_team_announced/ , consulté le 5 décembre 2010.
- Obama, Barrack. 2009. « Remarks on United States Military and Diplomatic Strategies for Afpak », *GPO Access*, 27 mars, www.gpoaccess.gov/presdocs/2009/DCPD-200900196.htm, consulté le 6 décembre 2010.
- Obama, Barrack. 2011. « State of the Union Speech 2011 », *The Huffington Post*, 27 janvier, http://www.huffingtonpost.com/2011/01/25/obama-state-of-the-union-_1_n_813478.html, consulté le 28 janvier 2011.
- Obama, Barrack. 2011. « Obama's Remarks on Bin Laden's Killing », *The New York Times*, 2 mai, http://www.nytimes.com/2011/05/02/world/middleeast/02obama-text.html?_r=1, consulté le 2 mai 2011.
- O'Meara, Dan. À paraître. « Introduction: 9/11 and the politics of the imagination », dans O'Meara, Mcleod, Gagnon, et Grondin. *Unpatriotic imagery; constructing the National Security State Through Cinema*, Lynne Rienner, Boulder, p1-12.
- Packer, George. 2010. « Team Effort », *The New Yorker*, 5 Juillet, http://www.newyorker.com/talk/comment/2010/07/05/100705taco_talk_packer?printable=true, consulté le 29 mai 2011.
- Palter, Scott. 2009 « Obama's Afpak White Paper: A Critique », *Bellum a project of The Stanford Review*, 27 mars , <http://bellum.stanfordreview.org/?p=1083>, consulté le 9 septembre 2010.
- Panetta, Leon. 2011. « Advance Policy Questions for the Honorable Leon Panetta Nominee to be Secretary of Defense », *Senate Armed Services Committee*, Washington DC, 79p. <http://armed-services.senate.gov/statemnt/2011/06%20June/Panetta%2006-09-11.pdf>, consulté le 29 juillet 2011.
- PCCS. 2008. « Tribe, Clan, & Ethnic Genealogies », *Program for Culture & Conflict Studies*, 26 février, <http://www.nps.edu/Programs/CCs/FamilyTrees.html>, 16 mai 2011.
- Pery, Tony. 2009. « Marine commander sees progress in Afghanistan », *L.A Times*, 1 septembre, <http://articles.latimes.com/2009/sep/01/world/fg-marine1>, 3 janvier 2011.
- Pessin, Al. 2009. « Obama Says U.S. Military Will Change, But Remain World's Strongest », *Voice of America*, 12 mars, <http://www.voanews.com/english/news/a-13-2009-03-12-voa60-68634137.html>, consulté le 5 décembre 2010.
- Petraeus, David H. 1987. « The American Military and the Lessons of Viêt-Nam », Princeton University, Princeton, 329p
- Petraeus, David H. 2010. « We're doing everything we can to achieve progress », *The Washington Post*, 15 août, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/08/15/AR2010081501515.html>, consulté le 9 septembre 2010.

Porter, Gareth. 2009. « Afghan Army Turnover Rate Threatens U.S. War Plans », *Inter-Press Services*, 24 novembre, <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=49397> , consulté le 6 décembre 2010.

Porter, Gareth. 2010. « Why Petraeus won't salvage this war », *Foreign Policy*, 28 Juin, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2010/06/28/why_petraeus_wont_salvage_this_war, consulté le 3 juillet 2010.

Porter, Gareth. 2011. « US pushes Osama onto Afghan chessboard », *Asia Time*, 10 Mai, http://www.atimes.com/atimes/South_Asia/ME10Df01.html, consulté le 29 mai 2011.

Qazi, Shehzad H. 2010. « The Neo-Taliban and Counterinsurgency in Afghanistan », *Third World Quarterly*, vol. 31, no. 3, p. 485-499.

Reston, Maeve. 2009. « Obama tells veterans Afghanistan is a 'war of necessity' », *Los Angeles Time*, 21 août, <http://articles.latimes.com/2009/aug/18/nation/na-obama-vfw18>, consulté le 9 septembre 2010.

Ricks, Thomas E. 2010, « What Joe Biden doesn't get: Why CT alone isn't the answer in Afghanistan », *Foreign Policy*, 3 novembre http://ricks.foreignpolicy.com/posts/2010/11/03/what_joe_biden_doesnt_get_why_ct_alone_isnt_the_answer_in_afghanistan , consulté le 5 décembre 2010.

Robinson, Piers. 2008. « Media and US foreign policy » dans Cox, Michael & Doug Stokes. 2008. *US Foreign Policy*, Oxford University Press, New York, 481 p.

Rondeaux, Candace. 2011. « The Growing danger in Kabul », *Foreign Policy*, 29 juin, http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2011/06/29/the_growing_danger_in_kabul, consulté le 12 juillet 2011.

Rowley, Christina et Jutta Weldes. 2008. « Identities and US foreign policy » dans Cox, Michael & Doug Stokes. 2008. *US Foreign Policy*, Oxford University Press, New York, 481 p.

Rubin, Alissa. 2010. « U.S. Forces Close Post in Afghan 'Valley of Death' », *The New York Times*, 15 avril, <http://www.nytimes.com/2010/04/15/world/asia/15outpost.html?ref=global-home>, consulté le 9 septembre 2010.

Sanger, David E; Obama Task. 2009. « A tough sell on friendly territory », *The New York Time*, 22 septembre, <http://www.nytimes.com/2009/09/23/world/23sanger.html>, consulté le 2 décembre 2010.

Sanger, David E. 2011. « A Test for the Meaning of Victory in Afghanistan », *The New York Times*, 13 février, <http://www.nytimes.com/2010/02/14/weekinreview/14sanger.html>, consulté le 29 mai 2011.

Saull, Richard. 2008. « American foreign policy during the Cold War » dans Cox, Michael & Doug Stokes. 2008. *US Foreign Policy*, Oxford University Press, New York, 481 p.

Schachtman, Noah. 2010. « Does Petraeus Mean a Return of Afghanistan Air War? », *The Wired*, 23 juin, <http://www.wired.com/dangerroom/2010/06/does-petraeus-mean-a-return-to-all-out-war/>, consulté le 6 décembre 2010.

Shachtman, Noah. 2010b. « Bombs Away: Afghan Air War Peaks With 1,000 Strikes in October », *The Wired*, 10 novembre, <http://www.wired.com/dangerroom/2010/11/bombs-away-afghan-air-war-peaks-with-1000-strikes-in-october/>, consulté le 6 décembre 2010.

Schmitt, Eric. 2010. « Wikileaks – Afghan leak - View Is Bleaker Than Official Portrayal of War in Afghanistan », *The New York Times*, 26 juillet, <http://www.nytimes.com/2010/07/26/world/asia/26warlogs.html?pagewanted=print>, consulté le 9 septembre 2010.

Scott Tyson, Ann. 2008. « Army' Next Crop of Generals Forged in Counterinsurgency », *The Washington Post*, 15 mai, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2008/05/14/AR2008051403366.html>, consulté le 5 janvier 2011.

Sewall, Sarah. 2007. *The U.S. Army/Marine Corps Counterinsurgency Field Manual*, University of Chicago Press, Chicago, 1^e Édition, 472 p.

Silverstein, Ken. 2008. « Graveyard of Empires? » *Harpers Magazine*, 19 juin, <http://www.harpers.org/archive/2008/06/hbc-90003105>, consulté le 9 septembre 2010.

Simon, Steven et Jonathan Stevenson. 2010. « Afghanistan : How much is enough? », *Survival*, no. 51, p. 547-67.

Spiegel, Peter et Jonathan Wiseman. 2009. « Behind Afghan War Debate, a Battle of Two Books Rages », *The Wall Street Journal*, 7 octobre, http://www.tomdispatch.com/post/175204/tomgram%3A_nick_turse%2C_america%27s_shadowy_base_world/, consulté le 5 avril 2010.

Spillius, Alex. 2008. « Barack Obama says US 'will maintain strongest military on planet' », *The Telegraph*, 1 décembre, <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/barackobama/3540167/Barack-Obama-says-US-will-maintain-strongest-military-on-planet-as-Clinton-confirmed-top-diplomat.html>, consulté le 6 décembre 2010.

Steinhauser, Paul. 2009. « CNN Poll: Afghanistan War opposition at all-time high », *CNN Politics*, 1^{er} septembre, <http://politicalticker.blogs.cnn.com/2009/09/01/cnn-poll-afghanistan-war-opposition-at-all-time-high/>, consulté le 9 septembre 2010.

Steven, Simon et Jonathan Stevenson. 2009. « Afghanistan: How Much is Enough? », *Survival*, 52, 5 pp 47-67.

Stolberg, Sheryl Gay et Helene Cooper. 2009. « Obama Adds Troops, but Maps Exit plan », *The New York Times*, 1 décembre, <http://www.nytimes.com/2009/12/02/world/asia/02prexy.html>, consulté le 5 décembre 2010.

Turse, Nick. 2009. « 2014 or Bust: The Pentagon's Building Boom in Afghanistan Indicates a Long War ahead », *The Huffington Post*, 5 novembre, http://www.huffingtonpost.com/nick-turse/2014-or-bust-the-pentagon_b_347032.html, consulté le 9 septembre 2010.

Turse, Nick. 2010. *The Case for Withdrawal from Afghanistan*, Édition Verso, New York, 208 p.

Warnock, John W. 2008. *Creating a Failed State; the US and Canada in Afghanistan*, Farmwood Publishing, Black Point, 209p

West, Bing. 2011. « The Wrong War: Grit, Strategy, and the Way Out of Afghanistan », Random House, New York, 336 p.

Whitelock, Craig. 2011. « Pentagon reports tangible progress in Afghanistan », *The Washington Post*, 30 avril, http://www.washingtonpost.com/national/pentagon-reports-tangible-progress-in-afghanistan/2011/04/29/AFBqBkFF_story.html?hpid=z3, consulté le 29 mai 2011.

Williams, William Appleman. 1969. *The Roots of the Modern American Empire; a study of the growth and shaping of social consciousness in a market place society*, Random House, New York, 547p.

Wilson, Scott. 2011. « Obama officially announces his senior national security nominees », *The Washington Post*, 28 avril, http://www.washingtonpost.com/politics/obama-officially-announces-his-senior-national-security-nominees/2011/04/28/AF2YwZ8E_story.html, consulté le 29 mai 2011.

Wilson, Scott. 2011c. « Obama announces plan to bring home 33,000 'surge' troops from Afghanistan », *Washington Post*, 22 juin, http://www.washingtonpost.com/politics/obama-to-order-home-10000-troops-from-afghanistan-officials-say/2011/06/22/AGUuRCgH_story.html, consulté le 3 juillet 2011.

Wilson, Scott et Karen DeYoung. 2011. « Lawmakers push for new Afghan strategy », *The Washington Post*, 11 juin http://www.washingtonpost.com/politics/lawmakers-push-for-afghan-strategy-rethink/2011/06/10/AGtahoQH_story.html?nav=emailpage, consulté le 12 juin 2011.

Witte, Griff. 2009. « Taliban shadow officials offer concrete alternative », *The Washington Post*, 8 décembre 2009, http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/12/07/AR2009120704127_pf.html, consulté le 5 juillet 2010.

Woodward, Bob. 2010. *Obama's Wars*, Sumin & Schuster, New York, 464 p.

Woodward, Bob. 2009b. « McChrystal; More Forces or Mission Failure », *The Washington Post*, 21 septembre, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/09/20/AR2009092002920.html>, consulté le 21 juillet 2010.

Youssef, Nancy A. 2009. « Military growing impatient with Obama on Afghanistan », *McClatchy Washington Bureau*, 18 septembre, <http://www.mcclatchydc.com/2009/09/18/v-print/75702/military-growing-impatient-with.html>, consulté le 4 décembre 2010.